

# João Bernardo – Les gestionnaires<sup>1</sup> : développement historique et unification d'une classe (1984)

[Dans ses lignes générales, très brièvement résumées, ce texte a servi de base à une conférence qui s'est tenue à l'Université pontificale catholique de Rio de Janeiro (PUC), en novembre 1984, à l'invitation du Centre académique de géographie et du Centre académique d'économie. Il fait partie du livre de João Bernardo, *Capital, sindicatos, gestores*, publié par les éditions Vertice en 1987.]

Selon ma conception, le capitalisme est, depuis son origine, un système qui articule trois classes : la classe bourgeoise et la classe des gestionnaires, toutes deux constituant les classes capitalistes, et la classe prolétarienne. Finalement, la bourgeoisie peut se réduire jusqu'au point de pratiquement disparaître, comme c'est le cas en URSS, par exemple, et deux classes subsistent alors. Les gestionnaires sont donc, à mon avis, l'élément de continuité sociale entre les capitalistes, puisque cette classe capitaliste se renforce avec le développement du mode de production.

Cependant, les partisans d'une théorie des gestionnaires ont aujourd'hui de profonds désaccords entre eux, sans parler de tous ceux – l'écrasante majorité – qui refusent toute validité à ce concept ; ils ont recours au sac magique et sans fond des «classes moyennes» ou de la «petite bourgeoisie» pour justifier des phénomènes qu'ils laissent, en réalité, inexplicables. Peu d'auteurs admettent l'existence des gestionnaires et je tiens à souligner d'emblée un point important : ce texte évoque ici exclusivement les théories qui analysent les gestionnaires comme un groupe social dominant, et non celles qui prétendent étudier la bureaucratie comme un système formel d'organisation. Mais cette restriction ne simplifie rien, puisque ceux qui abordent le problème des gestionnaires en tant que groupe social sont loin d'être d'accord entre eux.

Ils ne partagent pas la même terminologie, puisque, selon les auteurs, ces gestionnaires sont assimilés à la bureaucratie, à la technocratie, à la technobureaucratie, aux capitalistes d'État, à la bourgeoisie d'État, etc. Ils sont encore moins d'accord sur les lignes générales selon lesquelles les gestionnaires devraient être analysés : forment-ils une classe sociale, ou une simple couche au sein d'une classe plus large ? Représentent-ils un élément originel du capitalisme, ou sont-ils apparus seulement dans le prolongement de ce système économique ? Constituent-ils un élément du développement du capitalisme, ou un élément d'un futur mode de production dont ils sont les gestionnaires ?

Et les désaccords sont d'autant plus grands qu'on n'observe aucune unanimité aujourd'hui sur l'objet empirique de l'analyse. De nombreux chercheurs refusent d'assimiler des régimes qu'ils considèrent aussi différents que, par exemple, les États-Unis et l'URSS, compromettant ainsi l'analyse d'un système gestionnaire unique ; et même si l'on se limite à l'un de ces

---

<sup>1</sup> J'ai choisi de traduire *gestores* par «gestionnaires». En effet, selon le dictionnaire Aurelio, ce terme désigne «une personne responsable de l'administration et de la gestion (planification, organisation, contrôle et direction)» d'une entreprise. Un autre traducteur a préféré le mot «managers» (cf. João Bernardo, *Économie des processus révolutionnaires*, Vosstanie, 2022), concept tout aussi juste, polysémique et... imparfait ! Quant au concept anglais de *managers*, dans le livre de James Burnham, il avait été traduit en français par «organiseurs» et «directeurs» (*NdT*).

régimes, les divergences sont profondes entre les théoriciens au sujet des éléments sociaux qu'il est possible d'inclure dans une analyse des gestionnaires.

Il ne me semble donc pas particulièrement intéressant de commencer cet article en exposant ma propre conception des gestionnaires – une de plus ! Je souhaite présenter aux lecteurs une délimitation de l'objet empirique d'analyse, plutôt qu'une élaboration théorique plus détaillée. Je commencerai par décrire le développement historique de cet objet d'analyse et j'espère que cette description clarifiera progressivement le sens dans lequel, dès les premières lignes, j'utilise le concept de gestionnaires. Ce n'est qu'à la fin de ce texte que je tenterai, après avoir circonscrit l'objet, de le définir de façon synthétique. Pour l'instant, occupons-nous du problème précédemment évoqué : lorsque nous parlons de gestionnaires, de bureaucratie, ou de bourgeoisie d'État, etc., à quel type de pratiques sociales faisons-nous référence ?

## 1.

L'identification des gestionnaires a sans doute été grandement facilitée par la proximité entre le régime de Staline et celui d'Hitler.

Signé en août 1939, le Pacte germano-soviétique<sup>1\*</sup> provoqua un choc d'une ampleur peut-être sans précédent dans les consciences de l'époque. D'autant plus que les événements qui suivirent immédiatement confirmèrent l'intégration de l'URSS dans le réseau des relations entre les fascismes : remplaçant le précédent Pacte anticommuniste, le Pacte tripartite entre Berlin, Rome et Tokyo fut signé en septembre 1940. Invitée à la fin de la même année à adhérer au Pacte tripartite, l'URSS déclina la proposition, mais signa un Pacte de non-agression avec le Japon, en avril 1941. Elle reconnut ainsi le Mandchoukouo\* et accepta l'hégémonie japonaise sur le nord de la Chine. La sphère des gestionnaires et du capitalisme d'État sembla ainsi clairement délimitée, par opposition à la sphère de la bourgeoisie et du capitalisme de marché traditionnel et non planifié.

Ces circonstances donnèrent une large audience à ceux qui, depuis un temps plus ou moins long, observaient une convergence politique, sociale et économique entre les fascismes allemand et italien et l'URSS. Les thèses de ces prophètes isolés jusqu'alors attirèrent enfin l'attention et bénéficièrent d'une certaine réceptivité. Le Pacte germano-soviétique ne suscita pas une nouvelle élaboration théorique, mais il confirma plutôt, du moins en apparence, les propositions de ces précurseurs, provoquant un brusque élargissement de leur sphère d'influence.

Les analyses qui annonçaient la convergence de régimes défendant des orientations politiques aussi diverses existaient alors depuis plus de deux décennies. Lénine lui-même avait très tôt, juste après la révolution bolchevique<sup>2</sup>, qualifié son régime de «*capitalisme d'État*» – même si pour lui, et dans ce contexte, cette qualification avait évidemment un signe positif puisqu'il le comparait au système économique du militarisme allemand pendant la première guerre mondiale. On retrouve les mêmes qualifications et comparaisons dans les discours et les écrits des adversaires de Lénine, tant à sa droite, chez les mencheviks et dans la social-démocratie (surtout germanophone), qu'à sa gauche, parmi les diverses nuances de l'opposition

---

<sup>1</sup> Les termes suivis d'un astérisque renvoient au glossaire rédigé par le traducteur, page 35 et suivantes, glossaire dont le contenu n'a pas été relu par l'auteur (NdT).

<sup>2</sup> Par exemple, le 5 mai 1918, Lénine écrit : «[...] le *capitalisme d'État* serait un pas en avant par rapport à l'état actuel des choses dans notre République des Soviets. Si, dans six mois, par exemple nous avons instauré chez nous le *capitalisme d'État*, ce serait un immense succès et la plus sûre garantie qu'un an plus tard, dans notre pays, le socialisme serait assis et invincible», «Sur l'infantilisme de gauche et les idées petites-bourgeoises», 5 mai 1918, marxists.org [NdT].

révolutionnaire au léninisme, en URSS et dans divers autres pays. La convergence entre le régime de l'URSS et les fascismes, qui culmina avec l'épisode de 1939, constitua un processus de longue durée, permettant aux différents courants théoriques qui analysèrent les gestionnaires et le capitalisme d'État d'identifier avec une clarté croissante l'objet empirique de cette analyse.

\*

Le concept de national-bolchevisme<sup>1</sup> fut forgé la première fois au moment de la genèse des accords de fait entre la section allemande du Comintern\* et les courants nationalistes et de droite en Allemagne qui s'opposaient le plus activement et de la façon la plus radicale au traité de Versailles\* et à ses mesures spoliatrices. L'objectif de ses promoteurs était d'utiliser les formes les plus radicales du mouvement ouvrier d'alors (d'où le terme «bolchevisme») pour défendre la consolidation de l'État allemand dans ses frontières (l'élément «national» de cette notion). L'expression «national-bolchevisme» apparut à la fin de 1918 ou au début de 1919, alors que la conférence de Paris venait à peine de commencer et quelques mois avant que la délégation allemande ne signe le traité de Versailles.

Elle ne fut pas inventée par un élément de la droite, ni un individu appartenant aux courants modérés du bolchevisme, mais par l'un des léninistes les plus radicaux, à l'époque, Karl Radek\*. Plus tard, en Allemagne, ce seront aussi des éléments placés à la gauche du bolchevisme officiel qui emploieront à nouveau ce terme comme bannière politique. C'est alors, et seulement alors, que Lénine dénonça son utilisation. Le caractère tardif de la polémique suffirait à montrer qu'il s'agissait d'un argument tactique dans le cadre de la campagne contre le gauchisme, et non d'une quelconque réorientation antinationaliste du bolchevisme.

Lénine taxa d'absurde le national-bolchevisme des gauchistes allemands, qui prônaient l'annulation immédiate du traité de Versailles<sup>2</sup>, uniquement parce qu'il estimait que la conjoncture internationale de l'époque condamnait cette revendication à l'échec. Ce désaccord tactique portait sur la manière de mettre en œuvre une politique et le choix de saisir une occasion ou pas ; il ne s'agissait pas d'un désaccord sur l'objectif final. D'ailleurs, Radek\*, en tant que responsable et délégué du Comintern en Allemagne, utilisera plus tard le même terme et poursuivra la même politique, en 1923-1924, durant l'occupation franco-belge de la Ruhr<sup>3</sup>.

Mais la célébrité internationale dont jouira le concept de «national-bolchevisme» surgira d'une autre manière, lors de la révolution hongroise de mars 1919<sup>4</sup>. Dans l'ancien Empire, la

---

<sup>1</sup> Cf. les textes de João Bernardo, «Le KPD et l'extrême droite nationaliste» (<https://nfnf.eu/spip.php?article920>) ; d'Olaf Kistenmacher, «De "Judas" au "Capital juif" : les formes de pensée antisémites dans le Parti communiste allemand (KPD) sous la république de Weimar, 1918-1933» (<https://nfnf.eu/spip.php?article664>) ; et de Mouvement communiste, in *Ni patrie ni frontières* n° 36/37, *Inventaire de la confusion*, 2011, <http://mondialisme.org/spip.php?article2004> (NdT).

<sup>2</sup> «Enfin, une des erreurs incontestables des "gauchistes" d'Allemagne, c'est qu'ils persistent dans leur refus de reconnaître le traité de Versailles. Plus ce point de vue est formulé avec "poids" et "sérieux", avec "résolution" et sans appel, comme le fait par exemple K. Horner, et moins cela paraît sensé. Il ne suffit pas de renier les absurdités criantes du "bolchevisme national" (Laufenberg et autres), qui en vient à préconiser un bloc avec la bourgeoisie allemande pour reprendre la guerre contre l'Entente, dans le cadre actuel de la révolution prolétarienne internationale» in Lénine, *La maladie infantile du communisme : le «gauchisme»*, 1920, marxists.org (NdT).

<sup>3</sup> Cf. cet hommage de Radek en 1923 à un nationaliste d'extrême droite, glorifié aussi par les nazis : «Schlageter, le courageux soldat de la contre-révolution, mérite de recevoir des honneurs sincères et virils, les nôtres à nous, soldats de la révolution», «Schlageter, le marcheur du néant», discours du 20 juin 1923 reproduit dans *Rote Fahne*, le 26 juin 1923, marxists.org (NdT).

<sup>4</sup> Cf. Dominique Gros, «La fondation de la République et la lutte pour le pouvoir des Conseils en Hongrie», *Autogestion et Socialisme*, n° 30-31, 1975,

Hongrie avait été une nationalité privilégiée. C'est pourquoi, une fois la guerre terminée et étant dans le camp des perdants, elle fut rattrapée par la cupidité des États voisins, dont les armées occupaient les deux cinquièmes du pays. Ces États exerçaient une forte pression sur le gouvernement hongrois pour qu'il renonce à de nouvelles portions de territoire, et l'on prévoyait qu'il perdrait deux tiers de son ancien territoire. C'est-à-dire la plupart de ses ressources économiques, la totalité de la population non magyare et quelque cinq millions de Magyars. Face à la désarticulation politique des classes dirigeantes traditionnelles et à l'effondrement de leurs institutions militaires, la révolution de mars 1919, menée par les léninistes en alliance avec les sociaux-démocrates, se proposa de sauver l'intégrité territoriale du pays en demandant l'intervention de l'Armée rouge. Mais l'armée soviétique avait d'autres problèmes et probablement une stratégie différente.

Pendant ce temps, le régime révolutionnaire tenta de reconstruire l'armée hongroise, en utilisant à cette fin l'appareil syndical contrôlé par les sociaux-démocrates. Toutes les autres réformes qu'il tenta de mettre en œuvre suivirent la même démarche : l'utilisation des institutions ouvrières pour défendre l'institution capitaliste par excellence, l'État, et l'intégrité de son territoire. C'est ainsi que, en créant les communes agraires, le régime révolutionnaire nomma les anciens propriétaires terriens comme administrateurs. C'est ce régime que le dirigeant de la révolution, le léniniste Béla Kun\*, qualifie de «national-bolchevique», projetant le concept et la réalité qui le soutenait sur une dimension internationale beaucoup plus vaste.

Mais les contradictions étaient insurmontables. L'industrialisation naissante donnait un grand poids à la paysannerie traditionnelle et rendait difficile toute hégémonie politique fondée sur des institutions de la classe ouvrière ; ce même retard industriel limitait le rôle social des gestionnaires, car il ne permettait pas la formation de liens solides entre les institutions de la classe ouvrière et celles des classes dominantes. En d'autres termes, le prolétariat ne pouvait entraîner la paysannerie derrière lui ; quant aux gestionnaires, ils ne pouvaient amener les autres classes dominantes à utiliser le mouvement ouvrier. L'Armée rouge n'intervint pas non plus, alors qu'elle aurait pu, par sa présence, imposer une solution à toutes ces contradictions.

Trop faible à l'intérieur, en raison de l'absence d'une base sociale solide, et trop faible à l'extérieur, en raison de l'absence d'une armée suffisamment solide et unie pour résister à la pression militaire des pays voisins, le régime de Béla Kun s'effondra à la fin du mois de juillet 1919. Tout comme les «bolcheviks» échouèrent à sauver la nation, les «nationalistes» ne réussirent pas à tirer parti du bolchevisme. Mais, vaincue en Hongrie, cette orientation politique persista dans de nombreux autres pays et, en analysant ses expériences répétées, plusieurs théoriciens cernèrent de plus en plus précisément un régime économique et une classe sociale, grâce à la convergence entre le léninisme et les nationalismes radicaux.

L'Allemagne ne connaissait aucun des obstacles sociaux qui, en Hongrie, avaient conduit à la défaite du national-bolchevisme ; les ingérences des puissances victorieuses et les spoliations justifiées par le traité de Versailles créaient, pour les classes dirigeantes, une situation suffisamment critique pour imposer le recours à des solutions nouvelles. Toute l'histoire de la République de Weimar\* confirme le pouvoir politique des gestionnaires ; aux deux extrémités du spectre parlementaire, l'articulation du nationalisme avec le bolchevisme a dominé ce processus. Pour le Parti communiste allemand, la social-démocratie était l'ennemi principal et le nazisme n'arrivait qu'en deuxième position ; les accords pratiques avec les nazis contre la social-démocratie étaient justifiés par le fait que les hitlériens, partisans du capitalisme d'État, représentaient un stade économique que les bolcheviks considéraient comme plus avancé et donc plus progressiste que le système consacré par Weimar.

---

[https://www.persee.fr/doc/autog\\_0338-7259\\_1975\\_num\\_30\\_1\\_1122](https://www.persee.fr/doc/autog_0338-7259_1975_num_30_1_1122) ; et Achille Dauphin-Meunier, *La commune hongroise et les anarchistes*. 21 mars-7 août 2019, <https://www.partage-noir.fr/IMG/pdf/conseils-hongrie-pn.pdf> (NdT).

Les alliances internationales obéissaient à cette même articulation – et ce, en plus des changements souvent spectaculaires du personnel politique. La principale préoccupation extérieure du nationalisme allemand était de réoccuper les territoires perdus. Pour cela, il fallait rééquiper l'armée, nécessairement en secret, puisque le traité de Versailles imposait de sévères limites à la modernisation militaire allemande. Au début de 1921, le commissaire du peuple à la Guerre, Léon Trotsky, répondit favorablement aux Allemands qui le contactèrent pour établir une coopération militaire entre les deux pays. En avril de cette année-là, un accord secret germano-soviétique fut signé, en vertu duquel les entreprises allemandes fabriqueraient des avions, des sous-marins, des chars et des armes de toutes sortes, y compris des gaz toxiques, sur le territoire soviétique.

Ce n'était pas un accord exclusif, puisqu'en Suède les Allemands fabriquèrent aussi de l'artillerie, et en Suisse des mitrailleuses et des mortiers ; mais c'est en URSS que cette production prit la plus grande importance et atteignit les plus vastes proportions. L'accord militaire fut suivi, en mai de la même année, par un accord commercial public grâce auquel plusieurs sociétés mixtes germano-soviétiques furent constituées. La coopération militaire secrète dura jusqu'en 1933, car, avec l'arrivée des nazis au pouvoir, le régime de Hitler pouvait se passer de subterfuge pour poursuivre le réarmement de l'Allemagne.

Mais la politique étrangère allemande ne suivit pas une direction unique, d'autres orientations entrèrent en conflit avec elle. L'industrie légère était étroitement liée au capitalisme occidental et soutenait la proposition franco-britannique d'organiser un consortium international afin de coopérer à la reconstruction économique de l'URSS. En revanche, l'industrie lourde, qui appuyait l'armée et les factions nationalistes les plus radicales, et aida Hitler à accéder au pouvoir, prônait une entente directe avec l'URSS. Le traité de Rapallo\* d'avril 1922 représenta le triomphe de l'alliance entre le léninisme et l'industrie lourde allemande. Mais la reconstruction économique de l'Allemagne la lia plus étroitement au camp occidental et, en octobre 1925, à la conférence de Locarno\*, l'Allemagne s'aligna sur les capitalismes britannique et français, en écartant les relations économiques directes avec l'URSS. Les années trente, marquées par la victoire politique de l'industrie lourde, semblèrent pouvoir rétablir la politique étrangère de 1921 et 1922.

Cependant, l'orientation farouchement anti-slave de la politique étrangère d'Hitler, en prévision de ce qui allait devenir le régime d'esclavage d'État imposé aux *Untermenschen* (sous-hommes) slaves à partir de 1941 par l'administration SS, rendit difficile tout rapprochement économique et politique avec l'URSS. Les mots ont toujours un sens, même s'il est souvent perdu par la suite. C'est en tant que national-socialiste qu'Hitler s'affirma contre les nationaux-bolcheviques d'extrême droite qui prônaient une alliance avec l'URSS. La nuance était lourde de signification.

Du côté soviétique, les termes du problème n'étaient pas moins limpides, même si les programmes politiques publics et les fluctuations de la terminologie utilisée ont servi de caution à de nombreux historiens pour éviter de proposer une analyse claire. En réalité, les thèses du Comintern\*, qui, surtout entre 1928 et 1935, considéraient la social-démocratie comme «social-fasciste\*», avaient un double objectif : elles couvraient tout d'abord les accords de fait, jusqu'en 1933, entre les bolcheviks et les nationalistes allemands. Deuxièmement, et cela eut des implications plus générales, le fait de dénoncer la social-démocratie comme fasciste désarticula idéologiquement les caractéristiques du fascisme.

Le terme fut banalisé pour désigner seulement un régime particulièrement répressif, sens encore utilisé aujourd'hui par les partis communistes officiels. Les caractéristiques sociales et économiques spécifiques du fascisme furent ainsi diluées, et sa convergence avec le régime soviétique fut occultée. Si tant d'historiens n'avaient pas effectué une séparation entre, d'un côté, les positions publiques et les proclamations du Comintern et, de l'autre, les relations diplomatiques et économiques entre l'URSS et l'Allemagne, et même avec l'Italie, la ligne

sinieuse de l'Internationale bolchevique serait sans doute apparue plus claire. Lors du XVII<sup>e</sup> congrès du Parti communiste soviétique en 1934, la voix autoritaire de Staline déclara que seule l'orientation anti-slave des hitlériens faisait obstacle au rapprochement avec l'URSS, et non pas le caractère fasciste du régime allemand<sup>1</sup>, car l'auteur souligna les bonnes relations entretenues avec le fascisme italien.

Et même la constitution de fronts populaires antifascistes, décidée par le Comintern en 1935, ne modifia pas substantiellement les termes du problème. Jusqu'en 1933, le Parti communiste allemand tenta de concurrencer le nazisme sur son propre terrain, en se présentant comme un national-bolchevisme plus efficace ; à partir de 1933, on assista à une montée des pressions pratiques pour une alliance entre le Parti communiste et d'autres forces politiques menacées d'extinction, après la victoire de l'hitlérisme, forces qui toutes luttaient pour leur propre survie. Mais on ne peut expliquer l'émergence des fronts unis antifascistes par de simples motivations tactiques organisationnelles.

Toute analyse de la problématique de l'unité antifasciste doit prendre en compte le caractère extrêmement ambigu de cette unité, qui engendra elle-même le fascisme. Prenons l'exemple de la France, le plus important puisque c'est surtout en France que le Parti communiste et la social-démocratie commencèrent à s'orienter vers l'établissement d'une unité antifasciste. Or, avant que les directions des partis de gauche n'effectuent les premiers pas dans cette direction, des scissions se produisirent dans les trois partis les plus importants – le Parti radical-socialiste, le Parti socialiste [la SFIO] et le Parti communiste – scissions précipitées par des groupes qui préconisaient l'établissement d'une plate-forme commune d'unité antifasciste.

Peu après, et lorsque cette politique devint la ligne officielle des trois partis de gauche, conduisant aux gouvernements du Front populaire à partir des élections de 1936, ces trois groupes scissionnistes évoluèrent rapidement vers des positions fascistes et deux d'entre eux constituèrent même, pendant la guerre, le principal soutien politique de l'occupant nazi<sup>2</sup>. Il m'est impossible d'esquisser ici, même en termes très généraux, une analyse de la question. Mais cet exemple, en raison de son importance et de ses implications, devrait, à mon avis, être le point de départ d'une telle analyse. Et cette perspective n'était en rien étrangère à ceux qui, dans ces années-là, avaient affirmé la convergence entre fascisme et bolchevisme.

L'accentuation des contradictions inter-capitalistes, avec la rupture décisive entre l'Allemagne nazie, puis l'Italie fasciste, et le capitalisme franco-britannique, et l'insertion de

---

<sup>1</sup> «*Bien sûr, nous sommes loin de nous enthousiasmer pour le régime fasciste en Allemagne. Mais il ne s'agit pas ici de fascisme, ne serait-ce que pour la raison que le fascisme en Italie, par exemple, n'a pas empêché l'U.R.S.S. d'établir les meilleures relations avec ce pays. [...] Il ne nous appartient pas, à nous qui avons connu la honte de la paix de Brest-Litovsk, de chanter les louanges du traité de Versailles. Nous n'acceptons simplement pas que le monde soit précipité dans l'abîme d'une nouvelle guerre à cause de ce traité. [...] Nous n'avons jamais eu d'orientation vers l'Allemagne, pas plus que vers la Pologne et la France. Notre orientation dans le passé et notre orientation à l'heure actuelle est vers l'URSS, et vers l'URSS seule. (Applaudissements.) Et si les intérêts de l'URSS exigent un rapprochement avec tel ou tel pays qui n'est pas intéressé à troubler la paix, nous adoptons cette ligne de conduite sans hésitation*», Rapport de Staline au XVII<sup>e</sup> Congrès du PCUS(b), le 26 janvier 1934 (marxists.org en anglais). (NdT.)

<sup>2</sup> Pour ce qui concerne ceux qui devinrent fascistes, João Bernardo fait sans doute allusion au *Parti socialiste de France-Union Jean Jaurès*, qui regroupait des éléments planistes et néosocialistes exclus de la SFIO en 1933 et qui suivirent Marcel Déat au Rassemblement national populaire qui collabora avec les nazis sous l'Occupation ; au *Parti néo-socialiste* d'Adrien Marquet, maire et député de Bordeaux (exclu lui aussi de la SFIO en 1933), antisémite et pronazi, qui fut ministre sous Pétain ; et au *Parti populaire français*, fondé par Doriot en 1936 après son exclusion du PCF en 1934 ; le PPF devint de plus en plus ouvertement fasciste et ses militants finirent eux aussi par soutenir l'Allemagne nazie à travers divers regroupements d'extrême droite et la participation à la Légion des volontaires français contre le bolchevisme, intégrée au sein de la Division SS Charlemagne (NdT).

l'URSS dans le camp fasciste, semblèrent enfin clarifier tant d'ambiguïtés et d'oscillations. Les alliances entre les régimes allaient enfin occuper la place à laquelle elles étaient destinées. Le Pacte germano-soviétique de 1939 attira l'attention de beaucoup de gens sur ce que, pendant de nombreuses années, certains à droite et à gauche de l'échiquier parlementaire, et souvent en dehors, avaient prôné et décrit, avec des connotations positives ou négatives, comme la convergence entre deux régimes.

\*

Après la révolution de 1917, les relations entre l'URSS et l'Allemagne furent l'axe de toute la politique bolchevique et on peut dire que le Comintern s'appuya sur ces relations. Du traité de Brest-Litovsk (1918) au Pacte germano-soviétique (1939), c'est de la relation entre les processus politiques et sociaux dans les deux pays que naquirent tous les espoirs et toutes les déceptions des révolutionnaires de l'époque. C'est donc sur la base de cette relation que plusieurs théoriciens analysèrent les transformations sociales qui eurent lieu à l'échelle internationale entre les deux guerres mondiales. Cette relation leur permit de définir, de plus en plus précisément, ce qui s'imposa alors comme un nouvel objet théorique : le capitalisme d'État et la classe sociale sur laquelle il reposait.

En URSS, déjà dans la première moitié des années 1920, le groupe Vérité ouvrière<sup>\*1</sup> proclamait l'identité entre le régime économique et les institutions bolcheviques, d'un côté, et, de l'autre, les formes de planification et de capitalisme d'État que la guerre avait développées dans les pays belligérants. Ce groupe poursuivit son analyse en affirmant, je résume, que si la fin du premier conflit mondial avait réduit l'intervention de l'État dans l'économie, il n'y avait pas eu de retour à la dispersion antérieure de la production ; au contraire, la concentration s'était accrue à l'échelle internationale, ce qui exigeait un renforcement de la planification.

Cette économie planifiée ne représentait pas le socialisme, puisque l'exploitation du prolétariat se poursuivait, et elle ne constituait pas non plus un nouveau système économique, mais une réorganisation interne du capitalisme. Incapable de surmonter l'ancienne spécialisation de la production, la bourgeoisie allait décliner alors en tant que classe ; ce déclin provoquerait l'ascension sociale d'une classe de techniciens et de planificateurs, dont le pouvoir en URSS reposait sur le parti bolchevique. Ainsi, la critique du groupe Vérité ouvrière plaça le léninisme à la jonction d'un processus général de développement qui avait caractérisé les militarismes et qui continuait à caractériser les principaux centres du marché mondial.

Des années plus tard, dans les prisons soviétiques, à l'époque du premier plan quinquennal, à la fin des années vingt et au début des années trente, nous savons – grâce au témoignage très lucide d'Anton Ciliga – que pour l'ancien léniniste de gauche Vladimir Smirnov, la révolution russe avait constitué, à la base, un mouvement populaire, au sommet duquel s'était installé la dictature bureaucratique du parti bolchevik ; Smirnov affirmait que tous les pays allaient s'orienter, bien que de manière différente, vers un système capitaliste d'État. L'URSS de Lénine et de Staline, l'Allemagne, où le nazisme était encore la force ascendante, l'Italie fasciste, la Turquie de Kemal Atatürk\*, les États-Unis de Hoover\* et de Roosevelt\*, tous convergeaient vers le capitalisme d'État. Mais le capitalisme d'État serait, selon Smirnov\*, un système économique distinct du capitalisme traditionnel. En cela ses thèses se distinguaient de celles du groupe Vérité ouvrière et aussi de Ciliga\*, qui affirmaient qu'il existait une identité fondamentale entre les deux systèmes. Ainsi, nous voyons que les analyses sur le capitalisme d'État se divisèrent, dès le départ, entre deux grands courants de pensée qui existent encore

---

<sup>1</sup> Cf. l' «Appel du groupe Rabochaya Pravda (Vérité ouvrière) au prolétariat révolutionnaire (1923)», <https://nnpf.eu/spip.php?article906> (NdT).

aujourd'hui. Mais il importe surtout ici de souligner que, du côté soviétique, et grâce non seulement à l'évolution interne de la société russe, mais aussi aux relations politiques et sociales dans d'autres pays, des gens cherchèrent à définir les caractéristiques des systèmes en vigueur et les classes sur lesquelles ils reposaient.

En Allemagne, certains des théoriciens les plus radicaux du mouvement ouvrier, comme Otto Rühle\*, prédisaient une guerre à venir qui opposerait, d'une part, les capitalismes d'État, dans lesquels convergeaient fascisme et léninisme, et d'autre part, les capitalismes traditionnels de marché, non planifiés, avec leur base sociale majoritairement bourgeoise.

Publié en France peu avant la signature du Pacte germano-soviétique, le livre de Bruno Rizzi\*, qui ajouta quelques analyses lucides à de nombreuses incongruités, affirma le dépassement du capitalisme par un nouveau régime économique, le capitalisme bureaucratique, fondé sur une nouvelle classe, déjà pleinement constituée en URSS et en voie de formation en Italie, en Allemagne et au Japon, pays qui convergeaient ainsi vers un système unique. Quant aux autres pays, ils évolueraient dans la même direction, bien que de façon moins claire.

En France, au moins depuis 1933, une figure politique et idéologique aussi complexe que Simone Weil\* souligna la similitude de nature entre le stalinisme, les fascismes et les courants les plus radicaux du New Deal ; selon elle, cette convergence des gestionnaires correspondait à un dépassement du capitalisme.

Ce qui se passa parmi les diverses nuances de la gauche se reproduisit symétriquement dans les divers courants de la droite. En France, différentes figures intellectuelles de la droite radicale prévirent et souhaitèrent un rapprochement entre le fascisme et le léninisme-stalinisme. De même, mais parce qu'ils lui accordaient un sens négatif, ce rapprochement inspira les idéologues conservateurs, comme Hayek\*, dans la défense du libéralisme traditionnel et du marché non planifié, contre toute forme d'intervention de l'État dans l'économie.

L'année 1939 apporta donc à tous ces prophètes une preuve décisive. Comment auraient-ils pu en douter ? Ce qu'ils avaient annoncé se réalisait. Et l'acceptation croissante que trouvaient désormais leurs thèses entraîna la conversion soudaine d'autres théoriciens qui, à partir de la convergence entre l'URSS et les fascismes, cherchèrent à analyser la base sociale commune à ces régimes.

\*

Ce fut le moment des scissions les plus importantes dans la Quatrième Internationale trotskiste. Et tandis que Trotsky<sup>1</sup> continuait à défendre, contre les preuves les plus flagrantes, le caractère socialiste de l'économie soviétique et à proposer la défense de l'URSS dans le cadre de la guerre impérialiste, un nombre croissant d'anciens disciples rompirent avec lui et invoquèrent précisément le Pacte germano-soviétique et ses conséquences comme l'ultime démonstration de la convergence stalino-fasciste. Max Schachtman\*, James Burnham\*, C. L. R. James\*, Raya Dunayevskaya\*, G. Munis\* sont parmi les plus connus, mais les scissions furent alors fréquentes, et ne se limitèrent pas à ces personnalités marquantes. Les analyses qui en résultèrent furent diverses – tant par la valeur intrinsèque de chaque ouvrage que par les points de vue défendus et les conclusions tirées quant au problème d'une destruction révolutionnaire du capitalisme, ou d'un dépassement réformiste. Mais ils étaient tous d'accord sur l'objet de l'analyse. Ils faisaient tous référence au même problème et n'éprouvaient aucun doute sur leur cible. Les gestionnaires apparaissaient comme un objet empirique incontestable, clairement délimité dans ses contours.

La projection ultérieure de l'œuvre de Burnham\*, quand il devint l'un des principaux idéologues néo-conservateurs, et l'influence *L'ère des organisateurs* (Calmann Lévy, 1947)

---

<sup>1</sup> Cf. Léon Trotsky, *Défense du marxisme*, EDI, 1989 et marxists.org. (NdT).



dans des cercles idéologiques aussi variés, firent que, à travers cette vague de scissions de la Quatrième Internationale, des relations très étroites se tissèrent entre les travaux des théoriciens les plus radicaux de l'extrême gauche qui avaient été les premiers à critiquer le capitalisme d'État, et les analyses qui s'attachèrent ensuite à étudier les gestionnaires et leur système économique.

Le Pacte germano-soviétique fut également utilisé comme un argument décisif par certains des idéologues les plus importants de la social-démocratie allemande – donc de la social-démocratie tout court – pour affirmer la convergence entre les systèmes de l'URSS, de l'Allemagne et de l'Italie, comme le fit Hilferding<sup>1\*</sup>, par exemple.

À droite, aussi, le nationalisme le plus radical trouva un nouveau souffle, et de nombreux nationalistes s'inspirèrent du régime économique de l'URSS afin de reformuler des programmes pour sauver les États et les nations.

Chacun savait alors où regarder s'il voulait analyser l'avenir du capitalisme et les processus sociaux qui le sous-tendaient. Les conditions d'une lucidité sociale maximale étaient, semblait-il, réunies. Que se passa-t-il ensuite ?

En juin 1941, les nazis lancèrent leur offensive contre l'URSS. Pour les dirigeants soviétiques, le conflit impérialiste devint la «Grande Guerre patriotique», au cours de laquelle les références idéologiques au marxisme furent abandonnées, afin d'unifier l'ensemble de la population autour du mythe national. Symétriquement, dans les pays occidentaux, pour les partis communistes et les démocrates parlementaires, la guerre se transforma en lutte antifasciste. Et ce bref moment de lucidité sociale qui avait suivi août 1939 s'éteignit dans la confusion générale. Les capitalismes d'État fasciste et léniniste-stalinien s'affrontaient ; les régimes de marché essentiellement non planifiés rejoignaient le capitalisme d'État plus radical dans une croisade contre les formes de capitalisme d'État qui accordaient encore un rôle important au capital privé. Il ne semblait y avoir ni système ni raison dans ces nouvelles oppositions et convergences. La rupture définitive du Pacte germano-soviétique avait privé les efforts d'analyse centrés sur la classe des gestionnaires d'un objet empirique unifié et défini, elle les avait dispersés et fragmentés.

## 2.

On pourrait, en dernier ressort, reconstruire cet objet d'analyse dans la convergence entre le capitalisme d'État en URSS et le corporatisme technocratique du New Deal. Le régime de Roosevelt était une expérience plus timide que les fascismes européens, moins systématique, et qui donnait plus de poids à la bourgeoisie traditionnelle et au marché non planifié. Malgré cela, l'action planificatrice centrale des gestionnaires s'y développa également, et l'alliance entre les gestionnaires étatiques et syndicaux se resserra. Des courants léninistes aussi bien que para-fascistes circulèrent autour de l'axe central constitué par l'administration Roosevelt elle-même.

Comme je l'ai dit, des théoriciens révolutionnaires comme Vladimir Smirnov, Anton Ciliga, Simone Weil et bien d'autres soulignèrent la convergence entre le New Deal, les fascismes et le régime soviétique. Ils le firent de manière critique, bien sûr, mais pour d'autres, notamment parmi les économistes, cette convergence fut considérée dans un sens positif. C'est une expérience passionnante que de consulter les revues économiques américaines et britanniques les plus académiques et de voir comment, entre le début du New Deal et la fin de la seconde guerre mondiale, on essaya de fusionner des courants théoriques issus de la planification soviétique avec d'autres qui finirent par constituer le système keynésien d'intervention de l'État. Oskar Lange\* et Michal Kalecki\* en sont des exemples de réputation mondiale dans le

---

<sup>1</sup> Cf. Rudolf Hilferding, «Capitalisme d'État ou économie d'État totalitaire ?» <https://nfnf.eu/spip.php?article969> (NdT).

camp marxiste, tout comme le sont Joan Robinson\* et bien d'autres dans la gauche keynésienne.

L'objet d'analyse allait être défini de façon moins claire, puisque le manque de systématisme qui caractérisa les réformes du New Deal affecta négativement la comparaison de ses pratiques politiques et économiques avec celles poursuivies en URSS. Mais, en l'absence d'un meilleur terrain d'observation, cela constituerait déjà une base suffisante. C'est pourquoi l'évolution des événements fut encore plus grave.

Dès 1946, et surtout à partir de 1947, la guerre froide fit rage entre l'URSS, d'un côté, et, de l'autre, les États-Unis et les pays européens qui avaient adapté leurs économies au système keynésien. La démission en 1946 du secrétaire américain au Commerce et ancien vice-président Henry Wallace\*, qui avait prôné la coopération avec le régime soviétique ; la proclamation de la doctrine Truman\* l'année suivante ; l'activité inquisitoriale, à partir de 1950, de la commission du Sénat présidée par Joseph McCarthy\*, correspondirent, du côté soviétique à l'ascension de Jdanov\* et, après sa mort en 1948, à la confirmation et au renforcement de sa politique d'hostilité active aux doctrines et aux pratiques promues dans le sillage du New Deal.

De la convergence entre le régime de l'URSS et le New Deal, il ne resta rien de significatif. L'économiste américain Sweezy\*, en collaboration avec Baran\*, émigré soviétique mais défenseur de l'URSS, perpétuèrent une réflexion qui avait été autrefois véritablement sociale mais qui, dans l'isolement qui les entourait, n'avait plus que la valeur d'un symbole du passé.

Dans ce monde de l'après-guerre, il semble que les thèses sur l'expansion du capitalisme d'État et l'existence mondiale des gestionnaires en tant que classe unifiée redevinrent ultraminoritaires et furent réduites à de simples élucubrations sans application pratique. Les fascismes détruits furent remplacés par des versions adaptées du New Deal et le même système fut généralisé à tous les autres pays industrialisés de la sphère nord-américaine. Comment évoquer raisonnablement la convergence des régimes économiques et de leurs bases sociales entre les pays de la sphère soviétique et ceux de la sphère américaine, alors que toute leur dynamique politique semblait être mue par des forces centrifuges plutôt que centripètes ? Quelques-uns continuaient à défendre ces thèses, bien sûr, mais sans avoir d'audience. Comment de tels courants idéologiques auraient-ils pu se développer si leur objet de réflexion apparaissait fragmenté, diffus ? Comment affirmer une théorie cohérente et efficace si l'on ne sait pas exactement à quel objet social cette théorie se réfère en premier lieu ?

### 3.

Et pourtant, ce fut précisément le moment historique où se produisit une convergence entre le léninisme, le fascisme et le New Deal, bien plus intense que tout autre. Et cette convergence ne se réalisa pas à travers un processus sujet à de nombreux revirements ; au contraire, elle se développa sous des formes toujours plus accentuées, à un rythme toujours plus rapide ; elle aboutit à la fusion de ces trois courants en un système unifié et s'exprima dans une idéologie qui, en tant que synthèse ultime, apparut comme la confirmation même de toutes les autres. Cela se passa à une échelle bien plus grande que celle de tous les processus sociaux mentionnés précédemment – à l'échelle de trois continents.

La fin du colonialisme et le développement dans les anciennes colonies et semi-colonies d'un capitalisme autochtone, se déroulèrent sous le signe de la fusion entre le léninisme, le fascisme et le New Deal. Avant de se fondre dans un système économique et social qui leur était propre, ces courants fusionnèrent dans des mouvements politiques. Le dépassement du colonialisme peut être défini, en termes exacts, comme un processus de fusion entre ces trois grands courants de la classe des gestionnaires qui, dans les pays les plus industrialisés, s'affrontèrent après s'être plus ou moins brièvement réunis.

Dès le début, l'orientation anticoloniale du Comintern eut toujours un caractère nationaliste. Cette articulation entre le bolchevisme de la III<sup>e</sup> Internationale et le nationalisme de son activité constitua la caractéristique la plus importante du national-bolchevisme. Pour ses promoteurs, il s'agissait de défendre les frontières nationales, ou de convertir en frontières nationales, des frontières ou des lignes de démarcation jusqu'alors coloniales, bref, de renforcer ou de fonder un État. Tout en les préservant, le colonialisme avait socialement appauvri les classes traditionnelles qui étaient faibles dans ces régions, exactement comme la classe ouvrière. Par conséquent, l'organisation bolchevique internationale proposa de soutenir et de promouvoir un noyau local de la classe des gestionnaires en s'appuyant sur l'institution qui avait précisément fait défaut à Béla Kun\* et à son régime : une nouvelle armée. Le national-bolchevisme hongrois avait tenté de la construire sur la base des syndicats ouvriers, mais l'existence d'une importante paysannerie traditionnelle avait condamné à l'échec cette tentative d'hégémonie des gestionnaires fondée sur la classe ouvrière. Pour les mêmes raisons, et plus encore parce que la paysannerie traditionnelle avait un poids relatif décisif, la classe ouvrière apparut comme une base d'appui insuffisante dans les régions et les pays où se développait la lutte anticoloniale.

Parmi ces pays, la Chine fut l'un des plus importants et, en raison de sa position géographique, elle constituait une priorité stratégique pour l'URSS. Malgré de nombreuses hésitations et oscillations, la ligne officielle du Comintern, obéit à une direction dominante en Chine : aider le groupe de gestionnaires modernes qui s'étaient rassemblés autour de Sun Yat-sen\*, à construire une nouvelle armée et un appareil de pouvoir soutenu par la classe ouvrière des villes industrialisées. Ainsi, l'échec de Béla Kun se reproduisit à une échelle encore plus tragique et les principaux héritiers politiques de Sun Yat-sen tirèrent les leçons de cette expérience ; ils remplacèrent les conseillers soviétiques par des conseillers allemands et développèrent leur armée en forgeant une alliance avec des secteurs des classes dominantes traditionnelles. Mais progressivement, le nazisme changea l'axe de sa politique asiatique et, surtout à partir de 1938, il commença à soutenir exclusivement le Japon contre la Chine. Ce chassé-croisé étant connu, je n'irai pas au-delà d'un simple rappel.

Si le Kuomintang\* tira les leçons du fiasco de l'orientation du Comintern, le Parti communiste chinois le fit également. Mao Tsé-toung et le petit groupe qu'il attira allaient construire l'armée et le nouvel appareil d'État en s'appuyant sur les paysans pauvres. Soyons justes – Mao avait déjà tiré cette leçon longtemps avant l'échec chinois de la ligne du Comintern\*, et avant lui son maître, Li Ta-chao\*, l'un des cofondateurs du Parti, l'avait tirée. Dès le début, Li avait souligné les inconvénients qu'il y avait d'attendre le déclenchement de la révolution prolétarienne occidentale pour libérer la Chine. Il prévoyait que la classe ouvrière urbaine chinoise serait incapable de soutenir de manière décisive la révolution dans le pays, et en déduisait que la paysannerie pauvre devait jouer un rôle fondamental en tant que soutien du processus révolutionnaire. Son maître ayant été assassiné par l'un des chefs militaires traditionalistes, il revint à son disciple (Mao) de mettre en œuvre la stratégie, puis de l'imposer à un parti que des échecs successifs avaient laissé sans aucune autre solution alternative crédible.

Une armée de paysans, dirigée par des gestionnaires qui leur garantissaient la mise en œuvre d'importantes réformes économiques et sociales, s'engagea dans une longue guerre civile, interrompue par de brèves alliances et quelques trêves, contre une autre armée, dirigée par des gestionnaires qui comptaient sur le soutien des classes aisées traditionnelles, incapables d'accéder aux demandes les plus pressantes de la paysannerie. C'était l'ancienne Chine coupée en deux, où les deux moitiés se combattaient, chacune étant dirigée par des factions de la même nouvelle classe : cela montrait ainsi que, quel que soit le camp vainqueur, il n'y aurait qu'une classe victorieuse. Cette guerre civile servit à décider quelle faction politique imposerait sa loi

à la classe des gestionnaires, mais aussi à affirmer l'hégémonie des gestionnaires sur toute la société chinoise, en rompant sa sujétion vis-à-vis des hauts fonctionnaires de l'administration impériale. Dans tout cela, les villes étaient le prix du pouvoir, pas sa condition. Avec leur industrie, leur prolétariat, les villes tombèrent comme des fruits mûrs entre les mains de ceux qui se les approprièrent. Dans cette nouvelle forme de national-bolchevisme, la classe ouvrière n'était l'objet d'aucune attention particulière. Le mot «bolchevisme» servait uniquement à désigner une faction politique des gestionnaires, le type de structure partidariaire qu'ils avaient adoptée pour s'organiser, le système de planification économique qu'ils proposaient, et leurs références internationales. C'est peut-être pourquoi le prolétariat chinois put si tôt, et de manière si répétée, affronter dans de larges luttes le régime à la construction duquel il ne participa quasiment pas.

L'orientation suivie par les gestionnaires officiels du Comintern en Chine se reproduisit en Indonésie, et connut un échec identique. Encore plus petit qu'en Chine, le prolétariat urbain y était socialement circonscrit par une paysannerie traditionnelle pour qui l'opposition au colonisateur néerlandais s'exprimait en termes principalement religieux. Les soulèvements de 1926 et 1927 échouèrent totalement, voire encore davantage, que les insurrections chinoises contemporaines et le Parti communiste indonésien\* fut effectivement détruit, et il ne reconstitua ses forces qu'après la fin de l'occupation néerlandaise en 1949.

Ensuite, les succès de la guerre révolutionnaire menée en Chine par Mao Tsé-toung et Chu Teh\* furent suffisamment convaincants pour que les partis communistes des régions colonisées et semi-colonisées abandonnent l'orientation initiée par Béla Kun. Et le bolchevisme international corrigea sa stratégie, s'adapta au courant et commença à orienter lui-même ce courant. L'expérience chinoise servit de catalyseur à ce changement dans la base du soutien social au national-bolchevisme, qui trouva finalement un appui solide dans les régions où l'industrialisation se développait et où dominait encore la paysannerie traditionnelle. Dès lors, en tant que composante des processus de luttes anticoloniales, le léninisme s'affirma toujours sous cette forme renouvelée du national-bolchevisme.

Mais je ne pense pas qu'il vaille la peine de scruter en détail cette histoire. Nous savons tous que le léninisme fut l'un des courants de la lutte anticoloniale. Cet aspect est même trop connu, parce que l'on oublie souvent ses autres composantes. Ce n'est pas la machine de propagande qui est responsable, mais les intérêts de ceux qui accèdent au pouvoir dans le cadre de la lutte anticoloniale, ou les intérêts qui s'y reflètent, et qui conduisent à effacer de cette histoire une autre de ses composantes, non moins décisive ou présente : le fascisme.

## 5.

Au sein de l'environnement géographique d'une importante zone coloniale, le fascisme japonais joua un rôle plus décisif que les fascismes allemand et italien dans l'impulsion donnée au mouvement anticolonial. Il nous faut tout d'abord ajuster un peu nos concepts : pour le léninisme, du moins dans sa version européenne, la classe des gestionnaires poursuivait ses objectifs sur la base d'une alliance avec le prolétariat et, dans la version nationale-bolchevique devenue courante au sein du mouvement anticolonial, sur la base d'une alliance avec la paysannerie pauvre. Dans les fascismes italien et allemand – et dans d'autres, mais ceux-ci furent plus importants – la classe des gestionnaires défendit ses intérêts en s'alliant surtout avec les couches de la bourgeoisie appartenant aux branches les plus concentrées de l'économie, et ne recourut qu'accessoirement au soutien fourni par le prolétariat ; de ce point de vue, le fascisme ressemblait au New Deal et une seule différence fondamentale les séparait. Le fascisme défendait les intérêts des classes dominantes désavantagées dans la distribution mondiale de la plus-value, tandis que le New Deal soutenait les intérêts des classes dominantes occupant une position privilégiée dans cette même distribution de la plus-value.

Si l'on comprend les concepts de cette manière, le régime qui prévalut au Japon, surtout entre 1936 et 1945, ne constitue pas un fascisme classique, puisque la classe ouvrière ne fut pratiquement pas mobilisée dans ce processus. La faction nationaliste la plus radicale fut vaincue au cours de l'agitation politique qu'elle mena jusqu'en 1936. Son programme prévoyait qu'un régime militaire mettrait fin aux partis ; il transformerait les principales formes de propriété en propriété d'État ; il limiterait la richesse privée et se préparerait, dans le domaine de la politique extérieure, à diriger un mouvement contre la colonisation européenne et nord-américaine en Asie. Il convient également de rappeler que le Japon et la Chine, membres fondateurs de la Société des Nations, avaient déjà tenté d'introduire une clause d'égalité raciale dans les statuts de l'organisation internationale, ce à quoi s'étaient opposés les hommes d'État européens.

Les luttes décisives de 1936 au Japon accordèrent l'hégémonie politique à une faction moins radicale, mais cette modération ne se vérifia qu'au niveau interne. La perspective d'une réduction aussi drastique du rôle de la bourgeoisie, qui aurait nécessité un soutien important au sein de la classe ouvrière, s'éloigna, et le fascisme japonais prit la forme d'un militarisme qui limita la portée des réformes internes mais maintint inchangée la politique étrangère proposée par les courants fascistes. Et c'est ce qui nous intéresse le plus ici.

Le Pacte anti-Comintern\*, signé en novembre 1936 par le Japon et l'Allemagne, puis rejoint par l'Italie plus tard, devint le Pacte tripartite, en septembre 1940, suite à l'accord conclu entre les régimes nazi et stalinien. Ce nouveau pacte reconnut dans le Japon le promoteur du Nouvel Ordre en Asie, contre les puissances occidentales. Le militarisme japonais rêvait de diriger la Sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale, sous le slogan «l'Asie aux Asiatiques». La Sphère de coprosperité s'étendrait de la Mandchourie et de la Corée aux Indes orientales néerlandaises et comprendrait les Philippines, la Chine, l'Indochine, la Thaïlande, la Malaisie et la Birmanie. Son centre industriel serait constitué du Japon, de la Mandchourie, de la Corée et de la Chine du Nord-Est. La prétendue action libératrice de l'armée japonaise avait eu (et eut) des implications immédiates évidentes : la Corée, sous contrôle japonais depuis 1894, avait déjà été formellement annexée en 1910 ; quant à la Mandchourie et au reste de la Chine du Nord-Est, occupés militairement, leurs économies gérées par des capitalistes japonais, leurs administrations organisées par des bureaucrates japonais, ces territoires ne conservèrent en propre qu'un palais pour un empereur (en Mandchourie) ou un président (en Chine), qui donnèrent à cette nouvelle spoliation coloniale un indispensable vernis démagogique.

Indispensable car, dans le Sud, le militarisme japonais n'avait pas l'intention de régner directement. Ces autres régions de la Sphère de coprosperité étaient destinées à ne fournir que des matières premières et pouvaient s'auto-administrer, puisque les mécanismes du marché suffiraient à les maintenir sous le contrôle du pays industriel dominant. Comme on peut le constater, le capitalisme occidental n'innova pas après la seconde guerre mondiale. Mais ne bousculons pas l'histoire, car nous avons bien affaire à une histoire : en effet, il existe une continuité absolue entre le processus de décolonisation poursuivi dans la Sphère de coprosperité et les luttes pour l'indépendance nationale qui eurent lieu avant et après la guerre. Il s'agit d'un véritable processus d'évolution.

\*

L'Indonésie fut peut-être l'exemple le plus extrême de continuité dans le processus de décolonisation. L'écrasement des léninistes indonésiens après les insurrections de 1926 et 1927 avait montré l'insuffisance du prolétariat des îles comme base pour la lutte anticoloniale ; et le déclin de l'organisation confessionnelle musulmane avait révélé, de son côté, l'incapacité des éléments sociaux plus traditionalistes à implanter un État autonome. Sukarno\* et les nouveaux dirigeants nationalistes qui acquirent de l'importance à partir de 1926 axèrent la construction

de l'État indonésien sur la plate-forme unificatrice de tous les courants, y compris les islamistes et les léninistes, et de toutes les catégories sociales pauvres, traditionnelles et modernes. Le national-bolchevisme s'intégra ainsi dans un nationalisme plus large.

Les deux principaux dirigeants nationalistes, Sukarno et Hatta\*, étaient en prison lorsque les Japonais envahirent les Indes orientales néerlandaises en 1942. Puis, les situations s'inversèrent : les autorités coloniales furent mises en détention, et les dirigeants indonésiens libérés. Non seulement les anciens prisonniers politiques mais aussi toute la population accueillirent les Japonais comme des libérateurs. Et les autorités japonaises répondirent à ces espoirs : elles autorisèrent les nationalistes à arborer le drapeau rouge et blanc ; elles interdirent l'usage de la langue néerlandaise ; elles promirent l'indépendance dans le futur et passèrent à des mesures plus sérieuses, en intégrant Sukarno et Hatta dans l'appareil d'administration militaire. En mars 1943, l'autorité des gestionnaires autonomistes indonésiens fut renforcée par les occupants japonais, qui créèrent le Centre du pouvoir populaire ou Centre des forces du peuple (Pusat Tenaga Rakyat), sous la présidence de Sukarno, Hatta étant vice-président. Le Centre combinait les deux faces d'un même programme, la défense des aspirations indépendantistes et le soutien à l'effort de guerre du Japon. Et quel meilleur moyen d'unir dans la pratique ces deux aspects, que d'instaurer un programme de travaux forcés en faveur des besoins du militarisme japonais?

Ainsi, Sukarno et les autres dirigeants, tout en cimentant leur alliance avec Tokyo, s'exercèrent à ce qui doit être la première aptitude des gestionnaires d'un pays indépendant : savoir comment obliger le prolétariat à se mettre au travail. Les structures politiques et répressives ayant été mises en place, il ne manquait plus que les structures militaires pour compléter la panoplie d'un État qui se respecte. Les autorités japonaises permirent rapidement que soit initiée cette nouvelle étape vers la préparation de l'indépendance des îles, en organisant, à partir d'octobre 1943, une force militaire volontaire, composée de soldats et d'officiers indonésiens et d'instructeurs japonais.

Certes, tout le mouvement nationaliste ne s'intégra pas dans les institutions formées sous l'égide du Japon, et un appareil clandestin continua à exister, dirigé par Sjahrir\*. Mais cette structure resta en contact étroit avec Sukarno, dont l'autorité était indiscutable, et les organisations qui se développèrent à partir de la collaboration avec les occupants jouèrent un rôle primordial. Cette force militaire, en particulier, constituera plus tard le noyau de l'armée républicaine pendant la lutte contre les Pays-Bas [qui se termina en 1949<sup>1</sup>].

En mars 1944, le Centre fut dissous et remplacé par la Djawa Hokokai<sup>2</sup> (Société javanaise pour renforcer l'esprit de service), encore plus étroitement subordonnée aux besoins du militarisme japonais ; en septembre de la même année, le Premier ministre japonais annonça que son gouvernement avait l'intention de préparer les Indes orientales à l'autodétermination. En mars 1945, les autorités japonaises créèrent un «Comité d'enquête pour le travail préparatoire à l'indépendance de l'Indonésie», qui rédigea une Constitution et programma les procédures légales jugées nécessaires à l'indépendance. C'est dans ce contexte que, le 1<sup>er</sup> juin 1945, Sukarno prononça ce qui sera le plus célèbre de tant de discours célèbres, dans lequel il définit les principes de base du nouvel État, principes restés inchangés depuis lors.

---

<sup>1</sup> Il ne faut pas oublier que, après avoir été chassés par les Japonais, «en juillet 1947, les Néerlandais lanc[èr]ent l'opération "Product", destinée à s'emparer des plantations de Java et Sumatra, des champs pétroliers et des mines de Sumatra, et des principaux ports des deux îles» <https://asialyst.com/fr/2017/12/22/indonesie-histoire-fantomes-du-parti-communiste-indonesien/>.

<sup>2</sup> L'«esprit de service» étant compris ici comme une combinaison entre l'esprit de sacrifice, le respect de l'unité entre tous les peuples sous domination japonaise et l'obéissance à l'Empire. Cette organisation devait obtenir la collaboration des institutions locales dans l'éducation, la formation des enseignants, la culture et l'économie, mais aussi mobiliser les masses pour la production de riz, le travail dans les mines et la récolte des différents produits agricoles livrés au Japon (Ndt).

Examinons attentivement les dates. L'effondrement du Japon était alors déjà inéluctable ; personne à Tokyo, à Djakarta ou ailleurs n'ignorait l'imminence de la défaite des Japonais. Mais la machine de décolonisation du militarisme continua à fonctionner, surtout grâce au respect que lui témoignaient les dirigeants indonésiens. En août 1945, à la veille de la capitulation japonaise, alors que la Sphère de coprosperité explosait sous les radiations nucléaires, au milieu des ruines et du chaos, Sukarno et Hatta se précipitèrent à Saigon, à temps pour recevoir du maréchal Terauchi\* en personne la promesse d'un transfert immédiat du pouvoir. Il ne manquait plus que le dernier acte, la proclamation solennelle de l'indépendance. Mais l'empire japonais avait disparu : où trouver donc des officiels japonais pour mettre en valeur la cérémonie ? La population ne voulant pas attendre, Sukarno dut se décider à proclamer lui-même l'indépendance, mettant ainsi fin à un processus qui s'était déroulé entièrement sous l'autorité décolonisatrice du militarisme japonais.

Et lorsque, durant les années suivantes [1947-1949], la République d'Indonésie mena la guerre contre des Pays-Bas qui n'avaient pas encore appris à quel point les circonstances avaient changé, elle défendait en réalité, contre les lois coloniales d'une démocratie européenne, la nouvelle légalité de l'autodétermination développée dans le cadre de la Sphère de coprosperité par le militarisme japonais. Il est bon de ne pas perdre cet élément de vue quand on se souvient du rôle décisif joué ensuite par Sukarno dans le mouvement mondial de décolonisation et de son alliance étroite avec le camp léniniste.

\*

Enclavée dans les Indes orientales néerlandaises, à la périphérie méridionale de la zone d'influence japonaise et à faible distance de l'Australie, la colonie portugaise de Timor fut traversée par la guerre, malgré la neutralité du pays colonisateur. En décembre 1941, la colonie fut occupée par les forces néerlandaises et australiennes, suivies en février 1942 par les armées japonaises. Les Japonais délogèrent les Australiens et les Néerlandais de leurs positions et ces derniers, même s'ils restèrent un certain temps sur le territoire, se limitèrent à des actions de guérilla. L'occupation multiple de la colonie de Timor, en revanche, fut une péripétie insignifiante, mais elle eut l'avantage de montrer la division de cette société coloniale entre les puissances belligérantes.

L'influence japonaise au Timor avait commencé en 1936, par le biais d'une société agricole à capitaux japonais. Lorsque leurs troupes arrivèrent dans la colonie en 1942, les Japonais libérèrent les prisonniers de la prison de la capitale, et l'inaction forcée des autorités portugaises facilita une vague croissante de révoltes. La population se mit à piller les maisons des colons, ainsi qu'à attaquer et détruire les archives de l'administration. Le soulèvement s'étendit et les autorités militaires japonaises le soutinrent et l'encadrèrent : elles créèrent et armèrent des détachements militaires indigènes qui collaborèrent aux opérations des troupes japonaises ; elles promirent l'autonomie et la fin de la taxation coloniale. Les troupes portugaises cherchèrent, dans ces circonstances, à réprimer les révoltes. Elles ne pouvaient entrer en conflit avec les Japonais qui soutenaient le soulèvement, parce que leur neutralité les empêchait d'agir et, surtout, elles étaient condamnées à l'impuissance en raison de l'infériorité de leurs forces. Contre cette vague de révoltes, la majorité des colons portugais soutinrent les guérillas australiennes et néerlandaises ; ils collaborèrent activement avec elles car cela constituait le moyen le plus efficace de défendre leurs intérêts ; de nombreux colons sabotèrent les opérations déjà réduites que l'armée portugaise pouvait se permettre ; les colons lui volaient les armes et les munitions pour les livrer ensuite aux guérillas. C'est pourquoi, lorsque les troupes australiennes et néerlandaises abandonnèrent la moitié de l'île à la fin de 1942, un grand nombre de colons les accompagnèrent en Australie. Ceux qui restèrent furent internés par les autorités japonaises dans un camp de concentration.

Le colonialisme portugais sur le territoire allait se reconstituer après la fin de la guerre. Mais pendant la durée du second conflit mondial, l'administration portugaise resta impuissante et la société coloniale se divisa en deux : les populations en révolte étaient soutenues par le militarisme japonais ; les colons affolés cherchaient la protection des troupes australiennes et néerlandaises.

\*

Plus au nord, aux Philippines, la décolonisation se fit dans deux directions, puisque, avant la guerre, la puissance colonisatrice, les États-Unis, avait déjà entamé un lent processus d'octroi de l'autonomie politique à l'archipel. En 1935, le Commonwealth des Philippines avait été créé, les États-Unis conservant le contrôle de la défense et de la politique étrangère et supervisant la politique intérieure. Dans cette situation, les mouvements paysans et les organisations de gauche hostiles au gouvernement pro-américain se développèrent, tandis que d'autre part, diverses couches sociales, avec le soutien des Américains, tentaient de consolider un pouvoir nouvellement acquis. A la fin de l'année 1941, le Japon envahit les îles et contraignit les dernières forces américaines à se rendre en mai de l'année suivante. Alors, le mouvement de décolonisation lui-même se trouva divisé entre un courant favorable aux États-Unis et un autre qui lui était hostile.

En relation étroite avec le militarisme japonais, le courant nationaliste anti-américain accéléra la réalisation de l'autonomie politique au sein de la Sphère de coprosperité. Un Comité exécutif composé de plusieurs dizaines de personnalités politiques philippines, basé à Manille, collabora avec les nouveaux occupants à partir de janvier 1942, pour laisser place à la République indépendante des Philippines, en septembre 1943. La majorité du personnel politique dirigeant collabora avec les Japonais : plus de la moitié des sénateurs et plus d'un tiers des membres de la Chambre des représentants de l'ancien Commonwealth philippin rejoignirent la nouvelle République ; et le président choisi par les Japonais, José Laurel\*, avait occupé des postes haut placés sous la tutelle des États-Unis, bien qu'il ait critiqué sévèrement la politique américaine dans l'archipel.

Dans le même temps, l'autre courant de ce processus de décolonisation continua d'être actif, fomentant des guérillas antijaponaises, les unes dirigées par des partisans des États-Unis et même par des officiers nord-américains, les autres d'orientation léniniste et soutenues par les révoltes rurales de la période précédente.

Une fois le Japon vaincu et les troupes américaines revenues dans l'archipel, les États-Unis comprirent qu'ils ne pouvaient plus maintenir leur ancienne tutelle et, en 1946, après des élections présidentielles, les Philippines furent proclamées république indépendante.

Le pouvoir de l'État, à condition qu'il soit exercé efficacement, est un puissant élément agglutinant des classes dominantes – et l'indépendance accordée par les Japonais s'articula si étroitement avec l'indépendance accordée par les Américains que jamais, dans la vie politique du pays, l'un de ces deux courants ne put éliminer l'autre. La faction pro-américaine dut admettre une insertion complète de l'ancienne faction pro-japonaise dans l'appareil d'État, à tel point que, lorsque l'ancien président Laurel se présenta aux élections présidentielles de 1949 et fut battu de justesse, il continua ensuite à occuper de hautes fonctions dans la République, jusqu'à son retrait de la vie politique en 1957.

Ce qui, pendant la guerre, avait été deux légalités contradictoires du processus de décolonisation devint, avec l'indépendance définitive des Philippines, une légalité unique, consacrée par l'exercice effectif du pouvoir, qui constitua en soi la justification et, donc, la légalisation des deux courants, finalement victorieux.

\*



Dans les différentes nations de l'Indochine sous colonisation française, la situation fut compliquée par le fait que l'administration était favorable au gouvernement de Vichy et collabora donc avec les régimes fascistes. Ainsi, le Japon se contenta d'abord de maintenir sous contrôle militaire et politique cette zone coloniale, laissant l'administration quotidienne aux autorités françaises. En mars 1945, l'effondrement de leurs forces étant imminent et craignant que les troupes françaises ne reviennent alors sur leurs alliances, les Japonais les désarmèrent, décidèrent de dissoudre l'administration coloniale française et permirent à Bao Dai\*, le dernier empereur du Vietnam nommé par la France, de proclamer l'indépendance du pays et de former un gouvernement. Ce gouvernement impuissant, qui reposait sur le soutien d'une armée vaincue, ne dura guère, car après la capitulation japonaise en août 1945, le Viet Minh\*, une organisation d'obédience léniniste, triompha à Hanoï.

Il est d'autant plus remarquable que ce gouvernement impuissant d'un empereur fantoche ait démissionné conformément à des principes légaux et que Bao Dai ait abdiqué en faveur du gouvernement Ho Chi Minh\*. Il occupa même un poste consultatif auprès de ce dernier, qu'il quitta rapidement pour rejoindre d'autres pays qui lui procurèrent moins de soucis et plus de plaisirs.

Mais, à ce stade d'une lutte anticoloniale aussi longue et complexe que celle qui se déroula au Vietnam, il nous faut souligner que la composante nationale-bolchevique prit soin d'affirmer clairement ses liens juridiques avec la composante insérée dans le militarisme fascisant de la Sphère de coprosperité. On observa une interrelation comparable au Laos.

Sous l'administration française, la coopération entre les autorités coloniales et les armées japonaises s'instaura également au Laos jusqu'à ce que, après leur coup d'État anti-français en mars 1945, les militaristes japonais proclament l'indépendance du pays. Deux mouvements se développèrent dès lors, l'un antijaponais et l'autre anti-français. Lorsque les nouvelles autorités françaises rétablirent l'administration coloniale, elles soutinrent le courant antijaponais à partir de 1946. En 1949, la France reconnut l'indépendance du Laos au sein de l'Union française ; la majorité du mouvement antifrçais choisit alors de se dissoudre et occupa des postes gouvernementaux, rejoignant ainsi l'ancien courant antijaponais. Et la minorité du mouvement anti-français, qui fonda le Pathet Lao\* en 1950, poursuivit son opposition au statut politique accordé et s'allia au Viet Minh.

De manière très différente, nous avons ici un résultat comparable à celui du Vietnam, dans lequel un courant initialement favorable au militarisme japonais s'allia ensuite avec la composante nationale-bolchevique du processus de décolonisation.

Le Cambodge était la troisième des nations incluses dans l'Indochine sous la colonisation française. L'administration coloniale favorable à Vichy mit au pouvoir le prince Norodom Sihanouk\*. Avec le coup d'État japonais de mars 1945, Sihanouk déclara l'indépendance du pays ; mais, peu après, lorsque les autorités françaises rétablirent leur contrôle, il revint à une politique conciliante envers la puissance colonisatrice. L'indépendance fut ensuite acquise et depuis lors, le prince Sihanouk, tour à tour au pouvoir et en exil, ne cessa de symboliser, successivement ou simultanément, le fascisme, le New Deal et le national-bolchevisme. Cet «homme caoutchouc» fut l'incarnation vivante la plus complète des trois grandes composantes du processus de décolonisation. Cela explique certainement pourquoi il fut si populaire parmi les classes dirigeantes, quelle que fût leur couleur politique.

\*

A l'extrémité occidentale de la Sphère de coprosperité, la Birmanie, frontalière de l'Inde, incarna le point névralgique de la confrontation avec la puissance britannique. L'articulation entre les grandes composantes du processus de décolonisation y prit les formes les plus

complexes. Jusqu'en 1937, l'administration birmane dépendait directement du vice-roi britannique en Inde. Cependant, les pressions en faveur de l'autonomie et de l'indépendance s'accrochèrent, non seulement de la part des nouvelles élites, mais aussi en raison des grandes rébellions paysannes, de nature traditionaliste, qui éclatèrent surtout après 1930. En 1932, la défaite de ces révoltes par les troupes coloniales dispersa les dirigeants traditionalistes et entraîna leur faillite politique. C'est à partir de ce moment que de larges perspectives s'ouvrirent à la nouvelle élite, avide d'ascension sociale. Aspirant au contrôle exclusif du pouvoir, elle ne pouvait ni se distinguer dans le cadre de la société civile traditionnelle, ni trouver une promotion dans les carrières de l'administration coloniale, bloquées par les fonctionnaires britanniques. Cette nouvelle élite, en particulier les anciens dirigeants des luttes étudiantes – qui, mieux que quiconque, vivent dans leur chair la contradiction entre leurs désirs d'ascension sociale et les blocages sociaux – trouva dans la paysannerie une base sociale qui lui permit de l'emporter sur l'ancienne génération de dirigeants, et de conduire le mouvement paysan vers des objectifs larges et modernes. Dans la seconde moitié des années 1930, une alliance étroite se noua progressivement entre les courants nationalistes radicaux et les courants léninistes, sur la base d'une instrumentalisation commune des aspirations paysannes. Dans une autre mise en scène, on assista à la même reconversion du national-bolchevisme opérée par Li Ta-chao et Mao Tsé-toung en Chine. Des léninistes comme Than Tun\* et des nationalistes radicaux comme Aung San\* et U Nu\* prirent le contrôle de la direction du principal parti nationaliste révolutionnaire [le Do Bama Asi Ayon, ou «parti des Thakin»].

Ces pressions combinées conduisirent la Grande-Bretagne à établir, en 1937, une administration birmane distincte de l'administration indienne. Ba Maw\*, qui avait fondé l'année précédente le Parti prolétarien et prônait des mesures de réforme agraire dans l'orbite du national-bolchevisme, fut le premier chef de gouvernement de cette phase d'autonomie accrue. Pendant ce temps, la composante fasciste de la lutte anticoloniale se développa sous l'égide de U Saw\*. Cet individu, qui admirait le militarisme japonais depuis longtemps, fonda en 1938 une organisation fasciste, le Parti patriotique, assisté de troupes de choc et de milices, selon le modèle hitlérien bien connu. L'action d'U Saw fut décisive pour renverser le gouvernement de Ba Maw\* en 1939, et il occupa lui-même le poste de Premier ministre entre 1940 et 1942. C'est à cette époque, en 1939, que l'alliance entre le parti de Ba Maw\* et l'organisation d'Aung San\*, U Nu, Than Tun et d'autres se renforça et se formalisa, semblant ainsi établir une démarcation claire entre la composante fasciste et la composante nationale-bolchevique. Mais la Birmanie allait montrer, avec une clarté inéluctable, que, dans le processus des luttes anticoloniales, il ne pouvait y avoir de démarcation claire entre les composantes de ces combats.

Toujours en 1939, alors qu'il était toujours l'objet d'un mandat d'arrêt, Aung San s'enfuit en Chine, déterminé à y obtenir le soutien de groupes radicaux, nationaux-bolchevistes ou proches de ce courant, qui l'aideraient dans la lutte antibritannique. Au lieu de cela, il se vit offrir – et accepta – l'assistance du militarisme japonais. Ces deux composantes des processus d'indépendance se révélèrent une fois de plus totalement interchangeables. Rentré secrètement dans son pays, Aung San recruta vingt-neuf partisans et se rendit avec eux en territoire japonais, où ils reçurent une formation militaire. Lorsque les troupes japonaises arrivèrent à Bangkok en décembre 1941, Aung San\*, qui les accompagnait, proclama la formation de l'Armée pour l'indépendance birmane. Lorsque les Japonais occupèrent le pays en 1942, le Premier ministre, le fasciste U Saw, se trouvait à l'étranger et il fut alors arrêté par les Britanniques, qui l'internèrent jusqu'à la fin de la guerre dans une de leurs colonies africaines. Les autorités japonaises nommèrent Ba Maw\* à la tête de l'État, démontrant ainsi qu'elles cherchaient une fois de plus à maintenir une continuité juridique, puisqu'il avait été Premier ministre quelques années auparavant. Il choisit Aung San comme ministre de la Défense, U Nu comme ministre des Affaires étrangères et le léniniste Than Tun comme ministre des Terres et de l'Agriculture.

Trois ans avaient suffi pour que l'apparente clarté de la démarcation politique de 1939 se transforma en son contraire. Le fasciste U Saw étant désormais dans l'impossibilité d'agir, toutes les figures de la composante nationale-bolchevique dans ses diverses nuances, du nationalisme plus modéré de Ba Maw au nationalisme plus radical de Aung et au léninisme de Than Tun collaborèrent avec le militarisme nippon. Le caractère interchangeable de ces courants, comme nous venons de le vérifier dans le cas particulier d'Aung San, se confirma au niveau général.

Mais les relations d'Aung San avec les nouvelles autorités d'occupation ne furent pas très pacifiques. Il voulut accélérer le processus d'indépendance, conspira contre les Japonais, tandis que ces derniers décidèrent de dissoudre l'Armée pour l'indépendance birmane, qui comptait déjà trente mille soldats, et en formèrent une autre, plus puissante, l'Armée de défense birmane, tout en continuant à garder Aung San à sa tête. En 1944, la position japonaise dans le pays devint de plus en plus difficile à cause de l'offensive américaine et britannique ; la Birmanie ne se trouvait pas au centre de la Sphère de coprosperité, mais précisément à l'un des points les plus exposés de cette zone. Afin de conserver et de consolider le soutien des autochtones, le Japon déclara que la Birmanie était un État indépendant et entièrement souverain. Mais de quelle force disposait encore le Japon pour garantir cette indépendance ? Pour Aung San et ses camarades, le moment était venu de changer une nouvelle fois de cap ; seul Ba Maw, parmi les principaux dirigeants, resta fidèle aux protecteurs japonais et les accompagna jusqu'au bout. En outre, en 1945, ceux qui avaient accepté la protection du militarisme japonais alors qu'ils défendaient des positions national-bolcheviques passèrent dans le camp du New Deal avec leur armée et leurs organisations politiques, se plaçant ainsi sous l'égide des succès militaires des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Aung San forma alors la Ligue antifasciste pour la liberté des peuples – nom qui évoque la composante national-bolchevique – le léniniste Than Tun étant son secrétaire général.

Si d'autres, avec plus de chance ou plus de prudence, purent survivre à cette succession complexe d'alliances, Aung San finit par en être victime. L'accord qu'il conclut en 1947 avec les autorités britanniques pour obtenir l'indépendance se trouva confronté à une double opposition : d'une part, celle du courant dirigé par U Saw, qui avait été libéré par la Grande-Bretagne à la fin de la guerre et était revenu en Birmanie où il avait reconstitué son parti fasciste ; d'autre part, une faction des léninistes s'opposa à cet accord, tandis que l'autre faction, dirigée par Than Tun, continuait à soutenir Aung San. Tant qu'elle dura, l'alliance entre ces différents courants consolida la position de l'élément agglutinant ; si cette alliance était brisée, l'élément fédérateur était condamné. Ce moment critique pour Aung San se termina mal pour lui et six de ses compagnons politiques qui furent assassinés, sur l'ordre d'U Saw.

Malgré cela, la continuité ne fut pas rompue, puisqu'un nouveau gouvernement fut formé sous la présidence d'U Nu et qu'il obtint l'indépendance du pays en 1948. U Saw fut condamné à mort et exécuté peu après. Dans le même temps, la tendance léniniste de Than Tun retira son soutien au gouvernement et lança des actions de guérilla : une décennie et demie plus tard, elle allait suivre une ligne maoïste contre les gestionnaires soviétiques. Mais je ne développerai pas ce point puisque ce texte s'intéresse exclusivement aux processus de lutte pour l'indépendance, et même si la prodigieuse vie politique de la Birmanie continua à offrir après 1948 l'exemple peut-être le plus complet des articulations et combinaisons possibles entre les trois composantes du mouvement anticolonial.

\*

L'Inde se situait déjà au-delà de la Sphère de coprosperité. En Asie, elle représentait le centre de la puissance britannique, l'autre bras de la pince qui, avec les États-Unis, menaçait les rêves de grandeur du militarisme japonais. C'est pourquoi le Japon désirait stimuler le mouvement

d'indépendance indien. Et il soutint précisément son secteur le plus radical, celui qui, contrairement aux politiciens dominants du Parti du Congrès\*, refusait de canaliser la lutte dans les cadres institutionnels imposés par l'administration coloniale.

Un nom sert de fil conducteur à toute cette histoire, celui de Subhas Chandra Bose\*. Gandhi l'appelait «le patriote des patriotes». Bose et Nehru\* étaient les deux principales figures montantes de la nouvelle génération de politiciens.

Contrairement à Nehru, Bose avait toujours conservé des liens avec les cercles militants, la force physique du mouvement. En 1928, il avait commandé la milice des volontaires du Parti du Congrès et, déjà à cette époque, alors que tant d'autres dirigeants réclamaient seulement des formes limitées d'autonomie, Bose exigeait une indépendance totale. En 1938, il fut élu président du Congrès national indien. Il forma une Commission nationale pour la planification de l'économie et définit une politique d'industrialisation radicalement opposée à l'orientation économique de Gandhi. Alors que ce dernier prônait le maintien des formes de production artisanales et un développement fondé sur les institutions sociales traditionnelles, Bose proposait une politique d'industrialisation systématique. Il rompit avec Gandhi, fonda une organisation plus radicale et fut arrêté par l'administration coloniale en 1940. Menaçant de faire une grève de la faim jusqu'à en mourir, il intimida les Britanniques qui, craignant l'explosion d'un mouvement de protestation en cas de décès, le libérèrent. Bose s'échappa alors et se rendit dans l'Allemagne nazie.

En Allemagne, Bose organisa un corps de volontaires indiens pour lutter contre les puissances occidentales. L'Inde entra en guerre contre le Troisième Reich en septembre 1939 et, en février 1942, l'armée britannique subit la plus grande défaite militaire de l'histoire de ce pays : 90 000 hommes durent capituler devant les Japonais à Singapour. Bose s'embarqua alors dans un sous-marin allemand, traversa la moitié de la planète jusqu'en Malaisie, d'où il se rendit à Tokyo. Les autorités japonaises libérèrent alors les soldats indiens qu'elles avaient capturés et qui étaient intégrés à l'armée britannique ; avec les volontaires indiens venus de Singapour, de Malaisie et de nombreuses autres régions d'Asie du Sud-Est, ils furent placés sous le commandement de Bose, qui organisa ainsi une armée de trois divisions, chacune incorporant dix mille soldats et vingt mille volontaires. En octobre 1943, Bose proclama un gouvernement indien indépendant. Son armée, qui jouissait formellement du même statut que les Japonais, progressa à travers la Birmanie jusqu'en Inde. Mais la Sphère de coprosperité était déjà en recul, les forces japonaises étaient incapables de fournir à l'armée de Bose le soutien aérien nécessaire et, lors d'un affrontement conventionnel entre troupes régulières, l'armée de Bose fut vaincue – ce qui ne l'empêcha pas de continuer à maintenir pendant quelque temps encore sa propre identité.

Plusieurs accidents d'avion permirent d'éliminer certains dirigeants gênants au cours des derniers mois de la guerre. Bose en fut victime à Taïwan et il serait mort, au cours du tragique mois d'août 1945, dans un hôpital japonais. Après tout ce que j'ai déjà expliqué, les péripéties de Bose et de ses quatre-vingt-dix mille partisans n'apportent rien – au-delà de la magnitude des chiffres – à la compréhension du rôle du militarisme japonais dans le processus de décolonisation. Mais avec le nom de Bose, on assiste à l'articulation d'un autre aspect de cette combinaison, que nous n'avons pas abordé jusqu'ici – celui du fascisme allemand.

\*

Alors que le nazisme entendait construire un vaste empire colonial à l'est de l'Oder, fondé sur l'asservissement de millions d'*Untermenschen* (sous-hommes) slaves sous l'autorité directe de l'État, empire qui fut partiellement réalisé pendant quelques années horribles, il entendait en même temps encourager les mouvements anticolonialistes dans les régions qui étaient sous la

tutelle de ses adversaires dans la guerre. C'est surtout grâce à la présence de ses troupes en Afrique du Nord que le nazisme intervint dans le processus de décolonisation.

La popularité du maréchal Rommel était grande parmi les peuples arabes, qui le considéraient, pendant les campagnes de 1941-1942, comme un libérateur de l'oppression britannique. Pour la population arabe de Palestine, l'immigration sioniste faisait partie du plan colonial britannique et le mufti de Jérusalem [al-Husseini]\*, qui après les émeutes de 1929 s'imposa comme le champion de la cause des Arabes contre la colonisation sioniste, fut lié aux troupes musulmanes intégrées dans la SS ; ce qui ne l'empêcha pas de recevoir plus tard, en 1955, un traitement de faveur en tant qu'invité à la conférence de Bandung. Mais l'Égypte était le centre de la puissance britannique dans la région et là aussi, peu de gens soutenaient l'effort de guerre britannique. Beaucoup s'attendaient à une défaite de l'Angleterre et, avec elle, à la libération du pays. Ainsi, lorsqu'en 1941 et 1942 les forces de l'Axe s'approchèrent dangereusement d'Alexandrie, le monarque, Farouk\*, aidé par un groupe d'officiers dissidents de l'armée, se prépara à accueillir les troupes nazies et à obtenir, sous leur protection, la fin de la tutelle britannique. De plus, dans les premiers jours d'avril 1941, en Irak, un coup d'État mené par des nationalistes radicaux et des partisans du panarabisme chassa du pouvoir la famille royale pro-britannique et instaura un régime favorable à l'Axe, jusqu'à ce que le triomphe militaire britannique, à la fin du mois suivant, rétablisse la situation et oblige les principaux dirigeants nationalistes à fuir en Allemagne, où ils restèrent en exil.

L'issue de l'histoire est connue, l'Axe fut vaincu, le mouvement anticolonial dans les pays arabes suivit d'autres voies. Mais ici, comme cela s'était produit en Orient avec le Japon, les pressions exercées par les puissances fascistes contre les établissements coloniaux des démocraties européennes contribuèrent à renforcer le mouvement anticolonial qui se déroula ensuite.

\*

En 1939, plusieurs dirigeants indépendantistes tunisiens furent emprisonnés en France, dont Habib Bourguiba\*, le chef du parti Néo-Destour\*. Lorsque, en 1942, les Allemands occupèrent la Zone libre (la partie de la France sous l'administration du gouvernement de Vichy), ces dirigeants tunisiens furent transférés en Italie, puisque, en raison des conventions conclues entre les régimes fascistes et en vertu d'anciennes prétentions des classes dirigeantes italiennes, la Tunisie devait être intégrée dans la sphère d'influence de ce pays. Le régime de Mussolini traita Bourguiba et ses compagnons avec une déférence manifeste, leur proposant la liberté et leur faisant diverses promesses politiques en échange d'une déclaration publique de soutien à l'Axe. En mars 1943, Bourguiba prononça un discours radiodiffusé<sup>1</sup>, qui sembla suffisant au régime fasciste pour permettre sa libération, son retour en Tunisie et l'établissement dans ce pays d'un gouvernement proche du Néo-Destour.

Avec la défaite de l'Axe en Afrique du Nord et le rétablissement du colonialisme français en Tunisie en 1945, ce gouvernement fut déposé et Bourguiba parvint à fuir en Égypte. Dix ans plus tard, en 1955, c'est avec Bourguiba que les autorités françaises furent contraintes de négocier le processus d'accession à l'indépendance tunisienne. Une fois de plus se manifesta la continuité entre la politique fasciste de promotion de l'indépendance des colonies étrangères et le processus de décolonisation qui s'ensuivit.

---

<sup>1</sup> Sur un site qui fait l'apologie du dictateur, ses partisans prétendent qu'il aurait grugé les fascistes italiens pour pouvoir sortir de prison : <http://www.habib-bourguiba.net/le-protectorat-et-la-guerre/> ! Malheureusement pour eux, la lettre de Bourguiba au mufti de Jérusalem, écrite en janvier 1943, ne laisse guère de doute : [https://www.lemonde.fr/archives/article/1952/04/24/en-1943-habib-bourguiba-offrait-a-l-axe-la-collaboration-militaire-de-la-tunisie-en-echange-de-son-independance\\_2011777\\_1819218.html](https://www.lemonde.fr/archives/article/1952/04/24/en-1943-habib-bourguiba-offrait-a-l-axe-la-collaboration-militaire-de-la-tunisie-en-echange-de-son-independance_2011777_1819218.html) (Ndt)

Mais ce fut la seule contribution pratique du fascisme italien à une politique anticoloniale de l'Axe. Non seulement parce que l'Italie se souciait davantage d'acquérir de nouveaux espaces qu'elle pourrait elle-même coloniser directement, comme elle l'avait démontré avec la sanglante campagne sanglante pour l'annexion de l'Éthiopie en 1935-1936 ; mais surtout parce que, dans la vision fasciste, l'Italie se considérait comme une véritable colonie<sup>1</sup> – une colonie économique des démocraties, qu'il appartenait au fascisme de libérer.

J'ai tenté plus haut d'esquisser la distinction entre les fascismes et le New Deal en affirmant que le fascisme résultait de situations dans lesquelles les classes dominantes étaient désavantagées dans la distribution mondiale de la plus-value, tandis que dans le pays du New Deal, les classes dominantes en bénéficiaient.

Pour l'Allemagne, cette situation défavorisée était clairement temporaire, puisqu'elle résultait de la défaite de 1918 et des conditions imposées ensuite par le traité de Versailles ; pour l'Italie, en revanche, il s'agissait de facteurs aux racines beaucoup plus profondes, découlant d'un processus d'industrialisation insuffisant et de blocages dus au poids des structures traditionnelles. Ce furent ces facteurs structurels qui, selon les fascistes, firent de l'Italie une colonie des pays les plus industrialisés. Le syndicaliste Arturo Labriola\* – qu'il ne faut surtout pas confondre avec le célèbre théoricien marxiste Antonio Labriola\* – avait déjà défini l'Italie comme une colonie de «l'Europe ploutocratique», une «nation prolétaire», comme l'appellera plus tard Mussolini.

C'est le pas théorique fondamental franchi par Mussolini lorsqu'il abandonna le socialisme marxiste pour devenir le créateur du fascisme : la conversion d'une classe en une nation. Ceux qui parlent en termes de nationalisme invoquent en réalité le pouvoir de l'État. L'État est l'institution fondamentale de la nation ; et la nation, en tant qu'ensemble clairement délimité par un territoire et une population, est le résultat historique de l'affirmation préalable d'un pouvoir étatique. L'affirmation de la nation n'a pas d'autre sens pratique que l'affirmation de l'État. L'objectif du fascisme mussolinien était donc double : d'abord, étouffer la lutte des classes à l'intérieur du pays, c'est-à-dire, ce qui a le même sens, renforcer l'État, de telle sorte que, au lieu d'un champ de lutte entre exploités et exploités, l'Italie devienne une nation et réalise l'unité nationale ; ensuite, et parce que cette nation était considérée comme «prolétaire», c'est-à-dire que le capitalisme italien était désavantagé dans la répartition mondiale de la plus-value, le fascisme voulait passer de la lutte entre les classes à une lutte entre les nations, et gagner ainsi une place économique favorable pour le capitalisme autochtone. A la lutte entre prolétaires et capitalistes, le fascisme substitua la lutte entre «nations prolétaires» et «nations ploutocratiques».

Mais arrêtons-nous un instant pour réfléchir un peu. N'est-ce pas précisément ce que disent, depuis quelques décennies, les dirigeants politiques aux tendances les plus diverses qui sont arrivés au pouvoir avec le processus de décolonisation ? N'est-ce pas exactement ce qu'ils ont recherché en étouffant la lutte des classes au sein des nouveaux pays par la démagogie, les promesses de conciliation, les concessions éventuelles, les violences répétées, les massacres, les calomnies et le silence ? N'est-ce pas ce qu'ils recherchent en renforçant l'État, en développant un capitalisme autochtone et en axant toute la politique étrangère – non pas sur les champs de bataille, mais dans les instances internationales qui les ont remplacés – sur les pressions et les appels à une redistribution mondiale de la plus-value ? Les formules actuelles des politiciens «tiers-mondistes», du «Sud» contre le «Nord», nous les retrouvons, des décennies plus tôt, dans la doctrine mussolinienne. Et d'une façon si semblable, que, si ces textes fascistes étaient diffusés aujourd'hui sans la mention de leurs auteurs, ils seraient

---

<sup>1</sup> Cf. *Ils ne savaient pas encore qu'ils étaient fascistes* de João Bernardo (Éditions *Ni patrie ni frontières*, 2021), notamment les deux chapitres consacrés à Corradini et à Mussolini (*NdT*)

certainement pris pour des proclamations des nouvelles élites du «tiers monde». Mussolini fut-il un précurseur ?

Sans aucun doute, oui. Mais on peut aussi trouver un processus chronologique inverse. Lorsque le dirigeant noir Marcus Garvey<sup>1</sup> prétendit avoir inspiré Mussolini, il ne s'agissait pas seulement de la fanfaronnade d'un indéniable mégalomane, mais de quelque chose de beaucoup plus sérieux, de profondément grave.

A partir de 1916, Marcus Garvey commença à diriger un mouvement aux États-Unis pour le retour en Afrique des Noirs américains en Afrique. À cette fin, il avait déjà fondé l'Universal Negro Improvement Association (UNIA), dont la base sociale se trouvait avant tout dans le prolétariat noir des villes du nord et de l'est des États-Unis. Il s'agissait d'un prolétariat urbain très récent, formé principalement de personnes venant des États du Sud et des Antilles. Comme tous les déracinés, soudainement retirés d'un système social et pas encore assimilés par un autre, ces nouveaux urbanisés étaient des proies faciles, car volontaires, pour tous les messianismes. Garvey semble avoir été un orateur remarquable, magnétique et captivant ; son programme était attrayant, il arriva au bon moment, ce «Moïse noir», qui allait guider ses disciples, de la captivité à la Terre promise. En proposant le retour en Afrique, Garvey ne refusait pas seulement de s'intégrer dans la société nord-américaine, et donc de prendre part aux luttes sociales au sein de cette société ; pour comprendre l'autre facette de son programme, il faut rappeler les conditions sociales et économiques dans lesquelles on vivait alors en Afrique noire. Les Noirs américains allaient y constituer une élite, possédant des compétences techniques et organisationnelles avec lesquelles les sociétés autochtones ne pourraient pas rivaliser. En bref, Garvey voulait recréer, à grande échelle, l'expérience du Liberia\*, lorsqu'un petit nombre d'Afro-Américains, anciens esclaves, s'installèrent dans une région de la côte ouest-africaine, y établirent leur propre État et devinrent une classe dirigeante répressive ; pratiquant la surexploitation, cette classe condamna la population noire indigène au travail forcé, et lui refusa même le droit à la représentation politique. C'est la condition des prolétaires, avec leurs luttes, que Garvey voulait éviter à ses adeptes, en leur offrant simplement le mirage de la conversion en une nouvelle élite.

Pour qu'un tel programme pût être réalisé, il fallait tout d'abord aggraver les ruptures entre les Noirs américains et le reste de la société. C'est pourquoi Garvey prôna des thèses racistes extrêmes, s'opposant aux mélanges raciaux et excluant les métis de son mouvement. Les races devaient, pour lui, être pures, et montrer qu'aucun contact n'avait eu lieu entre elles. C'était l'objectif commun de tous ceux qui, dans la société traditionnelle nord-américaine, défendaient des positions ultra-conservatrices, craignant que les contacts avec les Noirs ne mettent en danger les valeurs du protestantisme anglo-saxon. Ainsi, l'UNIA bénéficia du soutien actif et déclaré de membres du Ku Klux Klan et d'autres organisations racistes blanches, telles que les Anglo-Saxon Clubs\*, qui prirent souvent la parole lors des réunions de propagande de Garvey. Dans le même but, Garvey expulsa les membres du Parti communiste qui cherchaient à s'introduire dans son organisation et il incita ses partisans à disperser par la force les réunions léninistes à Harlem.

En favorisant une solidarité sociale qui unifierait les exploités ayant différentes couleurs de peau, ce qui pourrait contribuer à séparer les travailleurs noirs des capitalistes noirs, les léninistes et les syndicalistes noirs compromettaient, en somme, l'unité souhaitée de cette nation en marche que Garvey rêvait de transférer au-delà de l'océan. Il rêvait de mener un nouveau type d'expédition coloniale qui installerait les Afro-Américains en Afrique comme une classe capitaliste et exploiterait les autochtones. La politique de Garvey présentait deux facettes indissociables : la séparation complète des races aux États-Unis et l'organisation

---

<sup>1</sup> Cf. João Bernardo et Manolo, *De retour en Afrique. Des révoltes d'esclaves au panafricanisme*, Éditions *Ni patrie ni frontières*, 2018 (NdT).

capitaliste de son mouvement, qui regroupa une série d'entreprises destinées à produire pour le marché de la population noire et à servir d'infrastructure pour le transport vers l'Afrique et l'installation sur place de centaines de milliers de ses adeptes.

Garvey affirmait que le capitalisme était nécessaire au progrès universel et proposait un système dans lequel l'État restreindrait l'utilisation privée du capital, en fixant des limites à la fortune individuelle et au capital des entreprises privées, au-delà desquelles l'État détiendrait le capital. Ce rôle assigné à l'État dans la concentration du capital et l'organisation générale de l'économie, qui n'excluait pas les entreprises privées mais les subordonnerait à l'action de l'État, serait précisément le thème des fascismes.

Comme l'émigration vers l'Afrique représenterait le transfert en bloc d'une classe dirigeante, elle emporterait avec elle non seulement une infrastructure entrepreneuriale, mais aussi un appareil d'État complet. En 1920, Garvey convoqua le «Premier Congrès des peuples noirs du monde» (*First Convention of the Negro Peoples of the World*), avec des délégués de vingt-cinq pays, et, l'année suivante, il se proclama président provisoire de l'empire d'Afrique, mettant en place un gouvernement dont les membres recevaient des salaires élevés. Il créa des ordres de chevalerie et autres institutions honorifiques ; il inventa des titres<sup>1</sup> et fixa des hiérarchies ; de superbes uniformes furent conçus et cousus ; des mouvements paramilitaires, masculins et féminins, s'affichèrent dans des défilés spectaculaires réunissant des dizaines de milliers de participants. Refusant d'être des prolétaires, Garvey et ses partisans s'érigèrent en une «nation prolétaire». Plus précisément – car c'est toujours de cela qu'il s'agit – ils prétendaient être la classe dirigeante d'une «nation prolétaire», une nouvelle nation, dont la création ne demandait qu'à réunir ces nouveaux capitalistes avec les exploités qui, de l'autre côté de la mer, ignoraient ce que les marées leur réservaient.

C'est pourquoi, avec son économie capitaliste et son État déjà bien définis, vides de contenu pour le moment mais avides de pouvoir effectif, Garvey n'échappait pas à la vérité lorsque, des années plus tard, il désigna Mussolini comme quelqu'un l'ayant imité : «*Nous fîmes les premiers fascistes. Nous avons discipliné des hommes, des femmes et des enfants qui se préparaient à la libération de l'Afrique. Les masses noires ont vu que c'est seulement dans ce nationalisme extrême qu'elles pouvaient placer leur espoir, et elles l'ont soutenu immédiatement. Mussolini a copié le fascisme sur moi, mais les réactionnaires noirs l'ont saboté*».

Les «réactionnaires noirs» ne firent que reconnaître que le capitalisme nord-américain était déjà trop développé pour abandonner les Noirs qu'il allait intégrer et transformer inéluctablement en prolétaires, en bourgeois, en gestionnaires, qui fusionneraient avec les éléments ayant d'autres couleurs de peau dans les mêmes classes. Au sens strict, le projet de Garvey avait été un rêve, qui s'évanouit au début des années 1920. Ce ne furent pas le président provisoire, ses ministres, sa Légion africaine universelle, ses Brigades volantes de l'Aigle noir, ses Chevaliers du Nil, ses infirmières de la Croix noire universelle, qui succédèrent aux colonialistes européens pour exploiter le prolétariat africain. Les indépendances politiques

---

<sup>1</sup> Chevalier de l'ordre d'Éthiopie, vicomte du Niger, duc du Nil, comte du Congo, etc. (*NdT*).

<sup>2</sup> Ces phrases furent prononcées après l'invasion italienne de l'Éthiopie et sont citées par Joel A. Rogers dans «*Marcus Garvey*», série Negroes of New York, New York Writers Program, 1939. Ce journaliste et historien autodidacte jamaïcain connaissait bien Garvey, partageait ses positions panafricanistes et écrivit dans plusieurs de ses publications, donc on peut supposer que ces déclarations sont authentiques. Sur les positions de Garvey vis-à-vis de Hitler et Mussolini, on pourra lire l'article nettement plus clément, de Francine M. King : «*Marcus Garvey's views of fascism as they relate to the Black struggle for equal rights : an analysis of commentaries from The Black Man 1935-1939*» qui contient néanmoins de nombreuses citations profascistes même si elles sont antérieures à 1937 (<https://omowalebooks.files.wordpress.com/2020/07/garvey-hitler.pdf>) ; et la traduction de l'article de Paul Gilroy, «*Black Fascism (fascisme noir)*», <https://nfnf.eu/spip.php?article586> (*NdT*).



n'importèrent pas d'outre-mer des classes dominantes, elles les promurent parmi les autochtones, parmi des individus pas moins cupides, et pas moins attachés à la richesse et au faste que les autres.

Mais l'échec de Garvey ne fut pas un échec idéologique. Des centaines de milliers de personnes l'avaient suivi, beaucoup plus encore l'avaient écouté, et son message doctrinal se retrouva à l'intersection de multiples articulations idéologiques ; ce message représenta une composante importante de l'idéologie de nombreux dirigeants politiques noirs, tant aux États-Unis que sur le continent africain. Elijah Muhammad\*, jusqu'à sa mort le dirigeant des Black Muslims, avait été membre de l'UNIA, et comme lui beaucoup d'autres de ses adeptes. Poursuivant, sous de nombreux aspects, l'orientation de Garvey, les Black Muslims se situaient au carrefour des mouvements ultraconservateurs en même temps que, grâce à l'action de Malcolm X\* et de ses partisans, ils se projetaient dans des directions convergentes avec le national-bolchevisme. Et un dirigeant politique aussi central dans tout le processus de décolonisation que Kwame Nkrumah\* fut simultanément influencé par les théories léninistes et la doctrine de Garvey, réélaborant ainsi d'une manière particulière et pour une nouvelle étape historique, la synthèse nationale-bolchévique.

Pendant la guerre, les premières victoires des Japonais furent perçues comme le triomphe d'une culture non-européenne sur la culture européenne, et elles stimulèrent les mouvements anticolonialistes africains. Et le nazisme apparut comme une composante non négligeable dans la lutte des mouvements nationalistes arabes. Néanmoins, la participation des fascismes au processus de décolonisation en Afrique ne peut être comparée à l'importance décisive qu'eut le militarisme japonais dans la décolonisation de l'Asie orientale. C'est précisément ce qui donne toute sa valeur au mouvement dirigé par Garvey et nous permet d'apprécier la grande influence qui en émana.

Ici, sans même le stimulus d'un fascisme extérieur, un courant fasciste autonome se développa très tôt, et constitua, en nombre de participants, le plus grand mouvement de masse parmi les Afro-Américains jusqu'aux années 1960. La composante fasciste des mouvements anticoloniaux n'était pas le résultat d'une tactique, d'un quelconque expédient imposé par les circonstances. Les dirigeants nationalistes qui formèrent des gouvernements sous la tutelle du militarisme japonais ou des fascismes allemand ou italien, surent s'intégrer dans ces systèmes et participer activement à leur fonctionnement. Non seulement ils profitèrent des circonstances mais ils furent également exploités par elles. Pour ceux qui préfèrent l'ignorer, le mouvement de Garvey montre aussi que ces mêmes circonstances ont été créées là où elles n'existaient pas. Le fascisme est donc une composante indispensable du processus de décolonisation, aussi nécessaire que les deux autres – et sans l'un ou l'autre, il ne pourrait exister.

\*

La composante fasciste était également présente en Amérique latine, bien que dans un contexte quelque peu différent, puisque l'objectif proposé ici par les courants nationalistes n'était pas l'indépendance, qui avait déjà été obtenue, mais l'autonomie dans l'orientation de la politique étrangère par rapport à la puissance dominante sur le continent américain, ce qui lui assurerait une position plus favorable dans la distribution mondiale de la plus-value.

Dans cette perspective, les premiers noms qui viennent à l'esprit sont ceux de Perón\* et de Getúlio Vargas\*. Le régime de Vargas offre l'intérêt supplémentaire d'avoir à certains moments combiné la composante fasciste, ou fascisante, avec la composante nationale-bolchevique dirigée par Luis Carlos Prestes\*. Déjà en germe dans les ambiguïtés du *tenentismo*\*, cette convergence a donc été rétablie plus tard, lorsque les deux courants étaient clairement définis, ce qui illustre une fois de plus leur complémentarité. Mais il serait inutile d'insister ici sur un processus historique connu de tous. Pour les mêmes raisons, je ne m'attarderai pas sur le

péronisme, le plus étudié de ces types de mouvements en Amérique latine. Les fascismes de Perón et de Mussolini furent ceux où le soutien de la classe ouvrière pour les gestionnaires prit la dimension la plus remarquable, grâce à l'appui des structures syndicales bureaucratiques, même si ces régimes reposèrent toujours aussi sur une alliance avec certaines couches de la bourgeoisie.

La Bolivie illustre l'autre face de ce processus : au lieu de se structurer avec une relative homogénéité, les composantes fasciste et nationale-bolchevique furent toutes deux fracturées, de sorte que des aspects hétérogènes influencèrent des courants très instables. Seule une connaissance approfondie de la structure sociale de ce pays me permettrait d'avancer une hypothèse explicative. Aussi, je me contenterai de souligner que l'hétérogénéité politique exprime l'instabilité sociale qui a particulièrement caractérisé la Bolivie.

Dans plusieurs autres pays, en Amérique du Sud comme en Amérique centrale, le fascisme fut une composante importante des revendications d'autonomie exprimées par les classes dirigeantes contre la pénétration politique des États-Unis et de leurs exportations de capitaux. Sur le plan économique, ces revendications visaient à construire des infrastructures et à développer des entreprises d'État afin de donner une viabilité matérielle aux programmes d'autonomie.

C'est précisément le problème de l'expansion économique des États-Unis, ainsi que des autres pays hautement industrialisés d'Europe, qui nous amène à considérer la troisième des composantes du processus de décolonisation : le New Deal.

## 6.

Qu'est-ce qui caractérisait une région colonisée ? Le maintien sur place, grâce à l'action de la puissance colonisatrice, de structures économiques et sociales partiellement précapitalistes. Le colonialisme avait donc un double caractère : il favorisait le capitalisme local tout en circonscrivant le développement de ce capitalisme grâce à la préservation des structures traditionnelles. Le processus de décolonisation a correspondu à une étape dans laquelle il devenait nécessaire d'étendre le capitalisme à l'échelle absolument mondiale. Les régions colonisées, qui jusqu'alors avaient surtout fonctionné comme des zones complémentaires du capitalisme métropolitain, commencèrent à se développer sur un modèle pleinement capitaliste.

Ce capitalisme autochtone s'affirma comme national parce qu'il se développa à partir d'une rupture avec la situation de pays colonisé et parce que l'accélération des processus économiques dans les zones faiblement industrialisées nécessitait une forte concentration du capital, pour laquelle la contribution de l'appareil d'État était très importante. Ce caractère national, cette prolifération d'indépendances, ne doivent pas nous tromper. La nation est, ici, la simple conséquence de l'État. Le processus de décolonisation est nationaliste parce qu'il est, avant tout, étatiste.

L'histoire de ces luttes anticoloniales, de l'ascension des classes capitalistes indigènes par la force des armes, ou par l'intégration progressive dans l'appareil administratif du colonisateur, définit les lieux d'implantation des États, les orbites de leur pouvoir, bref, le dessin des nations. Dans tout cela, la nation est un résultat, pas le point de départ. Cela présente un avantage supplémentaire pour les classes dirigeantes : les divisions de classe peuvent être confondues avec le mythe de la nation, et, ce faisant, l'État se renforce une fois de plus. Ainsi, contrairement aux apparences superficielles, le processus de décolonisation n'a pas ouvert l'ère des nations – l'ère des États et des capitalismes d'État, tendance dominante depuis le début du mode de production capitaliste, s'est renforcée et a pris une nouvelle ampleur. En tant que simple expression de l'autorité de l'État, le nationalisme n'est pas contradictoire avec l'internationalisation du capital. Au contraire, elle le présuppose, car plus le rôle de l'État est

actif dans l'économie, plus il se révèle être un importateur de capitaux et une institution directement insérée dans le marché mondial.

Il n'y a pas de contradiction entre l'abondance des indépendances dans les continents colonisés jusqu'à récemment et le dépassement des barrières économiques nationales dans les régions où sont apparus le vieux capitalisme et l'industrialisation avancée. Les entreprises multinationales sont le résultat de la mondialisation du capital, de l'unification du marché mondial. L'augmentation de l'exportation internationale des capitaux et le développement des multinationales, en tant que moteur des aspects les plus dynamiques du capitalisme contemporain, ont précisément fait éclater de manière décisive les anciennes unités constituées d'une métropole et d'un ensemble de zones colonisées complémentaires.

Dans la mesure où il implique la séparation entre les nouveaux pays indépendants et les anciennes métropoles et, par conséquent, leur insertion directe dans le marché mondial unifié, le processus de décolonisation est notamment lié au développement des multinationales. Le dépassement croissant des barrières nationales dans les pays industrialisés et l'émergence d'un grand nombre de nouveaux pays dans les régions moins industrialisées doivent donc être considérés comme les expressions d'un seul et même processus : celui du dépassement du nationalisme économique et de la mondialisation du mode de production et des processus productifs eux-mêmes.

Dans le même mouvement, au cours duquel les anciennes colonies ont gagné leur indépendance politique et se sont séparé administrativement des métropoles, ces dernières ont de plus en plus dépassé leurs frontières économiques nationales et les entreprises multinationales ont enserré le monde entier dans un nouveau réseau de relations. Leurs exportations directes de capitaux convergent principalement vers les pays les plus industrialisés et seulement secondairement vers les pays où le développement du capitalisme autochtone est limité. Mais à travers ces formes directes d'investissement, des formes indirectes s'instaurent et se solidifient : en contrôlant de plus en plus la vie économique aux États-Unis, en Europe et au Japon, les multinationales s'assurent ainsi la suprématie dans les relations que les centres capitalistes mondiaux entretiennent avec toutes les anciennes aires colonisées. Aujourd'hui, les rapprochements et les divisions proviennent de ces réseaux d'investissement multinationaux, et non des frontières des pays.

En brisant l'ancienne unité entre la métropole et les régions colonisées, les multinationales font partie intégrante du processus de décolonisation ; elles sont donc liées aux nouvelles économies dont le noyau est constitué par les États capitalistes autochtones. Il en va de même pour d'autres formes d'exportation de capitaux dont la portée est plus limitée que ce qui se vérifie au sein des sociétés multinationales. Nous ne vivons pas aujourd'hui à l'ère des nations qui pourraient s'opposer aux multinationales. La situation actuelle se caractérise par le développement de vastes appareils de pouvoir politique, inextricablement liés à l'activité économique. Aujourd'hui au niveau mondial, nous pouvons observer l'articulation entre l'un de ces appareils politico-économiques (les États traditionnellement considérés, au sens strict et restreint) et les autres appareils, qui reposent principalement sur les entreprises multinationales. Les grandes entreprises contemporaines ne sont pas seulement des organisations économiques ; elles constituent également de véritables institutions de pouvoir politique, formant la base de nouvelles formes d'appareil d'État, plus larges que les formes traditionnelles. L'articulation, dans les régions décolonisées, entre les États traditionnels et les organes de pouvoir soutenus par les multinationales entraîne des effets socio-économiques importants, à savoir la coexistence, dans un même pays, de structures salariales distinctes, dont les conséquences inflationnistes ont été bien analysées.

Je souhaite maintenant attirer l'attention sur d'autres types d'aspects, de nature politico-sociale.

Projection des centres d'accumulation du capital les plus industrialisés, les entreprises multinationales sont structurées selon les formes d'organisation en vigueur dans ces pays, c'est-à-dire selon ce que j'appelle le système du New Deal. (J'utilise cette expression parce qu'elle est évocatrice et que je souhaite souligner un lien historique important.)

Comme dans le fascisme, il s'agit d'un système où les gestionnaires s'allient principalement avec la bourgeoisie et s'appuient seulement sur le prolétariat de façon secondaire. Cependant, ce système diffère du fascisme : dans le New Deal, les classes dirigeantes occupent une position avantageuse dans la répartition mondiale de la plus-value. Il me faut maintenant ajouter que les modalités de la relation de la classe des gestionnaires avec le prolétariat sont distinctes dans chacun des trois courants. Dans le léninisme, le parti est l'instrument privilégié de cette articulation ; dans le fascisme, ce sont les organisations syndicales et les organisations paramilitaires ; dans le New Deal, les organisations syndicales représentent un élément important, mais les organismes d'État destinés à promouvoir une répartition des revenus qui stimule la consommation privée jouent un rôle tout aussi décisif, sinon plus. Ce système guide l'organisation des multinationales, d'autant plus que, dans chaque région ou pays, même dans ceux qui sont globalement défavorisés dans la répartition mondiale de la plus-value, elles représentent le secteur des classes dominantes qui bénéficie de cette répartition.

Les pôles de développement les plus importants du capitalisme dans les régions décolonisées sont les États autochtones et les entreprises multinationales, là où elles existent, ou, sinon, d'autres formes d'importation de capitaux, obéissant à un schéma général identique. C'est à travers cette articulation que les composantes nationales-bolcheviques et fascistes, consolidées par les appareils d'État traditionnels, sont liées à la composante New Deal, représentée par les multinationales. Les situations résultant de cette convergence sont qualifiées par de nombreux analystes de «démocratie» ou de «pluralisme», par opposition aux sociétés où seules prévalent les deux premières composantes, ou l'une d'entre elles. En réalité, ces démocraties doivent être comprises dans un sens très différent de ce que l'on trouve dans les sociétés de l'OCDE. Dans les pays où domine le suffrage universel, l'appareil visible du pouvoir (les mécanismes traditionnels de l'État et de l'administration) est devenu largement inutile ; c'est l'appareil invisible (fondé sur les grandes entreprises) qui compte et décide car il a déjà absorbé les administrations les plus importantes.

Dans ces sociétés où règne un capitalisme plus développé, les centres de pouvoir de la classe des gestionnaires ne se trouvent pas dans les organes élus ou nommés par les appareils politiques traditionnels, mais dans les organes administratifs qui se reproduisent par cooptation et dans les directions des plus grands groupes économiques, où la cooptation est également la règle. Cet appareil invisible gouverne, derrière le bouclier de protection que représente l'État élu. Un tel système implique une économie complexe et diversifiée, fortement concentrée et incluant en même temps un grand nombre de petites entreprises non autonomes ; une économie fortement urbanisée et sous un contrôle central étroit ; en résumé, un système qui peut paraître très diffus précisément parce qu'il possède les canaux qui rendent possible une forte concentration. C'est seulement dans cette situation de suffrage universel au sein d'un pouvoir visible mais inopérant que peuvent subsister des organisations politiques comme les partis modernes européens ou nord-américains.

Les régions décolonisées – et dans une large mesure même l'Amérique latine – ne remplissent pas ces conditions, dans la structure capitaliste qui les caractérise. Avec les difficultés qu'y soulève le processus autonome d'accumulation du capital, l'appareil d'État, dans sa facette la plus classique, constitue un agent décisif du développement économique ; il importe des capitaux et contribue à accélérer la concentration du capital local. L'économie de ces pays n'étant pas suffisamment évoluée et diversifiée pour soutenir un appareil de gouvernement complet et invisible, les fonctions de l'État traditionnel conservent une certaine importance. C'est pourquoi les classes dirigeantes ne peuvent ici soumettre ces institutions au

suffrage universel ; de même, en Europe, au début du siècle dernier, lorsque l'appareil d'État traditionnel était déterminant, le système électoral restait fondé sur le suffrage censitaire, donc réservé aux classes exploiteuses.

C'est la raison de l'échec du suffrage universel et des partis modernes de type européen ou nord-américain dans les pays issus du processus de décolonisation. Dans la plupart des cas, les élections et les partis n'existent pas ou, lorsqu'ils existent, ils sont une fiction abjecte. Les systèmes de pouvoir autochtones, dans les sociétés capitalistes récemment développées où l'État traditionnel est l'un des agents déterminants de la concentration du capital, doivent être plébiscitaires-militaires. L'appareil militaire constitue l'ossature de la relation centre-périphérie qui caractérise tout appareil d'État. C'est pourquoi il structure les systèmes administratifs de l'État et, à de nombreuses reprises, dans les moments les plus difficiles, il exerce lui-même des fonctions politiques et administratives. De plus, l'appareil militaire est fondé sur une division radicale entre les classes, qui s'exprime dans la division entre soldats et officiers ; en même temps, il prétend intégrer tous ses membres de manière unifiée, à travers l'apparence démagogique d'une gradation successive des hiérarchies, du haut vers le bas. Squelette de l'État, l'armée est aussi le paradigme de la nation. Le plébiscite constitue la forme de fonctionnement non militaire de l'appareil militaire ; il exploite ses capacités de communication des décisions, pour mettre le chef en contact direct avec la masse de la population et permettre à celle-ci de l'acclamer.

Le pluralisme dans ce type de société ne provient donc pas de la multiplicité de partis qui, ensemble ou alternativement, occupent un pouvoir déjà vidé de ses fonctions. Le pluralisme et la démocratie ne renvoient pas ici à la sphère restreinte de l'appareil d'État traditionnel, mais plutôt à une dualité au sein des systèmes politico-économiques. Parmi les pays issus du processus de décolonisation, les pays pluralistes et démocratiques sont ceux où certes il existe un appareil d'État traditionnel et restreint, qui joue le rôle d'un mécanisme de pouvoir et d'un pôle d'importation de capitaux et de concentration du capital local ; mais ce sont aussi des pays où il existe d'autres pôles, les entreprises multinationales, qui canalisent les capitaux étrangers, attirent les investissements nationaux et constituent la base de nouvelles formes plus larges de pouvoir politique. L'articulation du New Deal avec le fascisme et le national-bolchevisme repose sur cette dualité de systèmes et cette intégration des organes administratifs de l'État traditionnel avec ceux des grandes entreprises. Tels sont aujourd'hui la plupart des processus de développement du capitalisme dans les régions anciennement colonisées.

## 7.

Au départ, les multiples variantes du mouvement général de décolonisation puisèrent dans le léninisme, le fascisme et le New Deal comme dans des composantes relativement distinctes, puis elles les fusionnèrent progressivement en un tout homogène et cohérent. Les cas fréquents d'alternance, de substitution ou de complémentarité de ces courants au cours des luttes anticoloniales ont constitué les étapes de ce processus. En général, on peut dire qu'une fois l'indépendance instaurée et les nouveaux États en place, cette fusion fut complète. La boucle était bouclée et la conclusion de ce mouvement historique était liée à son point d'origine : du léninisme, ou plus précisément du national-bolchevisme, émergea une tendance inédite qui devait s'unifier avec ce vaste corps social résultant de la fusion des trois composantes précitées. Dans cette reconstitution du passé, le processus historique actuel montre que rien de décisif n'avait jamais séparé les composantes qui se finirent par se fondre en lui.

Avant la guerre de 1939-1945, le Comintern\* avait prôné la constitution d'une fédération des Balkans dans cette région. Ce mot d'ordre correspondait, d'une part, à la volonté de hâter l'unification d'un prolétariat façonné par de multiples facteurs historiques et culturels communs ; d'autre part, il répondait aux aspirations des couches capitalistes, qui voulaient un

développement économique plus rapide, favorisé par les frontières plus larges d'une fédération. Ainsi, lorsque le triomphe de la guérilla yougoslave dans la lutte antinazie polarisa l'ensemble du processus politique balkanique, les léninistes yougoslaves donnèrent à leur pays un caractère fédéral, contrairement à la pratique antérieure qui stimulait les conflits internes des nationalités afin d'assurer la prévalence de la Serbie. Cette démarche fédérale fut considérée comme le premier pas vers une fédération balkanique plus large. Le Parti communiste bulgare était d'accord avec ce projet. La satellisation de l'Albanie par la Yougoslavie marqua un autre pas dans la même direction et, nouvelle étape plus décisive, les léninistes yougoslaves soutinrent la guérilla grecque afin de réaliser l'indépendance et l'unité de la Macédoine\*, élément constitutif de la fédération prévue. Quant au Parti communiste roumain, de son côté, il semblait également ouvert au projet.

Soit parce que la direction du Parti communiste soviétique craignait qu'une mise en œuvre rapide d'une telle fédération, accélérant l'hégémonie des partis communistes dans la région et aiguissant la lutte sociale en Grèce, ne conduise à une intervention militaire des États-Unis ; soit parce qu'elle ne voulait pas d'un projet politique qui renforcerait le leadership de Tito\* et ferait de lui un rival trop dangereux, puisqu'il aurait été un élément central de ce processus fédératif ; soit en raison d'une combinaison de ces facteurs, voire d'autres facteurs, la direction du Parti communiste soviétique s'opposa à l'établissement d'une fédération balkanique et mit fin aux mesures prises dans ce sens par les différents partis communistes de la région. En juin 1948, la rupture des partis communistes avec Tito devint publique ; elle se caractérisa par une énorme violence verbale et organisationnelle, accompagnée par des purges et des exécutions des deux côtés.

La voie dans laquelle cette rupture lança Tito et ses partisans révéla de manière particulièrement claire les objectifs qu'ils poursuivaient déjà dans le cadre de l'orientation précédente. Comme pour tout courant national-bolchevique, il s'agissait d'utiliser le mouvement ouvrier pour tenter d'établir les frontières souhaitées par les secteurs du capital les plus développementistes<sup>1</sup>. L'unification des Balkans ayant été bloquée et limitée aux frontières yougoslaves, le régime titiste resserra ensuite de plus en plus ses relations avec les nouveaux pays issus du processus de décolonisation ; l'orientation de sa politique étrangère convergea de plus en plus vers celle de ces pays ; et le régime titiste remodela dans une direction commune le système même d'organisation de l'économie et de la société. C'est ainsi que la Yougoslavie de Tito, en soi un pur produit du courant national-bolchevique, en vint à présenter toutes les caractéristiques des États résultant du processus de fusion des trois composantes déjà décrites.

La République populaire de Chine suivit le même chemin, bien que par des étapes plus contradictoires. Sa participation, en avril 1955, à la Conférence de Bandung\*, qui réunit pour la première fois un groupe de pays décolonisés sans la présence d'aucune ancienne puissance colonisatrice, représenta le premier pas important du national-bolchevisme chinois vers le système politique et social caractéristique de la fusion précitée des trois courants (léniniste, fasciste et New Deal). Organisant une mise en scène diplomatique, la délégation chinoise réussit à Bandung à occuper le premier plan, ravissant aux délégués indiens une position qui était jusqu'alors la leur en tant que porte-parole des classes dirigeantes des pays décolonisés. Diverses poussées de lutte de la classe ouvrière, dont les plus graves et les plus profondes eurent lieu pendant la «Révolution culturelle»<sup>2</sup>, tentèrent de mettre fin à cette orientation et réussirent,

---

<sup>1</sup> C'est-à-dire des pays où «*l'Etat est interventionniste et nationaliste : il mène des politiques de développement en incitant les entreprises à agir d'une certaine manière et dans un objectif de développement de la nation. Souvent, ces États se caractérisent par leur autoritarisme et par une élite bureaucratique proche du pouvoir et très influente*» <https://wp.unil.ch/bases/2013/07/letat-developpementiste/> (NdT).

<sup>2</sup> Cf. João Bernardo, *Lutas sociais na China*, la nouvelle présentation de 2020 <https://passapalavra.info/2020/10/134670/> et les 5 parties en portugais (NdT).

à diverses reprises, à la renverser. Mais avec la sévère défaite subie par le prolétariat chinois lors de la «révolution culturelle», la direction de Mao Tsé-toung, et plus tard celle de Deng Hsiao-p'ing, purent poursuivre et approfondir l'évolution de la Chine vers le syncrétisme typique de la généralité des pays décolonisés.

## 8

L'attraction qu'exercent aujourd'hui les régimes issus du processus de décolonisation sur les pays léninistes à l'industrialisation moins développée confirme que ni le fascisme, ni le léninisme, ni le New Deal ne perdurent dans les pays décolonisés en tant que courants distincts et séparés. Une synthèse organisationnelle et idéologique s'est produite, qui réunit : la planification soviétique de l'économie et la forme léniniste d'exploitation du mouvement ouvrier et paysan sous la direction de la classe des gestionnaires ; la version fasciste du mythe national et le système fasciste de mobilisation de la population dans des corps paramilitaires, avec lesquels il cherche à consolider l'ensemble de la société sous le commandement d'un pouvoir plébiscitaire ; le type d'articulation réalisé, dans les régimes issus du New Deal, entre une certaine planification étatique et l'autonomie relative des entreprises privées. La fusion de ces trois courants a donné naissance à un système différent, qui possède tout ce que ses composantes avaient, plus une caractéristique spéciale – ses principes uniques d'organisation économique et sociale et son idéologie unique correspondent précisément aux éléments décisifs et fondamentaux de ces composantes – et à cela seulement. Cette réduction est la principale création de ces régimes. Mais c'est, pour le capitalisme, une création d'une énorme importance. La réduction des principes d'organisation est la condition de sa plus grande opérabilité. La réduction des thèmes idéologiques – les transformant d'éléments de systèmes doctrinaux en ce que Sorel\* appellerait des mythes\* – détermine leur plus grande efficacité démagogique. Cette synthèse est la principale création du capitalisme contemporain.

En expliquant la vie politique et idéologique des classes dirigeantes des continents décolonisés en termes de léninisme/fascisme/New Deal, je n'ai nullement ignoré les spécificités culturelles de ces pays. Je ne les ai pas non plus soumis, une fois de plus, aux normes européennes. Ce sont ces classes dirigeantes qui ont adopté ce mode de pensée – pas moi. En accélérant de manière décisive l'évolution du capitalisme, elles ont accéléré la destruction des sociétés traditionnelles, ou les ont effectivement détruites. Tant que le capitalisme a eu besoin de maintenir des colonies comme complément des métropoles, il a préservé de nombreux aspects des structures traditionnelles. Pour cette raison, les mécanismes du marché ne suffisaient pas aux centres impérialistes mondiaux pour contrôler les sociétés colonisées ; une présence physique était nécessaire puisqu'elle garantissait une répression directe. Cette première phase (la phase coloniale) de la destruction des cultures indigènes par le capitalisme fut contradictoire : les centres vitaux des systèmes économiques autochtones étaient désarticulés, en même temps que des éléments des sociétés traditionnelles étaient maintenus dans certaines limites. Cette première phase peut donc être définie en deux mots : préservation et infériorisation. Certains aspects des cultures traditionnelles furent préservés, mais, en même temps, ces formes furent affirmées comme inférieures.

La décolonisation inaugura la deuxième phase de la destruction des cultures indigènes traditionnelles. Le processus d'indépendance correspondit à la promotion locale du capitalisme par les classes dominantes autochtones. Le mythe qui présidait aux mouvements anticoloniaux, chaque fois qu'ils devaient mobiliser de vastes masses paysannes et ne pouvaient agir fondamentalement dans le cadre des structures administratives établies, ce mythe du salut de la culture traditionnelle par sa modernisation n'était qu'un mythe. Il recouvrait, avec la contradiction de tous les mythes, un antagonisme fondamental, et l'indépendance a rapidement brisé cette ambiguïté. Les anciennes hiérarchies furent désarticulées à mesure que le nouvel

État accroissait la classe des gestionnaires, promouvait la bourgeoisie, multipliait les prolétaires ; les formes traditionnelles de subordination furent désarticulées au fur et à mesure que le processus de prolétarisation s'élargissait.

La crise économique que nous connaissons depuis 1974 a ralenti ou entravé l'expansion interne du capitalisme dans les pays décolonisés. Elle a aussi donné un dernier coup de pouce aux représentants des structures traditionnelles, d'où la vogue des fondamentalismes religieux et des idéologies et comportements rétrogrades qui s'est répandue au cours de la dernière décennie dans tout le «tiers monde». Leur but ultime est de lutter contre le processus de prolétarisation des sociétés traditionnelles, qui prive les anciennes classes dominantes de leur pouvoir et contraint les dominés à d'autres formes d'exploitation. De ce point de vue, le fondamentalisme religieux est le pendant exact des mouvements écologistes dans les pays d'industrialisation avancée, qui visent également, bien que pour des raisons différentes, à ralentir le processus de développement de la classe ouvrière et à la désarticuler.

Ainsi, en l'espace de quelques décennies, la classe des gestionnaires des régions décolonisées a fusionné les composantes de ce qui avait été son processus de lutte contre les métropoles en une synthèse originale, si clairement capitaliste qu'elle est combattue par ce qui reste des sociétés traditionnelles. La classe des gestionnaires de ces pays occupe aujourd'hui la position d'extrême avant-garde dans la défense du développement de la société capitaliste. Et le syncrétisme opéré est l'instrument organisationnel, économique et idéologique efficace de cette action.

## 9

Contrairement à ce qui est souvent affirmé, je ne crois pas que, dans le développement du capitalisme, une région puisse être considérée comme plus avancée qu'une autre simplement parce qu'elle a un PNB par habitant plus élevé ou parce que les dernières formes d'industrialisation s'y déroulent à un moment donné. Ce sont les résultats de systèmes sociaux qui existent depuis plus ou moins longtemps. Par conséquent, dans une perspective dynamique du développement du mode de production, il faut prêter attention aux transformations déjà subies par les rapports sociaux, et ces rapports produiront dans l'avenir des résultats économiques matériels pouvant être comptabilisés en termes de progrès statistique.

Le stade le plus avancé est celui dont les formes d'organisation sociale incluent les autres et les dépassent. Celui qui sert de paradigme pour l'évolution du système. En ce sens, le syncrétisme opéré par les processus de décolonisation annonce l'avenir du système capitaliste. Nous avons assisté non seulement à une fusion entre les trois grands courants politiques de la classe des gestionnaires, mais aussi à la synthèse entre les deux types généraux de développement du capitalisme d'État : celui qui fonctionne à partir des institutions strictement définies de l'appareil d'État traditionnel, et qui était surtout dirigé par les courants léniniste et fasciste ; et celui qui fonctionne à partir des appareils de pouvoir fondés sur les grandes entreprises, et qui s'inspire du modèle du New Deal. Pour utiliser des termes plus courants, il s'agit de la synthèse entre le processus qui est allé du politique à l'économique et le processus qui va de l'économique au politique. Le développement actuel du capitalisme d'État est issu de cette synthèse qui caractérise les rapports sociaux établis dans les pays décolonisés. Par conséquent, les gestionnaires de ces régions servent aujourd'hui de miroir à tous les autres.

La différence, à première vue abyssale, entre les régimes économiques des pays de l'OCDE et ceux du Comecon\* conduit les critiques des thèses qui conçoivent les deux comme des formes de capitalisme d'État à s'exclamer : comment est-il possible d'identifier des sociétés aussi opposées que celles des États-Unis et de l'URSS ? La rupture du Pacte germano-soviétique, tout d'abord, puis la guerre froide, expliquent que l'on puisse encore invoquer ce type d'argument superficiel. Mais la réponse au problème est ailleurs. Les régimes issus du



processus de décolonisation incarnent ce que les pays du Comecon et de l'OCDE ont en commun. Le syncrétisme de ces régimes sert de miroir à tous les autres régimes économiques et sociaux ancrés dans le capitalisme actuel. Face à ce miroir, c'est l'image des uns que les autres reçoivent, et non la leur. De nombreux gestionnaires des sociétés les plus industrialisées ont le même objectif parce qu'ils s'inspirent très fréquemment de normes et de termes de référence présents dans les systèmes en vigueur au sein des pays décolonisés. Comme l'ont fait aussi, et plus massivement, de jeunes universitaires des pays hautement industrialisés, aspirants gestionnaires dans des sociétés où l'ascension est, pour une raison ou une autre, bloquée, et qui vont chercher les idéologies de leur lutte, leurs héros et leurs drapeaux, dans des régimes issus des processus de décolonisation.

Nous pouvons le plus efficacement délimiter l'objet empirique de l'analyse dans les régimes résultant du processus de décolonisation, et la manière dont j'ai cherché à le faire n'est pas neutre. Son caractère polémique présuppose une pratique sociale – dans ce cas, une pratique dirigée contre cet ensemble, cette classe, que j'appelle les gestionnaires.

Mais si toute la physique contemporaine repose sur la reconnaissance que la description de l'objet présuppose l'action du sujet, n'est-il pas temps que les sciences sociales, même dans leur version académique, se reconnaissent comme étant, elles aussi, issues d'une pratique ? Aucune théorie n'est neutre, même si les auteurs qui s'approprient les valeurs dominantes et les présentent donc comme le produit du bon sens et la vérité naturelle peuvent se permettre de ne pas expliciter leurs présupposés. Si elle a ainsi délimité, comme je le crois, l'objet empirique adéquat, mon analyse permettra de formuler des définitions possédant un plus haut degré de précision, justement parce qu'elles sont susceptibles d'un plus haut degré d'abstraction ; et, parce qu'elles sont plus abstraites, elles seront capables d'une application plus large. C'est la dialectique grâce à laquelle on identifie les différences apparentes. La définition de la classe des gestionnaires se déduit des éléments communs aux bases sociales les plus actives des trois grands courants qui ont convergé dans le processus de décolonisation, comme peut le déterminer l'analyse des régimes issus de ce processus. Très brièvement, cette définition se décompose en cinq aspects :

1. La classe des gestionnaires conduit le capitalisme vers le dépassement définitif des particularismes économiques. Le processus de décolonisation impliquait l'insertion directe des anciennes colonies dans le marché mondial et leur relation immédiate avec les grands mouvements internationaux de capitaux ; ce processus a projeté la classe des gestionnaires, celle qui dirigeait le plus activement les indépendances, vers les sphères où le capitalisme était le plus concentré.

2. Puisque le processus de décolonisation implique une relation directe des économies de ces nouveaux pays avec les centres mondiaux de concentration du capital, la classe des gestionnaires constitue, en raison de ses racines mêmes, une classe supranationale. Les gestionnaires sont les agents du dépassement du particularisme économique, au sein de chaque pays comme à l'échelle internationale.

3. Le dépassement du particularisme économique implique des transformations décisives dans les structures du pouvoir. L'action du niveau politique dans le capitalisme présente deux aspects majeurs : d'une part, la répression des exploités et le développement des conditions d'exploitation ; d'autre part, la coordination de l'activité des différentes unités économiques et des différents groupes de capitalistes. L'appareil d'État traditionnel est né et s'est développé à une époque où les unités économiques étaient fortement particularisées ; l'État servait de médiateur entre elles, tout en restant extérieur à chacune d'elles. Lorsque ce particularisme est dépassé par la concentration des entreprises qui forment des blocs économiques colossaux, le champ d'action de l'État médiateur traditionnel se réduit drastiquement. Sans avoir besoin de la coordination d'un appareil politique extérieur, les grands blocs économiques commencent à développer leurs propres formes de pouvoir politique. Ce nouveau type d'appareil d'État est

beaucoup plus ample que le précédent, aussi ample que le processus de concentration dirigé par les grands groupes commerciaux. Dans ce système où la politique n'est plus extérieure aux unités économiques, où la politique et l'économie fusionnent, le grand capital s'auto-coordonne ; de grands groupes de capitalistes politiquement unifiés exercent leur pouvoir sur les exploités en tant que collectif social et de manière directe. Même dans les pays décolonisés, où les fonctions attribuées à l'État traditionnel sont plus importantes que dans les pays du Comecon ou de l'OCDE, l'initiative politique et économique revient désormais aux nouvelles formes d'État. Cet État Élargi\* s'identifie à la totalité sociale des exploités et, avant tout, à la classe des gestionnaires, qui est l'agent actif de tout ce processus.

4. L'auto-coordination du grand capital à travers sa concentration dans d'énormes blocs où fusionnent le politique et l'économie représente la soumission des processus économiques fragmentaires à un plan d'ensemble. Ainsi, le niveau concentré de la politique sert de paradigme pour l'ordonnement du niveau diversifié de l'économie. Dans la dynamique historique, la planification résulte de la convergence entre, d'un côté, le processus d'intervention des appareils politiques sur l'économie, processus mené à bien par le léninisme et le fascisme ; et, de l'autre, le processus de développement de nouveaux appareils politiques à partir de l'économie, poursuivi par les grandes entreprises, notamment les plus grandes multinationales, dans le sillage du New Deal. La classe des gestionnaires a été l'agent social actif de cette convergence.

5. Le caractère unificateur et planifié que les gestionnaires impriment au capitalisme s'exprime au niveau des systèmes de propriété. En ce qui concerne les gestionnaires, et contrairement à la bourgeoisie, la propriété capitaliste n'est pas individualisée, mais unifiée par de vastes groupes de gestionnaires, qui la détiennent collectivement. C'est par leur relation intime avec le niveau concentré de la politique, qu'il provienne de l'appareil étatique traditionnel ou des formes de pouvoir développées à partir des grands blocs économiques, que les gestionnaires s'approprient collectivement ces blocs économiques, voire l'ensemble de l'économie d'un pays donné.

La classe des gestionnaires se définit, en résumé, par l'unification des processus économiques, l'internationalisme, la fusion du politique et de l'économie, la planification et le caractère collectif de la propriété.

Je pense avoir ainsi répondu à la question que j'ai posée au début de ce texte. Mais le déroulement de cette réponse révèle encore autre chose. Tout au long de mon argumentation, je n'ai cessé d'évoquer les thèmes chers aux classes dominantes : nationalisme, conciliation des classes, renforcement de l'État. Le cours pris par les luttes sociales détermine ma réponse **actuelle** à la question que j'ai posée au début de ce texte. Le processus de décolonisation poursuivi sous la forme des indépendances nationales a constitué l'une des plus grandes défaites organiques du prolétariat. Cette défaite a été motivée par le développement social insuffisant que la classe ouvrière avait atteint au niveau mondial, par son incapacité à s'imposer comme un organisme ayant une cohésion à l'échelle mondiale. C'est pourquoi la scission entre États a pu l'emporter sur la scission entre classes.

Désormais, avec le développement des capitalismes autochtones et l'intégration mondiale croissante des processus de production, on observera une tendance au renforcement de la cohésion internationale du prolétariat. Dans la direction opposée, cependant, les classes capitalistes, tout en cherchant à stimuler la croissance économique et à poursuivre l'unification du marché mondial, chercheront également à désarticuler la cohésion de la classe ouvrière en recourant à de nouvelles technologies et à de nouveaux systèmes administratifs et à de nouveaux processus de travail conçus pour la fractionner et la morceler. L'affrontement entre ces deux tendances, entre la constitution du prolétariat en tant que classe et l'affirmation des États, est le sujet de l'histoire future. Et, encore une fois, où peut-il se développer sous une forme plus radicale, sinon dans les régimes issus du processus de décolonisation, où le syncrétisme qui a engendré les nouvelles formes étatiques est le plus développé, et où le processus de prolétarianisation est le plus accéléré et le plus étendu ?

# Glossaire (établi par le traducteur)

**Al-Husseini, Mohammed Amin (189?-1974)** : issu d'un clan d'Arabes palestiniens puissant et respecté, il fait des études à l'université Al-Azhar du Caire puis dans une école d'administration à Constantinople. Mufti (responsable de la communauté musulmane) de Jérusalem, entre 1921 et 1937, sous l'occupation britannique. S'opposant à l'immigration juive en Palestine, il lutte pour la création d'un État ou d'une fédération panarabe. En exil, entre 1937 et 1945, il se présente comme le représentant de la nation arabe et du monde musulman auprès de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste. Grâce à des programmes radio, soutient activement les pays de l'Axe nazi-fasciste, contre les Britanniques et contre les Juifs, et incite les musulmans à servir dans la Waffen-SS. Arrêté en France en 1945, la police française le laisse «s'enfuir» en Égypte où il continua sa propagande antijuive puis anti-israélienne<sup>1</sup>.

**Anglo-Saxon Clubs** : courant raciste «nativiste» populaire chez les descendants d'immigrés anglais, gallois, écossais (mais surtout pas irlandais !), allemands et d'Europe du Nord. Pour se différencier des immigrants d'Europe de l'Est et du Sud qui étaient, selon eux, biologiquement inaptes à la démocratie, ils inventèrent qu'ils descendaient de très anciennes tribus germaniques. *«Cette croyance selon laquelle la population “originelle” de l'Amérique était anglo-saxonne et que le mode de vie américain était menacé par la présence non seulement de personnes non blanches, mais aussi de personnes blanches inférieures, non anglo-saxonnes, non “nordiques”, façonna les lois racistes de restriction de l'immigration du début du XX<sup>e</sup> siècle [...] [et] influença également l'idéologie de l'Allemagne nazie. Sur le plan légal, cela aboutit à des résultats aussi horribles que la loi contre la miscégenation<sup>2</sup> de 1924 en Virginie, adoptée avec l'aide des Anglo-Saxon Clubs eugénistes. Cette loi exigeait que tous les bébés soient classés comme “blancs” ou “de couleur” et érigeait en délit toute “fausse déclaration” sur l'origine raciale. Les juristes nazis qui étudiaient les lois raciales américaines dans les années 1930 estimaient que ces règles fondées sur “une seule goutte de sang” [non «nordique»] étaient un peu trop strictes. Les Anglo-saxon Clubs n'avaient, bien sûr, toute intention raciste<sup>3</sup>».* Comme ils le proclamaient candidement, *«leur objectif était de préserver “la suprématie de la race blanche aux États-Unis d'Amérique, sans préjugé racial ni haine”» (idem).*

**Aung San, Bogyoke (1915-1947)** : faisant des études d'histoire, de science politique et de littérature anglaise, il milite dans les mouvements étudiants et nationalistes dès 1938 et fonde le Parti communiste de Birmanie en 1939. Prisonnier des Japonais, il est ensuite libéré par eux pour créer l'Armée pour l'indépendance birmane en 1941 en Thaïlande, dans laquelle il est nommé colonel, puis général. Le Japon accorde l'indépendance de la Birmanie en 1943 et Aung San devient ministre de la Guerre. Insatisfait de la tutelle japonaise, il contacte les représentants des Alliés et des mouvements communistes, avec lesquels il fonde l'Organisation antifasciste de Birmanie. Il dirige la révolte contre les Japonais avec l'aide des Alliés. La guerre terminée, en 1946, il devient le président de la Ligue antifasciste pour la liberté du peuple qui remporte

---

<sup>1</sup> Chantal Metzger, «Amine Al-Husseini, Grand Mufti de Jérusalem, et le Troisième Reich», *Les Cahiers de la Shoah*, 2007/1 (n° 9), <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-la-shoah-2007-1-page-91.htm>.

<sup>2</sup> En réalité les premières lois contre les unions dites «interraciales» furent adoptées pour la première fois en 1691 en Virginie, même si le «Virginia's Racial Integrity Act» (loi pour l'intégrité raciale) date de 1924. Il fut annulé en 1967 par la Cour suprême des États-Unis comme étant contraire au 14<sup>e</sup> amendement, à la suite de la condamnation à un an de prison d'un couple dont le mari était eurodescendant et la femme afrodescendante. Rappelons que le 14<sup>e</sup> amendement avait été adopté un siècle auparavant, en 1868.

<sup>3</sup> <https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2021/04/anglo-saxon-what-you-say-when-whites-only-too-inclu>

les élections en avril 1947 mais est assassiné avec six de ses ministres sous l'ordre du Premier ministre U Saw le 19 juillet 1946. Il est le père d'Aung San Suu Kyi.

**Ba Maw** (1893-1977) : né dans une famille de notables, après avoir fait un doctorat en France sur le bouddhisme birman, il milite dans le mouvement nationaliste. Député en 1937, puis chef du gouvernement de la Birmanie sous tutelle britannique, il est arrêté en 1939 parce qu'il refuse de soutenir l'Angleterre. Libéré par les Japonais en 1942, il devient le Chef suprême de l'État de Birmanie en août 1943 mais est obligé de s'enfuir au Japon en mars 1944, quand Aug San se révolte contre les Japonais. Emprisonné en 1945 par les Alliés, il ne passe qu'une année en prison et reprend ses activités politiques en Birmanie, où il est de nouveau emprisonné entre 1962 et 1968. (1968 est l'année durant laquelle le putschiste Bo Ne Win, ex-chef d'état-major des forces armées birmanes, renversa U Nu et dirigea le pays d'une main de fer jusqu'en 1988, en prônant une «*Voie birmane vers le socialisme*», mêlant nationalisme, marxisme à la sauce stalinienne et bouddhisme.)

**Bandoeng (ou Bandung), conférence de** : réunion qui se tint du 18 au 24 avril 1955, en Indonésie, avec les représentants de 29 pays africains et asiatiques, nouvellement indépendants, dont Nasser, Nehru, Soekarno et Chou Enlai, mais aussi des délégations du FLN algérien et du Destour tunisien. Elle donna un statut étatique à l'idéologie tiersmondiste, anticolonialiste, qui se prétendait indépendante des États-Unis et de l'URSS, donc «non alignée», favorable à la paix et hostile au colonialisme, à l'impérialisme, à l'apartheid, etc. En réalité, une partie de ces pays étaient membres de l'OTAN et de l'OTASE, tandis que d'autres appartenaient au camp pro-soviétique ou en étaient très proches. Ils soutenaient donc l'impérialisme américain ou l'impérialisme russe, en attendant, comme la Chine, d'avoir les moyens de mettre en œuvre leur propre politique impérialiste.

**Bao Dai** (1913-1997) : dernier empereur du Vietnam entre 1926 et 1945, il est nommé à l'âge de 13 ans, sous la tutelle du colonialisme français. Il fait ses études en France et ne revient au Vietnam qu'en 1932 où il est soutenu par l'administration coloniale française contre les nationalistes. Pendant la seconde guerre mondiale il ne joue aucun rôle politique jusqu'à ce que les Japonais qui occupent le pays en 1940 l'incitent à proclamer l'indépendance en mars 1945, mais il est renversé par le Viet Minh en août 1945. Il part en Chine puis en Europe où les puissances britanniques et françaises tentent de le pousser à jouer un rôle politique contre les communistes vietnamiens. Il revient au Vietnam (du Sud) en 1949 mais doit en repartir en 1955 chassé par Ngo Dinh Diem, soutenu par les États-Unis.

**Baran, Paul A.** (1909-1964) : fils d'un menchevik, il étudie en URSS et en Allemagne, et travaille comme assistant à l'Institut de recherches sociales de l'école de Francfort. Cet économiste est le seul professeur titulaire marxiste aux États-Unis avant 1964. Pendant la guerre il travaille pour des fondations conservatrices, dans la fonction publique et pour les services secrets (OSS). A partir de 1949, il collabore à *Monthly Review*, revue tiersmondiste et philo-stalinienne qui, comme le rappelle méchamment Robert W. McChesney<sup>1</sup>, n'a jamais eu la moindre influence dans la classe ouvrière américaine. Livres : *L'économie politique de la croissance* (1967) et *Le capital monopoliste* écrit avec Sweezy (1968).

**Bose, Subhas Chandra** (1897-1945) : membre de la fraction de Nehru, président du Congrès national indien, il doit en démissionner à la suite d'un différend politique avec Gandhi, parce qu'il est sceptique sur la stratégie de la non-violence. Il crée le Bloc pour l'avenir de toute l'Inde en 1939. Pendant la seconde guerre mondiale, il s'oppose aux Britanniques, cherche le soutien de l'URSS puis finalement celui de l'Allemagne nazie. Il est l'un des fondateurs de l'Armée nationale indienne, s'allie à Hitler et soutient la création en décembre 1941 d'une

---

1

<https://web.archive.org/web/20091107230040/http://www.monthlyreview.org/mrzine/mcchesney060507.html>

«Légion indienne» (ou «Indiens libres»), dont les membres sont recrutés parmi les prisonniers d'origine indo-pakistanaise capturés par Rommel en Libye, et par des étudiants indiens indépendantistes vivant en Allemagne, et formés dans ce pays. En 1943, lorsque Bose découvre que Hitler n'a pas l'intention de soutenir l'indépendance de l'Inde, il retourne sa veste et s'allie aux Alliés contre les Japonais. Aujourd'hui, Bose est considéré comme un héros, comme en témoignent les rues, les casernes et l'aéroport qui portent son nom. Il est une icône pour le parti ultranationaliste BJP au pouvoir entre 1998 et 2004, puis depuis 2014.

**Bourguiba, Habib Benali** (1903-2000) : fils d'un petit notable (militaire, puis conseiller municipal), cet avocat et journaliste, il fonde le Néo-Destour en 1934, et acquiert une position dominante dans le mouvement nationaliste à coups de manœuvres politiques, de propagande et en employant la force contre ses concurrents. Il est arrêté en 1939, après des émeutes qu'il a encouragées, mais est relâché par le nazi Klaus Barbie en 1942 pour être ensuite reçu par Mussolini en 1943. En exil en Égypte, il est rejoint par d'autres nationalistes tunisiens qui ont été libérés par les Allemands, eux aussi désireux d'affaiblir l'impérialisme français pendant la seconde guerre mondiale. De retour à Tunis en 1949, il reprend en main le Néo-Destour, soucieux d'atteindre l'objectif de l'indépendance sans lancer une lutte armée totale contre les Français. Pour cela, il tente de faire appel à l'ONU, aux États-Unis, comme aux pays dits «non-alignés». Arrêté en 1952, il reste en prison jusqu'en 1954, et obtient finalement l'indépendance en 1956. L'État français ne veut pas affronter une guérilla dans deux pays du Maghreb à la fois, mais garde une forte présence militaire dans plusieurs villes, puis seulement à Bizerte jusqu'en... 1963 ! Président pendant trente ans, il organise un véritable culte de personnalité en sa faveur et impose un régime de parti unique avec un syndicat à sa botte. Le général Ben Ali, Premier ministre, l'écarte du pouvoir en 1987.

**Brest-Litovsk, traité de** : traité signé le 3 mars 1918 entre l'URSS, les «empires centraux» (Autriche-Hongrie, empire ottoman), la Bulgarie et l'Allemagne. À la suite de la révolution d'Octobre, Trotsky propose un armistice et une paix générale sans annexion ni indemnités qui sont rejetés par les Alliés (France, Grande-Bretagne, États-Unis) mais acceptés par les États susmentionnés. Sous la pression des troupes allemandes, l'ex-empire russe perd son contrôle sur la Pologne, les pays baltes, la Finlande et la Biélorussie, et l'Allemagne peut redéployer ses troupes sur le front occidental. Surtout la Russie perd «32 % de la production agricole, 23 % de la production industrielle, 75 % du charbon et du fer <sup>1</sup>» et doit «verser une lourde indemnité de guerre (six milliards de marks) et s'abstenir de toute propagande dans les empires centraux» (*idem*). Ce traité est resté célèbre en raison des discours de Trotsky qui appela les soldats allemands à la désertion, mais aussi à cause des polémiques violentes qu'il déclencha au sein du Parti bolchevik entre les partisans d'une guerre révolutionnaire (au départ majoritaires autour de Boukharine), ceux du «Ni paix ni guerre» (Trotsky) et les partisans d'une paix immédiate (Lénine).

**Burnham, James** : universitaire brillant, il flirte avec les idées marxistes, et même avec des groupuscules trotskistes, entre 1933 et 1940, avant de devenir le premier théoricien de la guerre froide, longtemps avant que celle-ci n'éclate. Il prône une politique très agressive vis-à-vis de l'URSS, régime qu'il considère aussi néfaste que le nazisme. Il est persuadé que l'URSS a pour projet de dominer l'Europe, l'Asie, le Proche et le Moyen-Orient (il prend au sérieux les doctrines eurasistes que défendent aujourd'hui des fascistes comme Douguine ou Soral), voire le monde si l'Amérique ne l'arrête pas. Il propose donc ses services à l'OSS qui, créée en 1942, deviendra la CIA en 1945. Son livre *The Managerial Revolution*<sup>2</sup>, bien qu'il ait été fortement influencé par (voire qu'il ait copié sur) celui de Bruno Rizzi (*La bureaucratisation du monde*,

---

<sup>1</sup> <https://www.lhistoire.fr/brest-litovsk-le-prix-de-la-paix>

<sup>2</sup> *L'Ère des organisateurs*, Calmann-Lévy, 1947 ; disponible en ligne : [https://www.pascalchour.fr/perso/divers/livres/ere\\_organisateur/ere\\_organisateur.htm](https://www.pascalchour.fr/perso/divers/livres/ere_organisateur/ere_organisateur.htm) Ro.

1939, resté totalement inconnu) devient immédiatement un best-seller quand il est publié en 1941 aux Etats-Unis. Ses livres ultérieurs inspireront les partisans d'une lutte idéologique, politique et militaire radicale contre l'URSS et son prétendu «communisme». Et on ne s'étonnera donc pas qu'il ait chaleureusement soutenu la campagne de Joseph McCarthy et la chasse aux sorcières qui s'ensuivit. De même qu'il proposa d'utiliser des armes nucléaires ou chimiques contre les guérillas vietnamiennes. *La bureaucratisation du monde* est épuisé sauf en italien (Colibri, 2002), et a été seulement partiellement rééditée en chez Champ libre

**Chu Teh, ou Zu De (1886-1976)** : il choisit la carrière militaire et sympathise d'abord avec les idées nationalistes ; il participe aux intrigues des potentats locaux (les «seigneurs de la guerre») qui surtaxent les paysans, pillent les réserves agricoles, et encouragent la culture du pavot et le trafic d'opium. Ces seigneurs de la guerre sont soutenus par l'URSS, le Royaume-Uni et le Japon afin que chacun de ces pays s'assure une zone d'influence. Il adhère au Parti communiste et, en 1927, il dirige une mutinerie dont les déserteurs iront rejoindre les troupes de Mao. Il devient le commandant l'Armée populaire de libération en 1947. Tout en restant dans l'armée (il terminera maréchal), il sera successivement vice-président du Parti communiste, vice-président de la république, président du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire et chef de l'État par intérim.

**Ciliga, Anton (1898-1992)** : membre de la fraction procommuniste du Parti social-démocrate croate, il est secrétaire du Parti communiste de Croatie de 1922 à 1925. Représentant du Parti communiste yougoslave à Vienne, il est envoyé à Moscou en 1926 à l'école du parti. En 1929, il rejoint l'opposition à Staline. Arrêté en mai 1930, il passe trois ans en prison, puis deux ans et demi en exil en Sibérie où il fait connaissance d'un membre du Groupe ouvrier de Miasnikov. Expulsé en décembre 1935, il s'installe début 1936 à Paris où il commence à rédiger *Au pays du grand mensonge* (1938), puis *Sibérie, terre de l'exil et de l'industrialisation* (1941). Il retourne en Croatie en 1941, est arrêté et condamné à mort puis libéré deux ans plus tard. Après-guerre, il travaille comme journaliste pour plusieurs magazines croates et défend des positions de plus en plus nationalistes et anticommunistes. Livres : *Dix ans au pays du mensonge déconcertant*, Champ Libre, 1977 ; *Lénine et la révolution*, Spartacus, 1978 ; *Crise d'État dans la Yougoslavie de Tito*, Denoël, 2001 ; *L'insurrection de Cronstadt et la destinée de la révolution russe*, Allia, 2015 ; *Après la Russie : 1936-1990*, Digitale, 2000.

**Comecon (Conseil d'assistance économique mutuelle)** : organisation créée par les États-Unis, en réponse au Plan Marshall en 1947 et qui disparut avec la chute de l'URSS en 1991. En fait d'«assistance», il s'agissait surtout d'une arme de domination de la Russie soviétique sur les capitalismes d'État des démocraties populaires, voire de Cuba, grâce à l'acceptation d'une division internationale du travail favorable à l'URSS (choix des spécialisations industrielles et exploitation des matières premières) et à l'acceptation d'une monnaie intitulée le «rouble transférable».

**Comintern (Troisième Internationale ou Komintern)** : fondée en 1919, en principe pour organiser la révolution mondiale, elle regroupe surtout des scissions de la social-démocratie dans les pays occidentaux (dans le tiers monde les partis sont le plus souvent créés par des militants issus des mouvements nationalistes) et est étroitement contrôlée par le Parti communiste russe et l'État soviétique. Elle finit par se transformer en un organisme d'espionnage industriel et politique, un lobby pour la défense des intérêts géopolitiques soviétiques et un outil qui facilite les relations économiques avec les pays capitalistes occidentaux. Le Comintern sera dissous en 1943.

**Conférence de Paris** : conférence préparatoire au traité de Versailles, qui se tint entre janvier et août 1919 et entérina la disparition des empires allemand, austro-hongrois et ottoman. Elle donna naissance à trois nouveaux États : la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. De plus, le Proche-Orient (contrôlé auparavant par les Turcs) fut divisé entre les puissances européennes qui y obtinrent des «protectorats».

**Congrès, parti du (ou Indian National Congress)** : créé en 1885 par un groupe de notables appartenant à l'élite indienne, ce mouvement se transforme en parti politique qui prônera successivement l'autonomie puis l'indépendance à partir de 1929. Cette organisation nationaliste n'arrivera jamais à obtenir le soutien des musulmans qui s'organiseront indépendamment, ce qui aura de graves conséquences. A partir de 1969, le Congrès connaîtra plusieurs scissions.

**Deng Xiaoping** (1904-1997) : né dans une famille de fermiers, il étudie et travaille en usine en France où il découvre le marxisme. Membre du PC chinois dès 1923, il part étudier à Moscou pendant un an, puis revient en Chine en 1926. Il grimpe dans l'appareil du parti, choisit de soutenir la faction dirigée par Mao et participe à la Longue Marche à partir de 1934. Il occupe des fonctions dirigeantes après 1949 : vice-Premier ministre, secrétaire général du Comité central, membre du Bureau politique, etc. Victime par deux fois de la Révolution culturelle et dépouillé de toutes ses fonctions, il revient au gouvernement en 1977 introduit des réformes importantes en Chine entre 1978 et 1992, ce qu'il appelle les «Quatre modernisations» (industrie et commerce, éducation, organisation militaire et agriculture). Les communes populaires sont démantelées ; les paysans ont l'autorisation de vendre leurs produits sur les marchés ; l'État développe ses rapports économiques avec les pays occidentaux et impose la politique de l'enfant unique. En avril 1989, face à la montée des critiques, il choisit d'envoyer l'armée contre les manifestants de la place Tien'anmen. Cette même année, il abandonne le pouvoir, du moins officiellement, tout en continuant à piloter les réformes en coulisses.

**Dunayevskaia, Raya** (1910-1987) : originaire d'Ukraine, elle milite d'abord au sein des Jeunesses communistes aux États-Unis, travaille comme secrétaire dans un journal d'ouvriers syndicalistes afro-américains et participe à de nombreuses luttes contre le racisme. Devenue trotskyste, elle s'oppose à Trotsky au moment du pacte germano-soviétique, et constitue une tendance au sein du Workers Party de Max Schachtman, avec C.L.R. James et Grace Lee, deux militants qui exerceront une influence durable sur l'extrême gauche non stalinienne aux États-Unis. Elle crée le journal *News and Letters* en 1955, mais son groupe restera minuscule. Ses partisans seront toujours attentifs à défendre l'autonomie des mouvements de la jeunesse contre la guerre du Vietnam, des mouvements féministes, des luttes des Afro-Américains, mais aussi des luttes ouvrières, qu'il s'agisse des mineurs ou des travailleurs de l'automobile à Détroit. Ouvrage en français : *Marxisme et liberté*, Champ Libre, 1971. En anglais : <https://www.marxists.org/archive/dunayevskaya/index-chronological.html>.

**Elijah Muhammad** (1897-1975) : fils d'un prédicateur baptiste, il fut pendant des années le principal dirigeant de la Nation de l'Islam. Cette organisation avait été fondée en 1930 par un certain Wallace Fahr Muhammad, qui disparut mystérieusement en 1934. Après la mort d'Elijah Muhammad, en 1975, son fils prit la direction de l'organisation, mais des divergences très importantes apparurent. La NOI (Nation of Islam) actuelle, même si elle porte le même nom, est une tendance dissidente menée par Louis Farrakhan mais qui a prospéré.

**État Élargi et État Restreint** : *«L'État Élargi inclut la totalité des mécanismes responsables de l'extraction de la plus-value, c'est-à-dire les processus qui assurent aux capitalistes la reproduction de l'exploitation, y compris, tous ceux qui, dans le monde de la production et de l'usine, garantissent la subordination hiérarchique et structurelle du Travail au Capital. L'État Restreint est celui des pouvoirs classiquement définis (civil, militaire, judiciaire) et des appareils répressifs traditionnels. Et c'est parce que l'État restreint est limité que João Bernardo utilise la notion plus vaste d'État Élargi pour rendre compte de la*



*domination capitaliste aujourd'hui. Bien sûr, quand on considère l'État de façon globale, il faut prendre en compte l'intégralité de la superstructure politique résultant de l'articulation entre État Élargi et État Restreint. Comme dans le monde capitaliste actuel, l'État Élargi se superpose à l'État Restreint, il englobe également le pouvoir dans les entreprises, tout comme les capitalistes qui se convertissent en législateurs, dirigeants de la police, juges, etc. En résumé, ils constituent un quatrième pouvoir absolu et concentré, que les théoriciens des trois pouvoirs classiques dans le système constitutionnel ont systématiquement oublié, ou ont peut-être préféré omettre<sup>1</sup>.»*

**Farouk, roi** (1920-1965) : il succède à son père en avril 1936, à l'âge de 15 ans, et sera renversé en juillet 1952 par un coup d'État militaire qui donnera le pouvoir au colonel Nasser. Il a laissé l'image d'un monarque «pieux» et fêtard, opportuniste sur le plan politique et dont le régime était particulièrement corrompu.

**Gauchisme** : dans les années 1920, ce terme désigne les partisans des gauches communistes allemande (Korsch, Mattick), néerlandaise (Pannekoek) et italienne (Bordiga) au sein de l'Internationale communiste, puis à l'extérieur quand elles en sont exclues. Dans les années 1960 et suivantes, ce terme en est venu à désigner les groupuscules trotskistes ou maoïstes dont les positions politiques n'avaient (et non) rien à voir avec les gauchistes des années 1920.

**Hatta, Mohammad** (1902-1980) : issu d'une famille musulmane pieuse et riche, il fait des études de commerce et d'économie aux Pays-Bas. Intéressé à la politique dès son adolescence, il milite dans une organisation indépendantiste aux Pays-Bas (ce qui lui vaut de passer quelques mois en prison) et rencontre en Europe de futurs chefs d'État comme l'Indien Nehru et le Sénégalais Senghor. Il retourne en Indonésie en 1932 et continue ses activités politiques, ce qui lui vaut d'être arrêté et exilé par le gouvernement colonial néerlandais dans plusieurs îles, en résidence surveillée. Lorsque les Japonais occupent l'Indonésie, ils demandent à Hatta de travailler pour eux, ce qu'il accepte ainsi que Sukarno. Ils présentent le Japon comme un empire protecteur, la «lumière de l'Asie». Hatta et Sukarno sont tellement englués dans leurs manœuvres avec les Japonais qu'ils sont kidnappés par des jeunes nationalistes indonésiens qui veulent les obliger à déclarer l'indépendance, enfin proclamée le 17 août 1945. De retour en Indonésie, les soldats néerlandais essaient de maintenir la domination coloniale pendant encore quatre ans, jusqu'en 1949. Hatta est vice-président puis se retire de la vie politique en 1956, en désaccord avec Suharto.

**Hayek, Friedrich** (1899-1992) : docteur en droit et en sciences politiques, cet économiste britannique d'origine autrichienne est connu pour ses travaux sur les crises économiques et les politiques monétaires, ainsi que ses critiques de l'État-providence keynésien. Durant la guerre froide, et même après, il fut très apprécié par les politiciens de droite (Thatcher, Reagan, etc.), pour ses positions résolument libérales (il était hostile à l'intervention de l'État dans l'économie et considérait que le libre marché devait, comme la société, se réguler spontanément, sans qu'on leur impose de normes) ; sa critique des totalitarismes nazi-fascistes et «communistes» ; et ses déclarations pour le moins ambiguës face à l'Afrique du Sud durant l'apartheid et à la dictature de Pinochet.

**Hilferding, Rudolf** (1877-1941) : médecin autrichien, qui se fit connaître comme économiste ; très actif dans la social-démocratie allemande, député du Reichstag de 1924 à 1933, ministre des Finances en 1923 et 1928 sous la République de Weimar ; arrêté par la police française en février 1941 il fut assassiné par la Gestapo dans la prison de la Santé. Ouvrage le plus connu : *Le Capital financier*, Éditions de Minuit, [1910] 1970. En ligne : [https://www.marxists.org/francais/hilferding/1910/lcp/hilf\\_lcp.pdf](https://www.marxists.org/francais/hilferding/1910/lcp/hilf_lcp.pdf).

---

<sup>1</sup> Ricardo Antunes, préface à la deuxième édition d'*Economia dos conflitos sociais* de João Bernardo, 2009.

**Ho Chi Minh (Nguyen Tat Thanh dit)**, 1890-1969 : fils de lettré, il milite très tôt dans le mouvement nationaliste local, travaille comme instituteur puis émigre en France en 1911 où il bosse sur des bateaux, dans des hôtels, des ateliers de photographie, etc., tout en se liant aux milieux nationalistes vietnamiens et étrangers. Il adhère à la SFIO puis au PC en 1920. De 1923 à 1941, il vit dans différents pays d'Asie où il milite comme représentant de la Troisième Internationale pour l'Asie du Sud-Est ; il fonde le Parti communiste vietnamien en 1930 et le Vietminh en 1941. Il devient président du gouvernement de République démocratique du Vietnam en 1945 et mènera la lutte contre le colonialisme français puis contre l'impérialisme américain jusqu'à sa mort. Il est l'objet d'un véritable culte de la personnalité au Viêt Nam aujourd'hui<sup>1</sup>.

**Hoover, Herbert Clark** (1874-1964) : fils d'un maréchal-ferrant, il devient ingénieur des mines et fait fortune dans l'industrie minière avant d'être nommé secrétaire au Commerce en 1920. Candidat du Parti républicain, il est élu président des États-Unis, à une période particulièrement critique, entre 1929 et 1933, pendant laquelle le nombre de chômeurs explose, les entreprises baissent les salaires, les agriculteurs sont ruinés. Battu aux élections suivantes, il s'opposa à l'entrée en guerre des États-Unis, et fit partie ensuite de diverses commissions gouvernementales.

**James, C.L.R.** (1940-1989) ; fils d'instituteur, cet intellectuel et militant politique antillais milita à Trinidad, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Sa pensée, qui a évolué du matérialisme dialectique au panafricanisme en passant par le léninisme et le trotskisme, est mise à toutes les sauces, y compris à la sauce identitaire. Ouvrages : *Les Jacobins noirs. Toussaint Louverture et la Révolution de Saint-Domingue* (Gallimard, 1949 ; Amsterdam, 2008) ; *Sur la question noire aux États-Unis*, Syllepse, 2012 ; *Marins, renégats et autres parias : L'histoire d'Herman Melville et le monde dans lequel nous vivons*, Ypsilon, 2016 ; *Histoire des révoltes panafricaines*, Amsterdam, 2018.

**Jdanov, Andreï Aleksandrovitch** (1896-1948) : membre du Bureau politique en 1939, il est surtout connu pour son plaidoyer en faveur du «réalisme socialiste», déjà bien entré dans les mœurs «communistes» avant lui mais qu'il poussa à son paroxysme dans le domaine des arts et de la culture, avec l'approbation enthousiaste de tous les partis communistes. Il fut aussi l'un des organisateurs du Kominform (qui coordonnait les PC en Europe) et l'un des idéologues de la guerre froide.

**Kalecki, Michael** (1899-1970) : économiste considéré comme un keynésien de gauche atypique dans la mesure où il admettait que capitalistes et travailleurs avaient des intérêts de classe opposés... sauf dans le régime capitaliste d'État polonais qu'il conseillait ! Pour le reste, ses analyses économiques étaient fondées sur des concepts classiques chez les économistes.

**Kemal Atatürk, Mustafa** (1881-1938) : tout en menant des études militaires, il s'intéresse aux questions politiques, et crée une association secrète (Patrie et liberté) au sein de l'armée pour combattre le sultan. Il s'illustre sur plusieurs champs de bataille à partir de 1911 et accède au grade de général. Refusant la capitulation et le démembrement de l'empire ottoman en 1918, il organise la résistance contre le sultan qui est soutenu par les Britanniques. Une guerre civile s'engage, accompagnée d'une guerre d'indépendance contre les puissances occupantes – Angleterre, France, Italie, Grèce – et de nettoyages ethniques<sup>2</sup> contre les populations anatoliennes non turques ou non musulmanes, notamment les Grecs pontiques, les Syriques et, plus tard, les Kurdes. Atatürk est soutenu militairement par les Soviétiques et réussit à

---

<sup>1</sup> Pour plus de détails cf. <https://maitron.fr/spip.php?article123912>.

<sup>2</sup> Le génocide arménien eut lieu en plusieurs étapes : de 1894 à 1898 (à l'époque Atatürk n'avait que 13 ans) sous la direction du sultan Abdul Hamid ; sous l'impulsion des Jeunes Turcs en 1909, puis surtout en 1915-1916, époque où 1,5 million d'Arméniens furent exterminés ; en septembre-décembre 1920 quand Atatürk attaqua la République d'Arménie ; et en 1922, à Smyrne, où les Arméniens furent massacrés en même temps que les Grecs.

vaincre les armées alliées et à récupérer la région d'Izmir, la Thrace orientale et trois îles de la mer Égée. D'énormes transferts de population ont lieu, bouleversant la vie de 1 500 000 Grecs et de 500 000 Turcs. Il renverse le sultan Mehmed VI en 1922 pour proclamer la République et devenir son premier président (1923-1938). Une fois au pouvoir, il impose une séparation officielle entre l'islam et l'État, tout en contrôlant très étroitement le culte musulman ; il accorde le droit de vote aux femmes, interdit la polygamie, introduit la mixité à l'école et fait adopter l'alphabet latin ; très hostile aux minorités nationales, il veut créer un État qui homogénéisera la culture et les mœurs de tous ses habitants, en donnant la priorité aux musulmans d'origine turque. Il interdit les syndicats et les partis d'opposition. Il construit des routes, des voies ferrées, des ponts, des centrales électriques et modernise l'agriculture, ce qui contribuera à construire son image de fondateur de la nation.

**Kita Ikki** (1883-1937) : journaliste, conférencier, initialement socialiste, il se détourne rapidement du socialisme et essaie de bricoler une idéologie combinant un nationalisme japonais non ethnique (le Japon faisait partie, pour lui, du prolétariat international), le soutien à l'empereur et à l'armée, le pansasiatisme, le bouddhisme, le confucianisme, l'expansionnisme territorial et une dose de «justice sociale» (réforme agraire modérée plus quelques nationalisations), ce qui en fait l'un des idéologues de l'extrême droite qu'il rejoint en 1920. Il est arrêté en 1936 puis exécuté l'année suivante pour avoir participé à une tentative de coup d'État militaire.

**Kun, Béla** (1866-1938) : fait prisonnier par les Russes en 1916, il rejoint les bolcheviks. Envoyé en Hongrie, il fonde le Parti des communistes de Hongrie en 1918, et participe à l'éphémère République des conseils de Hongrie (mars-août 1919). Revenu en Russie, il combat durant la guerre civile et devient un dirigeant important de la Troisième Internationale, assumant un rôle dirigeant dans l'échec de «l'action de mars», tentative de soulèvement dirigée par le KPD en 1921. Arrêté en 1937 lors des grandes purges staliniennes, il est exécuté l'année suivante.

**Kuomintang** ou Guomindang : fondé en 1900 sous le nom d'Association pour la régénération de la Chine par Sun Yat Sen, il deviendra la Ligue de l'union des révolutionnaires puis le Guomindang en 1911. Au départ, il ne rassemble que des intellectuels autour d'un journal, mais s'étoffe et arrive au pouvoir à deux reprises en 1911 puis en 1923, année où il s'allie avec les communistes chinois pour ensuite les massacrer en 1927. Depuis 1949, ce parti n'existe que dans l'île de Formose.

**Labriola, Arturo** (1873-1959) : fils d'un petit artisan, il s'intéresse aux idées républicaines dès l'adolescence et est révolté par la misère qui règne à Naples. Combinant études de droit, militantisme et séjours en prison, il adhère au Parti socialiste. Il découvre les idées de Georges Sorel lors d'un bref exil politique en Suisse et en France, après avoir été condamné à 5 ans de taule pour avoir organisé des émeutes antigouvernementales dans sa ville natale. De retour en Italie, en 1900, il devient le principal défenseur des idées syndicalistes révolutionnaires au sein du Parti<sup>1</sup> et s'oppose à sa direction «ministérielle» tout en se montrant particulièrement indulgent face aux entreprises coloniales de son pays, attitude qu'il conservera toute sa vie. Vers 1907, il adopte des positions politiques plus modérées, et soutient l'intervention de l'Italie en Libye en 1911. Élu au parlement comme socialiste indépendant, il soutient la participation de son pays à la première guerre mondiale dès 1915, tout en s'enthousiasmant pour la révolution d'Octobre. Il devient ministre du Travail et de la Sécurité de Giolitti durant la grande vague d'occupation des usines en 1920. Au départ plutôt bienveillant par rapport au fascisme, il se décide à le combattre en 1923, et est élu député d'un parti socialiste dissident, le Partito socialista unitario. Persécuté par le régime, il s'exile en 1927, en France puis en Belgique, et

---

<sup>1</sup> Cf. l'excellent article de Willy Gianinazzi sur les spécificités italiennes du syndicalisme révolutionnaire avant 1914 <https://www.cairn.info/revue-mil-neuf-cent-2006-1-page-95.htm>.

défend une ligne antifasciste jusqu'en 1935, année de son retour en Italie. Mussolini lui trouve un emploi et Labriola écrit dans la presse fasciste. A la Libération, il réussit à se faire élire député, puis sénateur «de droit» en raison de ses mandats parlementaires précédents. Il défend une ligne anti-atlantiste ce qui lui permet de gagner le soutien du Parti communiste italien qui le place sur sa liste lors des élections locales en 1956<sup>1</sup>. Le parcours d'un parfait rouge-brun !

**Labriola, Antonio (1843-1904)** : fils d'un professeur de lycée, il est successivement bibliothécaire, employé à la préfecture de police, journaliste puis enseignant dans le secondaire et enfin à l'université. Passionné par la philosophie et militant d'abord à droite, il ne devient socialiste qu'en 1890. Il prend alors contact avec Engels et se fixe pour objectif de faire connaître les idées marxistes en Italie, sans pour autant adhérer au Parti socialiste. Il soutient les interventions coloniales de l'Italie en Libye et en Éthiopie... tout en se prononçant pour l'indépendance de la Pologne<sup>2</sup> ! Ouvrages : *Essai sur la conception matérialiste de l'histoire* (1896) et *Socialisme et philosophie* (1897) qui rassemble des lettres fictives à Georges Sorel.

**Lange, Oskar (1904-1965)** : économiste et enseignant, au Royaume-Uni et aux États-Unis, il devient diplomate au service de la Pologne après 1945 et contribue à la mise en place de la planification dans cette «démocratie populaire». Partisan d'un «socialisme de marché», il cherche à mélanger les théories économiques classiques au «marxisme» stalinien.

**Laurel y Garcia, José Paciano (1891-1959)** : docteur en droit, secrétaire du ministre philippin de l'Intérieur, cet indépendantiste s'oppose à l'administration américaine dans son pays. Élu sénateur en 1925, il est nommé juge à la Cour suprême en 1936. Lors de l'invasion japonaise, en 1941, il est choisi par les occupants pour diriger le gouvernement provisoire du pays et devient président de la République en 1943. A ce titre, il participe à la conférence des États de la Sphère de coprosérité de la Grande Asie orientale. Arrêté par les troupes alliées lorsque celles-ci débarquent aux Philippines, il est libéré en 1948 après l'indépendance.

**Liberia** : petit État créé à la suite du retour en Afrique organisé par des sociétés américaines d'esclaves libérés, et reconnu par la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis. Les Afro-Américains (35 000 en 1848) asservirent et exploitèrent les populations africaines locales qui vivaient de l'agriculture et de la pêche pour les faire travailler dans des énormes plantations d'hévéas ou des mines détenues par des capitaux américains.

**Li Ta-chao ou Li Dazhao (1897-1920)** : d'origine paysanne, il réussit à faire des études de droit et de politique en Chine puis au Japon. Journaliste et rédacteur en chef de différents journaux, il défend des idées nationalistes et critique les traditions féodales. Directeur de la bibliothèque de l'université de Pékin, il enseigne ensuite la politique, l'histoire et l'économie. Il influence les étudiants qui lancent le «mouvement du 4 mai» 1919 et est l'un des fondateurs du Parti communiste chinois en 1921. Il contribua à l'alliance entre le PCC et le Kuomintang de Sun Yat-sen.

**Locarno, conférence de** : cette réunion donna lieu à des accords territoriaux entre l'Italie, la France, la Belgique, le Royaume-Uni et l'Allemagne en 1925. Ils permirent à l'Allemagne d'entrer dans la Société des Nations (ancêtre de l'ONU) à condition qu'elle accepte que la zone du Rhin reste démilitarisée, et que les frontières de la Pologne et de la Tchécoslovaquie ne soient pas remises en cause.

**Macédoine** : après les guerres balkaniques de 1912-1913 et la fin de la domination ottomane sur cette région, elle est partagée entre la Grèce, la Bulgarie et la Serbie mais continue à faire l'objet de contestations territoriales jusqu'à aujourd'hui.

**Malcolm X (1925-1965)** : né dans une famille modeste de militants de l'UNIA, le mouvement de Marcus Garvey, il abandonne ses études à 14 ans, et fait toutes sortes de petits boulots, tout en se lançant dans le trafic de drogue, le racket, le vol et le proxénétisme. Il est

---

<sup>1</sup> Cf. [https://www.treccani.it/enciclopedia/arturo-labriola\\_\(Dizionario-Biografico\)/](https://www.treccani.it/enciclopedia/arturo-labriola_(Dizionario-Biografico)/)

<sup>2</sup> Cf. [https://www.treccani.it/enciclopedia/antonio-labriola\\_\(Dizionario-Biografico\)/](https://www.treccani.it/enciclopedia/antonio-labriola_(Dizionario-Biografico)/)

condamné à dix ans de prison pour différents cambriolages en 1946 mais se politise en taule, et prend contact avec la Nation de l'Islam (NOI) avant d'être libéré sur parole en 1952. Il devient rapidement un dirigeant charismatique et médiatique de cette organisation raciste, antisémite et pro-capitaliste, avant de rompre avec ce groupe en mars 1964 et d'être assassiné par des militants de la NOI, l'année suivante. En dehors du mythe selon lequel il serait devenu marxiste à la fin de sa vie, ses thuriféraires mettent surtout l'accent sur l'évolution de sa conception de plus en plus ouverte de l'islam, en rupture avec les conceptions sectaires et racistes de la NOI ; son rôle dans l'éclosion du «nationalisme culturel» des Afro-Américains et de la fierté de leur «négritude» (*blackness*) et le fait que ses positions aient été en phase avec le tiers-mondisme.

Malcolm X a considérablement influencé les Panthères noires. Même s'il était en pleine évolution politique au moment de son assassinat, il restait plus ou moins fidèle à l'idée d'un séparatisme des Afro-Américains qui caractérisa les «nationalistes culturels», de Marcus Garvey à la Nation de l'Islam (NOI) de Farrakhan. Pour Malcolm X, l'intégration au niveau de l'École et du logement souhaitée par le mouvement des droits civiques était impossible et le racisme des Euro-Américains aboutirait de fait à créer ou à agrandir les «communities» (les quartiers ethniques, voire les zones géographiques) où les Afro-Américains étaient majoritaires, ce qui justifierait d'autant plus «*le contrôle de l'économie et de la politique de leur communauté*».

En France, comme dans le reste du monde, la gauche dissimule soigneusement l'antisémitisme délirant de Malcolm X, comme en témoigne son interview à *Playboy*<sup>1</sup> en 1963.

**Mandchoukouo** : État fantoche mis en place et contrôlé par le Japon, au nord-est de la Chine, entre 1932 et 1945. Cette région était déjà sous influence japonaise depuis la guerre avec la Russie, en 1904-1905, mais elle prit le nom de «Grand État mandchou de Chine» puis de «Grand Empire mandchou» quand les troupes de l'Empire du Soleil levant l'envahirent et y envoyèrent près d'un million de colons japonais, notamment pour y développer l'agriculture. Des millions d'ouvriers chinois furent obligés de travailler dans des mines et des usines dont la production était envoyée au Japon, ou servait à son effort de guerre. Cette région fut également le lieu d'expériences «médicales» sur des milliers de prisonniers, en majorité civils mais les criminels de guerre japonais ne furent pas inquiétés à la fin de la guerre, en raison d'un accord avec les très démocratiques États-Unis.

**McCarthy, Joseph** (1908-1957) : né dans une famille de fermiers, avocat, juge, puis sénateur. De 1950 à 1954, il devient célèbre quand il se met à accuser des employés du gouvernement fédéral d'être membres du Parti communiste américain et les exhorte à dénoncer d'autres membres ou sympathisants du PCA. Des listes noires sont officiellement constituées dans le secteur public comme le secteur privé contre les «communistes» et des milliers de gens perdent leur emploi à la suite de simples dénonciations – mensongères ou fondées.

**Munis, Grandizo y Martinez, Manuel Fernandez dit** (1912-1989) : membre actif des premiers groupes trotskistes en Espagne, il est emprisonné en 1934 puis part au Mexique. Revenu en 1936, il fonde la minuscule Section bolchevik-léniniste d'Espagne, puis la *Voz leninista*, qui se montre très critique par rapport au Front populaire. Emprisonné par les stalinien en 1938, condamné à mort, il s'évade et passe en France puis au Mexique. S'éloignant de plus en plus des positions trotskistes face à la seconde guerre mondiale et à la nature de l'URSS, il rompt avec la Quatrième Internationale en 1948. Il participe en France à la création de l'Union ouvrière internationale et fonde en Espagne le Grupo comunista internacionalista. Arrêté en Espagne, il reste en prison jusqu'en 1958, puis crée le FOR en France. Ouvrages : *Pour un second manifeste communiste* (Losfeld, 1965) ; *Les syndicats contre la révolution* (Losfeld, 1968) ; *Parti État, stalinisme et révolution* (Spartacus, 1975) ; *Leçons d'une défaite*,

---

<sup>1</sup> <https://www.unix-ag.uni-kl.de/~moritz/Archive/malcolmx/malcolmx.playboy.pdf>

*promesse de victoire* (Éditions Science marxiste, 2007) ; *Œuvres choisies, 1936-1948* (Éditions Ni patrie ni frontières, 2012).

**Mythes** : dans *Réflexions sur la violence* (1908) Georges Sorel écrit : «[...] les hommes qui participent aux grands mouvements sociaux, se représentent leur action prochaine sous forme d'images de batailles assurant le triomphe de leur cause. Je proposais de nommer mythes ces constructions dont la connaissance offre tant d'importance pour l'historien : la grève générale des syndicalistes et la révolution catastrophique de Marx sont des mythes. J'ai donné comme exemples remarquables de mythes ceux qui furent construits par le christianisme primitif, par la Réforme, par la Révolution, par les mazziniens ; [...] il faut prendre [les mythes] en bloc comme des forces historiques [...] ; ils permettent de comprendre l'activité, les sentiments et les idées des masses populaires se préparant à entrer dans une lutte décisive [...]. On peut indéfiniment parler de révoltes sans provoquer jamais aucun mouvement révolutionnaire, tant qu'il n'y a pas de mythes acceptés par les masses [...]. Un mythe ne saurait être réfuté puisqu'il est, au fond, identique aux convictions d'un groupe, qu'il est l'expression de ces convictions en langage de mouvement [...]».

**Nehru, Jawaharlal** (1889-1964) : fils d'un politicien important, il peut faire ses études supérieures en Angleterre. Avocat, il s'implique dans la lutte pour l'indépendance, devient un dirigeant du Parti du Congrès, et passe plusieurs années en prison. Premier ministre en 1947 et partisan du non-alignement, il choisit en réalité de s'allier avec l'URSS, qui lui apporte en échange son soutien financier, du moins pendant une quinzaine d'années, avant qu'il se tourne vers les États-Unis.

**Néo-Destour** : scission du Destour (ou Parti libéral constitutionnel, regroupement de notables, fondé en 1920), parti nationaliste créé en 1934. Après l'indépendance, en mars 1956, il obtient tous les sièges aux élections parlementaires. A son initiative, la Tunisie devient une République et l'organisation prend le nom de Parti socialiste destourien en 1964.

**New Deal** : politique extrêmement personnalisée mise en place par le président F.D. Roosevelt entre 1934 et 1938<sup>1</sup> : grands travaux, aides aux chômeurs, développement d'assurances chômage et de pensions de retraite, etc. Présenté comme les prémices de l'État providence, le New Deal fut largement mythifié par le Parti démocrate mais aussi par les syndicats et la gauche, alors que c'est l'économie de guerre, après 1939, qui permit aux États-Unis de récupérer de la crise de 1929.

**Nkrumah, Kwame** (1909-1972) : d'origine modeste, il réussit à faire des études supérieures à Accra, au Ghana, il obtient une licence en économie et sociologie aux États-Unis, ainsi qu'un mastère de philosophie, dans le cadre d'études de théologie. Panafricaniste, influencé par Marcus Garvey et par W.E.B. Du Bois, il retourne en Côte-de-l'Or en 1947 pour militer dans le parti indépendantiste (UGCC) qu'il essaie de transformer en parti de masse, puis il crée le Convention People's Party deux ans plus tard, qui prône le boycott et la désobéissance civile. Emprisonné après des manifestations, il est pourtant élu député et libéré pour former un gouvernement en 1951. Le CPP étant majoritaire aux élections de 1956, le pays devient indépendant en 1957. Partisan des États-Unis d'Afrique il soutient l'organisation de plusieurs conférences en Afrique ainsi que la création de l'OUA. Le CPP devient «marxiste» en 1961 ; il met en place une économie planifiée et un régime de plus en plus autoritaire : culte de la personnalité, censure, arrestations des opposants, développement d'une idéologie «communaliste» censée éviter la lutte des classes, etc. Le Nkrumahisme (ou *consciencisme*) fut inventé en 1964 par Kwame Nkrumah, Premier ministre du Ghana indépendant de 1957 à 1960 et président (qui se fit désigner «à vie») de 1960 à... 1966, date à laquelle son régime de parti unique fut renversé par un coup d'État. Selon cette théorie, une

---

<sup>1</sup> Cf. l'article de Paul Mattick, <https://bataillesocialiste.wordpress.com/2009/10/01/quy-a-t-il-derriere-le-new-deal-mattick-1934/>

forte politique d'investissements publics devait servir à réduire la dépendance économique vis-à-vis de l'étranger. En réalité, cela eut des conséquences catastrophiques : augmentation du chômage, accroissement de la corruption, faillite du secteur agricole, envolée du coût de la vie et développement exponentiel du marché noir.

**Pacte anti-Comintern** : pacte signé par l'Allemagne et le Japon en novembre 1936, rejoints plus tard par l'Italie, la Hongrie, l'Espagne et la Finlande. Ses effets négatifs pour l'URSS furent momentanément annulés entre 1939 et 1941 à cause du Pacte germano-soviétique mais ce traité fut renouvelé pour 5 ans en 1941.

**Pacte germano-soviétique** : signé par l'Allemagne nazie et l'Union soviétique en août 1939, ce pacte de «non-agression» met en place un partage d'influence entre les deux États en Europe et durera jusqu'à l'invasion de l'URSS en juin 1941. Encore aujourd'hui, des militants et intellectuels de gauche «antifascistes» justifient cette alliance et dissimulent ses conséquences<sup>1</sup> : invasion et partage de la Pologne ; invasion des pays baltes, de la Roumanie et de la Finlande ; livraison de militants communistes allemands aux nazis ; très grave mise en danger des populations juives obligées de fuir quand elles en eurent le temps ; arrêt de la propagande antinazie des PC pendant deux ans, voire embellissement de la politique du Troisième Reich, etc. Pour ce qui concerne les Juifs polonais, environ 150 000 réussirent à passer en URSS. Environ 10 000 purent s'installer sans problèmes... à condition d'aller travailler dans les mines, notamment du Donbass en Ukraine. Environ 8 000, surtout des militants sionistes et bundistes (socialistes de gauche) furent arrêtés pour des raisons politiques et internés dans des camps de rééducation ; environ 65 000 se virent proposer la nationalité soviétique et 65 000 autres «qui avaient refusé la citoyenneté soviétique, furent envoyés dans le second Goulag, celui des "peuplements spéciaux" [...]. Les réfugiés juifs rejoignirent au Kazakhstan, en Sibérie et au Nord de la Russie la cohorte des peuples déportés qui comprenait déjà des Coréens, des Finnois, des Polonais, des Lettons<sup>2</sup>».

**Parti communiste indonésien** : créé en 1920 sous le nom d'Association communiste des Indes, ce parti provient pour l'essentiel d'une scission de gauche d'une association musulmane de masse, le Sarekat Islam en contact étroit avec des socialistes de gauche néerlandais depuis 1914 dont Sneevliet. Il prend le nom de Parti communiste indonésien en 1923 et, en 1926, le PKI lance une première insurrection qui échoue. Il lui faudra attendre presque vingt ans pour se reformer officiellement en 1945. Il est de nouveau décimé par l'armée après une tentative d'insurrection en 1948 mais se reconstitue jusqu'à organiser «2 millions de membres fin 1962, auxquels il faut ajouter 3,3 millions de membres du syndicat ouvrier qui lui est affilié, 5,7 millions de membres de son organisation paysanne, 1,5 million de membres pour chacune de ses organisations des femmes et de jeunesse et cent mille membres de son organisation d'intellectuels<sup>3</sup>». En 1964, le PKI lance une campagne d'occupation des terres dont les propriétaires sont à la fois musulmans et membres d'un parti anticommuniste, la NU (Nadhlatul Ulama), qui a une puissante milice de villageois, l'Ansor. Soutenue par l'armée et le général Soeharto, cette milice déclenche un troisième bain de sang qui fera entre 500 000 et un million de morts en 1965.

**Pathet Lao** (ou «État lao») : mouvement indépendantiste nationaliste créé en 1945 et qui, en 1950, avec le soutien des staliniens vietnamiens, commence à mener des opérations de guérilla au Laos contre les Français et les troupes royalistes. Noyauté par les staliniens, le mouvement se présente aux élections sous l'étiquette du Front patriotique lao. Toutes les

---

<sup>1</sup> Cf. cet article particulièrement crapuleux de l'historien Gabriel Gorodetsky sur «Les dessous du pacte germano-soviétique» dans *Le Monde diplomatique* de juillet 1997. Sous prétexte de contester la version d'historiens anticommunistes, il ne dit pas un mot des conséquences du pacte !

<sup>2</sup> RUCKER Laurent, «L'Union soviétique a-t-elle sauvé des Juifs ?», *Les Cahiers de la Shoah*, 2002/1 (n° 6), <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-la-shoah-2002-1-page-59.htm>

<sup>3</sup> <https://asialyst.com/fr/2017/12/22/indonesie-histoire-fantomes-du-parti-communiste-indonesien/>

tentatives d'union nationale échouent, d'autant que les soldats du Sud-Vietnam, du Nord-Vietnam et des États-Unis s'en mêlent. Le Pathet Lao prend finalement le pouvoir en août 1975, abolit la monarchie et instaure la dictature qui sévit toujours en 2023 sous le nom de République démocratique populaire du Laos.

**Perón, Juan Domingo** (1895-1964) : fils d'un magistrat, il s'engage dans une carrière militaire et devient professeur à l'École supérieure de guerre en 1930. La même année, il participe à la préparation du coup d'État qui amènera au pouvoir le général Uriburu, puis à un second coup d'État en 1943, qui marque le commencement de sa carrière politique. Il prône une alliance entre la dictature et les syndicats au sein du Département national du travail qu'il dirige et fait adopter un certain nombre de lois sociales qui contribuent à sa popularité. Nommé ministre de la Guerre en 1944, il cumule les fonctions de vice-président et de secrétaire au Travail. Arrêté en octobre 1945, Perón est libéré à la suite de manifestations ouvrières de masse quelques jours plus tard et crée un nouveau parti politique pour les élections présidentielles de 1946 qu'il remporte. Sous sa première présidence, il crée le Parti justicialiste, et continue à promouvoir des réformes sociales ; il nationalise le commerce extérieur et les chemins de fer, décide de développer l'industrie lourde, la sidérurgie et la production d'électricité, investit massivement dans l'éducation, du primaire au supérieur, etc. Il ferme de nombreux journaux, réprime ses opposants politiques allant jusqu'à les faire assassiner, transforme les radios et de nombreux journaux en organismes de propagande. Un coup d'État militaire renverse Péron en 1955 mais le péronisme, avec ses différentes tendances de «gauche» et de droite, continue à jouer un rôle déterminant dans la politique argentine. Il revient en Argentine en 1973 et est élu président en 1974 mais meurt quelques mois plus tard.

**Prestes, Luis Carlos** (1895-1990) : ingénieur ferroviaire, puis capitaine, en 1925, il emmène 1 500 hommes dans une «longue marche» (25 000 km) – antérieure donc à celle de Mao en 1934 – qui lui fait découvrir toute la misère et la pauvreté du pays. Cette marche se termine par un échec total en 1927, même s'il put limiter les pertes en menant une guerre de mouvement. Réfugié en Bolivie, puis en Argentine, il entre en contact avec des militants staliniens qui essaient de le recruter car c'est un personnage prestigieux. Invité par d'autres lieutenants nationalistes à participer la révolution de 1930, il refuse. Il se rend à Moscou pour y travailler et acquérir une formation politique, puis revient au Brésil afin de préparer la lutte armée en 1934. Arrêté en 1935, il passe près de dix ans en prison, pendant que sa femme, Juive allemande, enceinte, est envoyée par Vargas aux nazis en 1936. Elle meurt dans un camp de concentration après avoir accouché de sa fille en prison. En 1943, Prestes décide que le Parti communiste doit soutenir Vargas, quand celui-ci choisit le camp des Alliés. Libéré après la guerre, Prestes devient sénateur et secrétaire général du Parti communiste du Brésil. Après le coup d'État de 1964, il milite dans la clandestinité pendant sept ans puis s'exile en URSS, et revient dans son pays en 1979, où il continue ses combats politiques. Jorge Amado lui a consacré un livre dithyrambique *Le Chevalier de l'Espérance* (1942) et Prestes reste une légende au Brésil, à tel point que l'armée l'a promu colonel, puis général à titre posthume.

**Radek, Karl** (1885-1939) : fils d'un employé des postes, il milite dans les courants de gauche des partis socialistes polonais et allemand comme journaliste. Avant 1914, il fait partie, avec Lénine, de la gauche internationaliste de Zimmerwald pendant la première guerre mondiale. Membre du Comité central du Parti bolchevik en 1917, il assume des responsabilités importantes dans l'Internationale communiste notamment dans la gestion du KPD en Allemagne, où il défend des positions incohérentes, du Front unique ouvrier au national-bolchevisme, de l'action révolutionnaire immédiate à la construction patiente d'un parti de masses. Dirigeant de l'Opposition de gauche avec Trotsky, il est exclu du Parti et exilé en 1927 ;



après sa capitulation en 1929, il reprend une activité de journaliste mais est arrêté en 1936. Condamné à dix ans de prison lors des procès de Moscou en 1937, il est assassiné en taule<sup>1</sup>.

**Rapallo, traité de** : par ce traité conclu entre l'Allemagne et l'URSS en 1922, les deux États renoncent à payer les réparations de guerre qu'elles se doivent mutuellement, mais surtout elles mettent en place secrètement une collaboration militaire pour que l'armée allemande puisse s'entraîner clandestinement en URSS et se réarmer<sup>2</sup>.

**Rizzi, Bruno** (1901-1977) : représentant de commerce, ce qui lui permet de beaucoup voyager et de nouer de nombreux contacts politiques et intellectuels en Europe, il adhère au Parti communiste italien dès sa fondation, puis se rapproche des positions trotskystes durant les années 1930. En 1938 et 1939, tout en écrivant *La bureaucratization du monde*, il fait connaître ses hypothèses sur l'existence d'une nouvelle classe dominante et d'un éventuel nouveau mode de production (le «collectivisme bureaucratique») à Trotsky qui le critique violemment. En exil à Paris pendant quatre ans, il retourne en Italie en août 1943. Il contribue à diverses publications libertaires et socialistes tout en militant dans le Movimento di Unità Proletaria, regroupement antifasciste hétéroclite, dont la plupart des membres termineront au Parti socialiste italien puis au PSIUP.

**Robinson, Joan Violet (1903-1983)** : économiste postkeynésienne britannique, membre de l'école de Cambridge. Elle critiqua les bases de l'économie classique, la cruauté du système capitaliste occidental et son injustice intrinsèque, mais eut des positions particulièrement complaisantes vis-à-vis des régimes chinois et nord-coréens.

**Roosevelt, Franklin Delano** (1882-1945) : fils d'un magnat des chemins de fer, avocat d'affaires, il est élu sénateur démocrate en 1910, puis passe sept ans (1913-1920) comme secrétaire d'État à la Marine (ce qui lui donne l'occasion d'envoyer les Marines à Haïti et de rencontrer les bureaucrates syndicaux de l'AFL pour interdire les grèves dans les industries de guerre<sup>3</sup>), et est ensuite élu gouverneur de New York en 1928. Soutenu par les dirigeants des compagnies de chemins de fer, des mines, de la grande presse, par les grands fermiers et une partie du secteur bancaire, il s'adresse aux pauvres et aux travailleurs pour être élu président, ce qu'il réussit en 1932. Une fois au pouvoir, il crée de nombreuses agences gouvernementales qui permettent une intervention plus profonde de l'État dans l'économie : réforme du système bancaire, lois réglementant les salaires et les horaires de travail, embauche massive de chômeurs dans des projets locaux, grands travaux (barrages, stations hydroélectriques, réparation de routes, de ponts, de bâtiments publics), mise en place d'une Sécurité sociale pour les retraités et les pauvres. Il fut réélu trois fois (1936, 1940 et 1944) et joua donc un rôle de premier plan durant la Seconde Guerre mondiale.

**Rühle, Otto** (1874-1943) : fils de cheminot, député socialiste en 1911, il s'oppose à la direction qui vote les crédits de guerre en 1914. Membre des Communistes internationalistes d'Allemagne (IKD), il participe à la fondation du KPD en 1918. Opposé à la participation au Parlement et aux syndicats, il milite au KAPD, puis à l'AAU-E (*Allgemeine Arbeiterunion-Einheitsorganisation*), organisation qui veut supprimer la distinction entre partis et syndicats. Livres : *Karl Marx* (1928), Entremonde, 2011 ; *La Crise mondiale ou Vers le capitalisme d'État*, 1932, Gallimard ; *La lutte contre le fascisme commence par la lutte contre le bolchevisme* (1939), Entremonde, 2010 ; *Fascisme brun, fascisme rouge*, 1939, Éditions Spartacus.

**Schachtman, Max** (1904-1972) : militant du Parti communiste américain, il joua, après son exclusion, un rôle important dans le mouvement trotskyste aux États-Unis (Socialist Workers

---

<sup>1</sup> Cf. <https://maitron.fr/spip.php?article216521>.

<sup>2</sup> Cf. l'article de João Aguiar, «Sur la signification politique du traité de Rapallo entre la Russie soviétique et l'Allemagne en 1922», <https://nfnf.eu/spip.php?article977>

<sup>3</sup> Cf. l'article de Paul Mattick <https://bataillesocialiste.wordpress.com/2009/10/01/quy-a-t-il-derriere-le-new-deal-mattick-1934/>

Party) et dans la Quatrième Internationale. Exclu du SWP américain en 1940, il fonda le Workers Party et défendit l'idée que l'URSS était un «collectivisme bureaucratique», régime qu'il considérait comme étant pire que le capitalisme. Il finit par entrer dans le Socialist Party, s'allier avec l'aile droite, la plus anticommuniste, et soutenir le Parti démocrate et la bureaucratie syndicale.

**Sihanouk, Norodom** (1922-2012) : personnalité politique qui a joué un rôle pivot dans la vie politique cambodgienne puisqu'il a été roi, chef d'État de facto, chef de plusieurs gouvernements en exil, dirigeant de plusieurs fronts politiques, Premier ministre et de nouveau roi. Ses alliances politiques ont beaucoup varié durant sa très longue vie politique : il fut nommé roi sous la domination coloniale française et collabora modérément avec les Japonais pendant la seconde guerre mondiale ; après avoir obtenu l'indépendance en 1953, il défendit la «neutralité» et le «non-alignement» du Cambodge contre l'impérialisme, mais bénéficia de l'aide militaire américaine tout en se rapprochant de la Chine et du Nord-Viêt Nam ; il persécuta les communistes cambodgiens tout en tolérant les troupes du FNL sud-vietnamien et du Vietminh nord-vietnamien dans les zones frontalières du pays et en prônant un «bouddhisme socialiste» ; en 1970, il s'allia avec les Khmers rouges avant qu'ils prennent le pouvoir en 1975 et le gardent en otage pendant deux ans ; enfin, il s'allia avec les communistes (provietnamiens et ex-khmers rouges) à partir de 1991, ce qui lui permit de redevenir roi en 1993 jusqu'à sa démission en 2004. Populaire parmi les paysans pendant de nombreuses années, il essaya toujours de sauver sa place de monarque incarnant la nation cambodgienne (surnommé le «Roi-Père», il considérait ses sujets comme de grands enfants) tout en limitant les libertés démocratiques, en censurant la presse, en utilisant l'armée et la police contre ses opposants, en s'attribuant des pouvoirs spéciaux, en dissolvant le Parlement à plusieurs reprises, en intimidant les électeurs et en truquant les élections, en fermant les yeux sur la corruption de ses courtisans et alliés politiques, et en cautionnant un certain nombre de massacres au nom de la lutte contre le communisme.

**Sjahrir, Sutan** (1909-1966) : fils de procureur, il sympathise très jeune avec les idées nationalistes et fonde en 1927 le mouvement Jeune Indonésie. Après avoir étudié le droit aux Pays-Bas et rencontré des militants sociaux-démocrates, il rentre au pays et crée le Parti national indonésien en 1931 avec Mohammad Hatta. Arrêté en 1934, il reste en prison pendant plusieurs années avant de lancer un mouvement de résistance contre l'occupation japonaise. Brièvement Premier ministre dans les années 1945-1947, il fonde le Parti socialiste en 1945 qui devient ensuite le Parti socialiste indonésien. Arrêté par le régime de Soekarno en 1960, il finit sa vie en exil.

**Smirnov, Vladimir Mikhaïlovich** (1887-1937) : politisé par la révolution de 1905, il rejoint le Parti bolchevik en 1907 alors qu'il étudie le droit. Cadre du Parti à Moscou durant la révolution d'Octobre, puis à Saint-Pétersbourg, il entre au Conseil économique suprême, puis occupe différents postes importants notamment dans les organismes de planification et le Bureau des statistiques. Entre 1918 et 1926, il appartient successivement aux communistes de gauche avec Boukharine, à l'Opposition militaire durant la guerre civile, aux «décistes» (Groupe des centralistes démocratiques) et à l'Opposition de gauche avec Trotsky, tout en défendant des positions plus radicales que ce dernier. Exclu du parti, exilé puis emprisonné à plusieurs reprises, il est finalement fusillé en 1937. Livre utile : *La revue Kommunist. Les communistes de gauche contre le capitalisme d'État*, Smolny, 2011.

**Social-fascisme** : même si les positions du KPD évoluèrent entre la fondation du NSDAP (parti nazi) en 1920 et la victoire électorale de ce parti en 1933, tous les partis, en dehors du Parti communiste allemand, étaient considérés par le KPD comme fascistes, ou complices du fascisme – d'où la notion de «social-fascisme» que l'on retrouve encore aujourd'hui, en filigrane, chez de nombreux «antifas», y compris libertaires, à propos du Parti socialiste français

par exemple, et qui fut abondamment employée par les maoïstes européens contre les partis «communistes».

**Sorel, Georges** (1847-1922) : ingénieur travaillant pour l'État, il découvre le socialisme et la condition ouvrière à 45 ans. Dès lors, il se consacre à l'étude des questions historiques, politiques et philosophiques, flirte quelques années avec le marxisme, puis se tourne vers le syndicalisme révolutionnaire, tout en finissant par collaborer avec des intellectuels monarchistes de l'Action française, développer des sympathies pour le nationalisme et tenir des propos antisémites. Après la première guerre mondiale il soutint à la fois la révolution russe et le fascisme italien.

**Sukarno** ou **Soekarno**, de son vrai nom **Koesno Sosrodihardjo** (1901-1970) : fils d'une aristocrate et d'un instituteur appartenant à la petite noblesse, il fait des études d'ingénieur et fonde le Parti national indonésien en 1927. Emprisonné à plusieurs reprises, il est libéré par les Japonais en 1942 et collabore avec les occupants avant de devenir le premier président de l'Indonésie indépendante en 1945. Soutenu militairement par l'URSS, il est l'une des vedettes de la conférence de Bandoeng en 1955 et du tiersmondisme, mais est renversé par un coup d'État militaire en 1965.

**Sun Yat-sen** 1866-1925) : d'origine paysanne ; il arrive à faire des études grâce à des missionnaires chrétiens américains. Diplômé en médecine, il entame une carrière politique, en s'associant à des sociétés secrètes nationalistes pour essayer de renverser l'empereur mandchou par une série de coups d'État militaires et de soulèvements paysans manqués dès les années 1890. Contraint à l'exil, il parcourt le monde pour recueillir des fonds et soutenir le Parti révolutionnaire qu'il a contribué à créer. Après le mouvement du 4 mai 1919<sup>1</sup>, il réunit les différentes factions nationalistes radicales sous sa houlette et énonce les «trois principes du peuple» : le nationalisme (hostile à la dynastie des Mandchous considérée comme étrangère) ; la démocratie (fondée sur l'instauration d'une république, y compris autoritaire) ; et le socialisme, ou le «bien-être du peuple», c'est-à-dire, en réalité, le développement du capitalisme et la modernisation du pays, notamment par le développement massif des chemins de fer. La révolution d'Octobre 1911 lui permet de devenir brièvement président de la République mais il est obligé de s'enfuir au Japon en 1913 et ne revient en Chine qu'en 1916. Il fonde le Guomindang en 1920 et accepte de collaborer avec le Parti communiste chinois en 1923, ce qui lui permet de bénéficier de l'aide de conseillers militaires soviétiques. Sa doctrine devient alors plus anti-impérialiste «*alors que Sun avait toujours rêvé d'une entente avec les Occidentaux et le Japon*<sup>2</sup>» et plus favorable à un syndicalisme modéré et à une réforme agraire.

**Sweezy, Paul** (1910-2004) : fils d'un banquier et d'une universitaire, il fait ses études à Harvard puis à la London School of Economics. De 1942 à 1945, il travaille pour les services secrets, l'OSS. En 1949, Paul Sweezy et Leo Huberman fondent la *Monthly Review*, revue et maison d'édition, à une époque où sévissent déjà les embryons de la «chasse aux sorcières». Ses deux fondateurs veulent créer une revue qui ne soit pas liée à un groupe politique particulier, tout en se disant socialistes et marxistes<sup>3</sup>. A partir de la révolution cubaine, cette publication adopte une ligne tiers-mondiste et anti-impérialiste à sens unique (l'URSS et la Chine ne sont pas pour eux des pays capitalistes d'État aux tendances impérialistes, comme en témoigne

---

<sup>1</sup> Ce jour-là, 3 000 étudiants manifestent sur la place Tien An Men à Pékin pour protester contre les conditions imposées par le Japon à la Chine mais aussi contre le traité de Versailles qui accorde au Japon les concessions allemandes du Shandong, au nord du pays. Ils dénoncent également le poids des traditions, le pouvoir des mandarins et l'oppression des femmes. Leur mouvement s'étend à tout le pays et s'accompagne d'un boycott des produits japonais. Même s'il n'eut pas d'impact à l'époque, ce mouvement marqua le début d'une vague nationaliste antioccidentale et antijaponaise.

<sup>2</sup> Les informations de cette notice sont tirées d'un article d'Yves Chevrier : <https://maitron.fr/spip.php?article184423>.

<sup>3</sup> Cf. l'interview de Harry Magdoff, *L'Homme et la société*, n° 93, 1989 sur persee.fr.

encore un éditorial de leur revue, en juillet-août 2022 !). Livres : *Le capital monopoliste* (Maspero, 1968) ; *Le capitalisme moderne* (Seuil, 1976).

**Tenentismo** : au Brésil, ce terme désigne l'ensemble des rébellions militaires auxquels participèrent des officiers subalternes, notamment les lieutenants (*tenentes*) dans les années 1920. Ces rébellions qui éclatèrent notamment en 1922, 1924 et 1926 accrurent la politisation des jeunes soldats mécontents de la situation économique, sociale et politique du pays. Ces mouvements aboutirent notamment à la Révolution de 1930 qui mit fin à la Première République.

**Terauchi, Hisaichi (1879-1946)** : perpétuant la tradition familiale, il fait des études militaires, grimpe dans la hiérarchie de l'armée comme dans la hiérarchie sociale (il devient comte en 1919), et occupe des commandements importants en Corée et à Taïwan. Ministre de la Guerre en 1936, il reprend du service actif en s'engageant dans la guerre du Japon contre la Chine (qui durera de 1937 à 1945) et est ensuite chargé d'organiser la conquête de l'Asie du Sud-Est. Fait prisonnier par les troupes britanniques il meurt en détention.

**Than Tun, Thakin** (1911-1968) : instituteur, il milite d'abord dans des mouvements nationalistes tout en ayant des idées «marxistes» et adhère au PC de Birmanie en 1939 ; ministre de la Terre et de l'agriculture, en 1942, sous le gouvernement de Ba Maw, il est le secrétaire de la Ligue antifasciste pour la liberté du peuple, dont fait partie le PCB. Entré dans la clandestinité en 1948, il organise la guérilla et sera le président du PCB à partir de 1952.

**Tito, Josip Broz dit** (1892-1980) : fils de paysans croates, il est fait prisonnier par les Russes pendant la première guerre mondiale, s'évade et se bat aux côtés des bolcheviks entre 1917 et 1920. Fondateur du Parti communiste yougoslave, il est condamné à six ans de prison. Après sa libération, il est l'un des responsables des Brigades internationales. Pendant la seconde guerre mondiale, il mène une guerre de partisans à la fois contre les nationalistes, les royalistes et les troupes allemandes. Il prend le pouvoir en octobre 1944 avec l'aide de l'Armée rouge et instaure un système prétendument «socialiste» et «autogestionnaire» qui fera illusion pendant de nombreuses années, dans les milieux de gauche et trotskystes. Au niveau de la politique internationale, il apparut comme un «non aligné», critique par rapport à l'URSS, ce qui renforça le mythe.

**Traité de Versailles** : *«Reconnaissant sa responsabilité dans le conflit, l'Allemagne perd 68 000 km<sup>2</sup> de son territoire, dont l'Alsace et la Lorraine annexées en 1870, et 8 millions d'habitants. Une partie de la Prusse orientale est démantelée au profit de la Pologne qui gagne un accès à la mer par le fameux "Corridor de Dantzig". L'Allemagne doit verser 20 milliards de marks-or au titre des réparations réclamées par la France. Elle perd l'essentiel de son minerai et de sa production agricole. Ses colonies lui sont confisquées. Sa puissance militaire est anéantie... Humiliée, l'Allemagne n'aspirera qu'à la revanche. Une nouvelle guerre, que l'on pensait écartée, se prépare<sup>1</sup>.»*

**Truman, Harry S.** (1884-1972) : issu d'une famille de fermiers, il ouvre une mercerie, puis travaille comme représentant de commerce avant d'entamer une carrière politique, plus stable et lucrative : il est élu juge, puis sénateur du Missouri en 1934, vice-président de F.D. Roosevelt en 1944, puis président de 1945 à 1953. Sur le plan de la politique étrangère, il autorise l'utilisation de la bombe atomique contre les Japonais en août 1945, approuve l'application du Plan Marshall en Europe en 1948, participe à la création de l'OTAN en 1949 et envoie les troupes américaines en Corée en 1950. Sur le plan intérieur, il abolit la ségrégation raciale dans l'armée en 1948, s'oppose (en vain) aux lois antisyndicales (Taft-Hartley), continue les grands programmes du New Deal, mais cautionne le maccarthysme à partir de 1950.

**U Nu ou Thakin Nu** (1907-1995) : étudiant en droit, il milite dans une association nationaliste fondée en 1930, diffuse des traductions de textes marxistes en 1937 et est l'un des

---

<sup>1</sup> <https://www.chateauversailles.fr/decouvrir/histoire/grandes-dates/traite-versailles>.

fondateurs du Parti révolutionnaire du peuple, futur Parti socialiste birman. Emprisonné par les Britanniques en 1940, il est libéré par les Japonais et devient ministre des Affaires étrangères dans un gouvernement pro-japonais en 1943. En 1944, il participe à la fondation de la Ligue antifasciste pour la liberté du peuple (coalition entre communistes, socialistes et l'Armée nationale du peuple d'Aung San) qui combat à la fois les Japonais et les Britanniques. Premier ministre de la Birmanie indépendante en 1948, il est renversé par un coup d'État militaire en 1958 et emprisonné pendant quatre ans avant de partir en exil. A partir de 1980, il se consacre surtout à enseigner le bouddhisme en Birmanie et forme un nouveau parti politique, la Ligue pour la démocratie et la paix en 1988, ce qui lui vaut d'être mis en résidence surveillée pendant quatre ans.

**U Saw (1900-1948)** : juriste, propriétaire d'un journal qui diffuse ses idées politiques, il est Premier ministre entre 1940 et 1942, sous la domination coloniale. Entretenant des contacts secrets avec les Japonais, il est arrêté et emprisonné par les Britanniques en... Ouganda ! Il revient en Birmanie après la guerre mais, comme le résultat des élections de 1947 ne lui conviennent pas (elles sont remportées par la Ligue antifasciste pour la liberté du peuple), il fait assassiner Aug San et six de ses ministres. Arrêté, U Saw est condamné à la peine de mort et exécuté

**Vargas, Getúlio** : *«La longue période pendant laquelle Getúlio Vargas resta au pouvoir (1930-45 et 1950-54) s'ouvrit par ce que l'on a appelé la "Révolution de 1930", un mouvement politico-militaire qui fut plus qu'un coup d'État et moins qu'une révolution (bourgeoise). Ce mouvement et son projet économique industrialisant étaient portés par un État fort et centralisé, surtout après le coup d'État de l'Estado Novo, en 1937, qui lui donna une nette connotation dictatoriale et bonapartiste, et ce jusqu'en 1945, date à laquelle Vargas dut quitter le pouvoir à la suite d'un autre coup d'État. Réélu au suffrage universel en 1950, Vargas forma un gouvernement plus réformiste et moins dictatorial<sup>1</sup>.»*

**Vérité ouvrière (Rabotchaia Pravda)** : selon Michel Roger<sup>2</sup>, journal et groupe d'une vingtaine de communistes de gauche, qui publia son premier numéro en septembre 1922, et dont la mouvance ne dépassait pas 400 sympathisants. Composé surtout d'intellectuels mais aussi d'ouvriers, le groupe intervint durant les grèves de 1922 et 1923. Il appela à la formation de cercles de propagande pour créer à long terme un nouveau parti ouvrier dans la mesure où l'URSS était devenu un régime de capitalisme d'État. Ses militants furent très certainement tous arrêtés et emprisonnés.

**Viet Minh** ou Ligue pour l'indépendance du Vietnam, créée en 1941 par le Parti communiste vietnamien et regroupant également des nationalistes de différentes tendances. Comme dans tous les fronts dirigés par des staliniens, ici par Ho Chi Minh, les composantes non communistes jouissaient d'une marge de manœuvre très réduite. L'indépendance fut proclamée le 2 septembre 1945, et même si le Parti communiste fit semblant de se dissoudre un an plus tard, cela n'empêcha nullement les éléments staliniens du Vietminh de réprimer les autres tendances politiques de façon à conserver le contrôle total de l'organisation, puis de la République «démocratique» du Vietnam.

**Weil, Simone (1909- 1942)** : fille de médecin, agrégée de philosophie, enseignante, proche du syndicalisme révolutionnaire et du mouvement anarchiste, elle est profondément pacifiste et souhaite réformer la condition ouvrière, qu'elle a expérimentée en travaillant en usine pendant deux ans, chez Alsthom et Renault, notamment (cf. *La Condition ouvrière*, Gallimard, Folio, [1951] 2002). Engagée brièvement dans la colonne Durruti, elle doit la quitter après un accident. Elle exprime de fortes critiques du colonialisme français en Indochine et au Maroc et vit une expérience mystique dans les dernières années de sa vie. L'auteur fait allusion à son article

---

<sup>1</sup> Ricardo Antunes, <https://www.cairn.info/revue-actuel-marx-2007-2-page-97.htm>.

<sup>2</sup> [https://www.leftcommunism.org/IMG/pdf/GR\\_-\\_Miasnikov\\_-\\_presentation.pdf](https://www.leftcommunism.org/IMG/pdf/GR_-_Miasnikov_-_presentation.pdf)

«Allons-nous vers la révolution prolétarienne ?» dans le n° 158 de *La Révolution prolétarienne* du 25 août 1933, en ligne (archivesautonomies.org) ou en brochure, Abrupt, 2020.

**Wallace, Henry** (1888-1965) : fils d'un riche fermier qui fut aussi secrétaire à l'Agriculture, créateur d'une entreprise prospère de semences, directeur d'une revue agricole, cet homme d'affaires devient secrétaire à l'Agriculture (1933-1940) et soutint activement le New Deal. Il est élu vice-président des Etats-Unis sous F.D. Roosevelt entre 1941 et 1945 puis occupe le poste de secrétaire au Commerce entre 1945 et 1946. Il se présente ensuite comme le candidat du Parti progressiste aux présidentielles de 1948, en avançant un programme pacifiste (il dénonce la politique antisoviétique de Truman mais fait les yeux doux à l'impérialisme russe et à ses camps de travail qu'il présente sous un jour idyllique, raison pour laquelle il est soutenu par le PC américain) et social (salaire minimum, couverture médicale universelle, abolition de la ségrégation). Après son échec aux présidentielles, il retourna à ses affaires et adopta des positions anticommunistes classiques.

**Weimar, République de** : nom donné par les historiens à la république démocratique qui prit la suite de l'empire allemand, après la révolution de novembre 1918 et qui dura jusqu'en 1933 et à la prise de pouvoir par Hitler et le NSDAP.